

CONSEIL COMMUNAL DU 21 FEVRIER 2013
GEMEENTERAAD VAN 21 FEBRUARI 2013

SEANCE PUBLIQUE
OPENBARE ZITTING

Présents - Aanwezig

M. Michel Eylenbosch, Président/Voorzitter;
M. Françoise Schepmans, Bourgmestre/Burgemeester;
M. Ahmed El Khannouss, M. Sarah Turine, M. Patricia Vande Maele, M. Abdelkarim Haouari,
M. Karim Majoros, M. Jan Gypers, M. Ann Gilles-Goris, M. Olivier Mahy, M. Annalisa
Gadaleta, Echevins/Schepenen;
M. Christian Magérus, M. Jamal Ikazban, M. Abdellah Achaoui, M. Houria Ouberri, M.
Mohammadi Chahid, M. Badia El Belghiti, M. Pierre Vermeulen, M. Paulette Piquard, M.
Jamel Azaoum, M. Amet Gjanaj, M. Jef Van Damme, M. Khadija El Hajjaji, M. Olivia P'tito, M.
Dina Bastin, M. Danielle Evraud, M. Luc Léonard, M. Mohamed El Abboudi, M. Lhoucine Ait
Jeddig, M. Dirk De Block, M. Dirk Berckmans, M. Michaël Vossaert, M. Nader Rekik, M.
Farida Tahar, M. Hassan Rahali, M. Shazia Manzoor, M. Tania Dekens, M. Georges Van
Leeckwyck, M. Leonidas Papadiz, M. Nicole Linders - Dubocage, M. Roland Vandenhove,
M. Laurie Careme-Palanga, M. Youssef Lakhroufi, M. Khadija Tamditi, M. Laura Pinti,
Conseillers/Gemeenteraadsleden;
M. Jacques De Winne, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris;

Excusés - Verontschuldigd

Absents - Afwezig

**La séance est ouverte à 18h10.
De zitting wordt om 18.10 uur geopend.**

1. #Objet : Finances - C.P.A.S. - Budget 2012 - Modifications budgétaires n°1. #

Le Conseil communal,

Vu l'article 88 de la loi organique du 08.07.1976 des C.P.A.S. ;

Vu la délibération du Conseil de l'action sociale du 19.12.2012 par laquelle celui-ci arrête le tableau des modifications budgétaires n°1 de l'exercice 2012 ;

Considérant que le budget modifié 2012 du C.P.A.S. se présente comme suit :

	RECETTES	DEPENSES
Crédits initiaux		97.666.989
Modifications	+4.109.482	
Nouveaux crédits		101.776.471

Considérant que le budget modifié 2012 du C.P.A.S. est en équilibre grâce à une augmentation du subside communal de 1.100.000 euros ;

Vu l'avis favorable du Comité de concertation ;

Vu la délibération du Collège échevinal en date du 06.02.2013 ;

Par 39 OUI, 1 abstention, décide :

Article unique

D'approuver la délibération du Conseil de l'action sociale du 19.12.2012 arrêtant les modifications budgétaires n°1 au budget de l'exercice 2012 du C.P.A.S.

1. Betreft: Financiën - O.C.M.W. - Begroting 2012 - Begrotingswijzigingen nr 1.

De Gemeenteraad,

Gezien artikel 88 van de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de O.C.M.W.'s ;

Gezien de beraadslaging van 19.12.2012 van de Raad voor sociaal welzijn, die de begrotingswijzigingen nr 1 van de begroting 2012 als volgt vaststelt :

	ONTVANGSTEN	UITGAVEN
Aanvangskredieten		97.666.989
Wijzigingen	+ 4.109.482	
Nieuwe kredieten		101.776.471

Overwegende dat de gewijzigde begroting 2012 van het O.C.M.W. in evenwicht is dankzij een verhoging van de gemeentelijke toelage van 1.100.000 euro;

Gezien het gunstig advies van het Overlegcomité;

Gezien de beraadslaging van het Schepencollege in datum van 06.02.2013;

Met 39 JA, 1 onthouding, besluit :

Enig artikel

de beraadslaging van de Raad voor sociaal welzijn van 19.12.2012 betreffende de begrotingswijzigingen nr 1 van de begroting 2012 van het O.C.M.W. goed te keuren.

Monsieur Chahid, Madame El Belghiti, Monsieur Van Damme, Madame Manzoor et Madame Dekens entrent en séance.

Mijnheer Chahid, Mevrouw El Belghiti, Mijnheer Van Damme, Mevrouw Manzoor et Mevrouw Dekens entrent en séance.

2. *Objet : Plan triennal 2013-2015 (article 242 bis NLC).*

Le Conseil communal,

Vu l'article 242 bis de la Nouvelle loi communale qui précise que « deux fois par législature, lors du dépôt du premier et du quatrième budget, le collège soumet au conseil communal un plan triennal » ;

Prend connaissance du plan triennal élaboré par le collège des bourgmestre et échevins ;

Par 26 OUI, 18 NON, 1 abstention, décide :

Article unique

D'approuver le plan triennal 2013/2015.

Le présent plan sera publié conformément à l'article 112 de la nouvelle loi communale.



NOTE.D'ORIENTATION.POLITIQUE

2012-2015

COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
RESPECT ET CONVIVIALITE DANS UNE VILLE SECURISEE : SECURITE, PROPRETE, URBANSIME, ENVIRONNEMENT ET ENERGIE, VOIRIES, GRANDS CHANTIERS, LOGEMENT ET MOBILITE	2
1. LA SECURITE PAR TOUS ET POUR TOUS	2
2. LA PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	4
3. L'URBANISME COMME OUTIL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE	7
4. LES VOIRIES ET GRANDS CHANTIERS SUR TOUT LE TERRITOIRE	10
5. UN LOGEMENT PLUS ACCESSIBLE ET PLUS DURABLE	12
6. LA MOBILITE DANS LE RESPECT DE L'AUTONOMIE DE CHACUN	16
7. ENVIRONNEMENT, ENERGIE VERS UN DEVELOPPEMENT DURABLE	18
POUR LE BIEN-ETRE DE TOUS ET L'EPANOUISSEMENT DES MOLENBEEKOIS : VIE ASSOCIATIVE, ENSEIGNEMENT, PETITE ENFANCE, JEUNESSE, SPORT, COHESION SOCIALE, ACTION SOCIALE, AINES, SANTE, CULTURE, SOLIDARITE INTERNATIONALE	22
8. L'ENSEIGNEMENT	23
9. CRECHES ET ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE	26
10. LA JEUNESSE	27
11. LE SPORT	29
12. LA COHESION SOCIALE	31
13. LE CPAS	34
14. LES AINES	34
15. L'EGALITE DES CHANCES	35
16. LES RELATIONS INTERNATIONALES	35
17. LA SANTE PAR L'INFORMATION ET LA PREVENTION	37
18. LA CULTURE	38
UNE COMMUNE DYNAMIQUE : ECONOMIE, EMPLOI, TOURISME	40
19. UNE ECONOMIE ATTRACTIVE ET CREATRICE D'EMPLOIS LOCAUX	40
20. LE TOURISME A LA DECOUVERTE DE MOLENBEEK	44
BONNE GOUVERNANCE : GOUVERNANCE, FINANCES, PERSONNEL, DEMOCRATIE	45
21. FINANCES, TAXES COMMUNALES ET ECONOMAT	46
22. UNE VRAIE POLITIQUE DU PERSONNEL	47
23. ACCUEIL, INFORMATION ET PARTICIPATION DES CITOYENS	48

INTRODUCTION

Pour l'avenir de la commune et des Molenbeekois la nouvelle majorité s'engage dans un projet ambitieux qui marquera une transition importante.

Une politique de bonne gouvernance, dans le respect de la diversité, sera la base du travail à mettre en place.

Les défis sociaux, économiques, culturels et ceux du logement, de l'éducation notamment liés au boom démographique, le vivre ensemble, l'émancipation des jeunes, la propreté, la prévention et la sécurité dans nos quartiers, les enjeux écologiques et le lutte contre la précarité sont autant de défis à relever et qui seront pris à bras le corps.

Une attention particulière sera apportée à l'égalité des usagers dans l'accès aux services. Pour ce faire, transparence dans le fonctionnement des institutions communales et des services, transparence dans l'attribution et la bonne gestion des logements, de la politique de recrutement, bonne et saine gestion financière de la commune mais aussi du CPAS et des para-communales, seront une priorité.

Les partenaires souhaitent une grande transversalité dans la mise en œuvre des politiques, dans un souci d'efficacité. Cela se marquera notamment dans l'approche égalitaire des territoires sans toutefois perdre de vue les spécificités des quartiers pour lesquels revitalisation et décroisement seront assurés.

De même, la répartition des compétences échevinales se fera dans un souci de cohérence et le travail accompli dans une réelle collégialité.

**RESPECT ET CONVIVIALITE DANS UNE VILLE
SECURISEE : SECURITE, PROPRETE, URBANISME,
ENVIRONNEMENT ET ENERGIE, VOIRIES, GRANDS
CHANTIERS, LOGEMENT ET MOBILITE**

1. LA SECURITE PAR TOUS ET POUR TOUS

La sécurité est un enjeu majeur pour notre commune. Il est impératif de garantir la tranquillité publique sur l'ensemble du territoire à toute heure du jour et de la nuit. C'est un droit fondamental dont le non-respect pénalise chaque citoyen, notamment les plus fragiles.

Dans ce travail permanent de lutte contre la délinquance et l'insécurité, les dispositifs à mettre en place par notre commune, avec l'aide des instances fédérales et régionales doivent être le juste équilibre entre la prévention et la répression.

Le travail de prévention doit aboutir à la diminution des actes délictueux et inciviques. Cela englobe tous les dispositifs de présence visible sur le territoire communal (**gardiens de la paix**,...) mais aussi le développement et la rénovation du **réseau de caméras**, des dispositifs de **techno-prévention** notamment par la création du poste de « conseiller en prévention vol » communal, l'information à la population sur risques d'**amendes administratives**. La possibilité de faire bénéficier la population de **primes** suite à des travaux de sécurisation de leur habitation sera mise à l'étude ainsi que la remise sur pied du système **télé police** actualisé afin de sécuriser les commerçants. Dans notre commune, ainsi que dans notre zone de police en général, les vols ont augmenté. Cette hausse est due principalement aux vols avec violence (arrachage de chaînes) ainsi qu'aux vols dans voiture. Une attention toute particulière sera portée à la lutte contre ces phénomènes.

Nous disposons d'un contingent important de gardiens de la paix, de stewards stationnement, d'agents de cellule propreté/environnement, d'agents de la cellule de coordination socio-économique, de stewards Atrium et d'agents de la Cellule logement. Ceux-ci constituent sans nul doute une force considérable mais une série de réformes devront être menées pour assurer un maximum d'efficacité dans l'action sur le terrain.

Les gardiens de la paix qui sont dans les conditions suivront la formation leur permettant de sanctionner les auteurs d'incivilités et d'infractions aux règlements communaux en appliquant des amendes administratives. A cette fin, ils travailleront en partenariat avec les forces de police. La **présence visible et rassurante** sur l'espace public, la **sécurisation aux abords des écoles et sur le chemin de l'école**, la **lutte contre les incivilités**, les **comportements inadéquats sur l'espace public**, les

cambriolages, le développement de la techno-prévention sont autant de domaines qui seront investis par nos agents. Les gardiens de la paix présents au quotidien devront **sensibiliser le public à la sécurité et à la prévention de la délinquance, informer les citoyens** ainsi que **les automobilistes, sécuriser les axes de communication** et les sites névralgiques, **sécuriser les événements publics**, utiliser autant que possible les **transports en commun**. Nous disposerons ainsi d'un ensemble opérationnel de gardiens de la paix et d'agents de police qui pourront sanctionner et cibler les auteurs de délits. Le travail de collaboration avec la police permettra aux gardiens de la paix de se sentir soutenus en cas de problèmes lors ou après l'interpellation d'un contrevenant.

Pour garantir la sécurité partout et pour tous, notre priorité sera:

- d'intensifier la lutte contre le trafic des stupéfiants. La lutte contre ce fléau sera une priorité car il alimente une partie importante de la criminalité, nourrit le sentiment d'insécurité dans les quartiers ;
- de renforcer la police de proximité, proche des personnes et des quartiers ;
- de favoriser l'accueil et les tâches administratives par de civils dans les commissariats ;
- de revaloriser le rôle de l'agent de quartier et favoriser l'échange entre ce dernier et les citoyens ;
- de renforcer le dispositif communal des amendes administratives pour des délits spécifiques (entre autres, injures, tapages, souillures, dépôts clandestins), par un partenariat mixte associant la police, le parquet et la commune, de sorte à pouvoir mieux sévir contre les auteurs de trouble et activer la procédure de médiation prévue pour les mineurs dans ce cadre ;
- de mettre en place un plan pluriannuel d'équipement en caméras dans un objectif de surveillance et de prévention ;
- de combattre les marchands de sommeil ;
- de lutter contre les exploitations de commerces sans autorisation ;
- de mener des campagnes d'information de prévention aux actes d'incivilités ;
- d'améliorer l'éclairage dans certaines rues et endroits de la commune ;
- de mener une politique transversale associant la police, les gardiens de la paix et les associations d'habitants pour améliorer la convivialité dans les quartiers ;
- Combattre la délinquance routière et les actes d'incivisme liés à l'utilisation de la voiture (parking sur les passages cloutés, sur le trottoir, les doubles-files, etc.).

Par ailleurs, en matière d'affaires juridiques, le service a, lors de la précédente législature, été restructuré. Ont été également créées deux cellules d'inspection en matière de permis d'urbanisme et de permis d'environnement en charge de la mise en œuvre d'une politique de contrôle, de vérification, de suivi de dossiers urbanistiques. Cette cellule vérifie ainsi la conformité des travaux de chantiers avec les permis octroyés et rejoint le contrôle des immeubles insalubres et abandonnés.

De même en matière de propreté publique, une cellule « Incivilités liées à l'environnement » avait été mise en place qui, par une approche tant préventive que répressive, contribue à résoudre une série de problèmes tels que dépôts clandestins, des sorties non conformes d'ordures ménagères, etc. A côté de ces cellules, le travail de la cellule de coordination socio-économique a poursuivi sa tâche de vérifications en matière d'hygiène (salubrité), d'urbanisme (enseignes obsolètes,..) ou d'étalages des commerces et entreprises. Cette cellule assure ainsi une gestion coordonnée de toutes les entreprises sur le territoire commercial et veille également à la réduction des nuisances engendrées par les activités économiques afin de garantir une plus grande convivialité dans les quartiers commerçants.

Pour garantir la cohérence des actions de suivi des diverses incivilités tant en matière d'urbanisme, d'environnement, d'hygiène, et d'application des règlements communaux, une mise en synergie forte des services d'inspections est à envisager, une voie serait d'intégrer les diverses composantes « inspections », afin d'harmoniser les méthodologie de travail, les procédures administratives, les opérations de contrôle et garantir une meilleure coordination sur le terrain et mieux répondre aux besoins spécifiques lors des contrôles ciblés.

2. LA PROPLETE DE L'ESPACE PUBLIC

La nouvelle majorité a placé la propreté publique au centre de ses préoccupations car elle est essentielle pour élever le sentiment de bien-être, de sécurité et de respect de tous. Les dépôts clandestins seront combattus tout comme la malpropreté liée au ramassage bi-hebdomadaire des poubelles particulières et la non/mauvaise utilisation des corbeilles publiques.

Dans un cadre participatif et par quartier, il s'agira de lancer une **enquête** vers les agents de la propreté publique mais également vers les habitants, les associations et les comités de quartier sur le thème de la propreté pour affiner le diagnostic local et dès lors recevoir les propositions des habitants pour résoudre un problème spécifique de malpropreté lié à un quartier en particulier. D'une manière générale, nous accentuerons la **participation** avec les habitants et tous les acteurs de la commune qui comptent seront sollicités pour résoudre les questions liées à la malpropreté (le CPAS, le Logement molenbeekois, les Atrium et les commerçants, les comités de quartier, ...). L'information sur les devoirs et les aides liées à la propreté publique sera développée via des **canaux de communication** existants (le numéro vert, le site internet, le journal communal, etc.) et en voie d'élaboration (panneaux signalétiques aux endroits de dépôts clandestins récurrents, panneaux d'information sur les corbeilles publiques, information sous forme de logos peints sur le sol, porte-à-porte par quartier et toute autre forme de communication directe orale avec les habitants).

L'Echevinat de la Propreté travaillera main dans la main avec l'Echevinat de l'Environnement, avec la Cellule prévention (gardiens de la paix) et avec l'Echevinat de l'Instruction publique (sensibilisation dans les écoles), pour ne citer que les principales collaborations. Les **bonnes pratiques** mises en œuvre dans les communes analogues seront analysées et les collaborations avec les communes limitrophes seront poursuivies sur des problématiques communes de propreté et des enjeux liés à des quartiers contigus. Il nous semble important de remettre au centre la relation entre la Commune et l'Agence Bruxelles Propreté (**ABP**) afin d'étudier toutes les voies à une rationalisation des moyens sur le terrain, à une collaboration renforcée.

Enfin, chaque action en cours et nouvelle sera évaluée tous les ans.

Les actions actuelles seront maintenues telles quelles, certaines seront renforcées ou adaptées. Des actions nouvelles seront testées et maintenues si elles portent leurs fruits.

2.1. Ordures ménagères

En ce qui concerne les **ordures ménagères**, parallèlement au travail de sensibilisation mené en collaboration avec l'Echevinat de l'Environnement pour diminuer la quantité des ordures ménagères, deux voies seront empruntées :

- la mise en place des projets-pilotes pour tester des solutions alternatives à l'enlèvement des immondices ménagères (via des conteneurs), non seulement dans les grosses entités de logement mais aussi par rue pour les maisons particulières et les petits immeubles ;
- la revendication auprès de l'ABP d'augmenter la fréquence des enlèvements des ordures ménagères, pour répondre entre autre à la difficulté qu'ont les familles à entreposer des sacs poubelles dans les tout petits appartements.

2.2. Dépôts clandestins

En ce qui concerne les **dépôts clandestins**, la commune a la volonté de résoudre ce phénomène grave de malpropreté :

- en se dotant d'une équipe d'intervention rapide pour l'enlèvement d'un encombrant en plus des ramassages habituels ;
- en accueillant à courte échéance un parc à conteneurs sur son sol, en complément du ramassage gratuit des encombrants ; une ressourcerie sera adossée à la déchetterie, en collaboration avec l'Echevinat de l'Environnement ;
- en allant vers les habitants pour la collecte d'encombrants, complémentirement à la prise de rendez-vous, en mettant à disposition des conteneurs par quartier pendant une période courte (une journée) pour que les riverains (particuliers) y déposent leurs encombrants.

2.3. Balayage des rues et corbeilles publiques

En ce qui concerne le **balayage des rues** et les **corbeilles publiques**, la commune augmentera considérablement le nombre de corbeilles publiques solides tout en remplaçant les corbeilles fragiles. Le but étant que toutes les rues disposent d'une corbeille publique au minimum. Certains axes à forte densité de population et de passage (axes commerciaux) devront être équipés de plusieurs corbeilles publiques à distance raisonnable l'une de l'autre et la commune débutera la mise à disposition, quand cela est possible, de corbeilles sélectives publiques. La commune poursuivra l'enfouissement des **bulles à verre**.

En termes de balayage des rues, la commune étudiera toutes les voies possibles afin d'acquérir du matériel **performant** destiné, à la fois, à renforcer l'efficacité et la rapidité du nettoyage, et à diminuer la pénibilité de la tâche.

A moyen terme, la commune visera à la mise en place du ramassage partiel des corbeilles et des encombrants via **hippomobile** (à l'instar de Schaerbeek).

2.4. Commerces et marchés

En ce qui concerne les **commerces** et les **marchés**, il sera nécessaire de cibler la malpropreté particulièrement sur les axes commerciaux et de grands passages ; en collaboration avec l'Echevinat du Commerce et de l'Economie, la commune veut résoudre la pollution importante générée par les marchés communaux avec le concours des commerçants ambulants et des consommateurs. D'une manière générale, les commerçants (ambulants ou non) seront encouragés à s'engager plus fortement (via un **contrat** propreté avec l'ABP) vers une diminution de leurs déchets liés à leur activité, avec la collaboration des Services du Commerce et de l'Environnement. Outre la sélection des déchets, la nouvelle majorité veut voir disparaître la distribution des sacs plastiques à usage unique d'ici quelques années, à l'instar des grandes surfaces.

3. L'URBANISME COMME OUTIL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

L'urbanisme est cette matière qui donne un sens à la ville, la rend adaptée non seulement à son présent mais aussi établit les grandes voies qui permettront à la cité de répondre à ses enjeux futurs, démographique notamment. Egalement, il n'est pas d'urbanisme moderne sans une conjonction forte entre ses desseins et la recherche de l'esthétique et l'art de vivre. Ce dernier est une notion fondamentale. L'urbanisme que la nouvelle majorité souhaite mettre en œuvre, place au centre de sa préoccupation le rapport que l'habitant a avec son environnement.

Il est primordial que chaque projet urbanistique (route, trottoir, logements, bureaux, infrastructures collectives, parc, rénovation, etc.) inclue le plus grand nombre d'entre nous. Les projets que la nouvelle majorité souhaite créer dans le cadre notamment de contrat de quartier, poursuivront cet objectif de répondre aux défis de la forte démographie. Accueillir avec une qualité de vie améliorée... On appelle cela aussi le développement durable de la ville.

L'urbanisme devra prendre en compte les besoins que les habitants ont de se déplacer, se loger, s'instruire, travailler, se divertir, se sociabiliser, ... de vivre ensemble. La mixité des fonctions et la mixité sociale sont une des réponses à ce postulat du vivre ensemble que la nouvelle majorité érige en principe fondateur de sa politique d'urbanisme.

3.1. Politique urbanistique

Les terrains **abandonnés** feront l'objet d'une attention particulière, tels que ceux présents dans les périmètres des contrats de quartier. Une **vision** urbanistique des projets dans un tout sera nécessaire pour penser au mieux les besoins futurs, liés à la démographie. La nouvelle majorité poursuivra la réflexion de l'urbanité de la commune pour la décennie à venir, en tenant compte des projets de la Région et ceux menés dans les communes limitrophes. Les constructions dites **durables** seront encouragées, quel que soit le type de construction et d'affectation. Malgré tout, une attention particulière sera apportée à la protection du **patrimoine** molenbeekois dans l'octroi des permis d'urbanisme tout en privilégiant l'**audace** architecturale contemporaine et de qualité en ce qui concerne la construction des infrastructures publiques ; la nouvelle majorité sensibilisera les promoteurs privés également dans cette voie. La commune vise l'amélioration de la qualité visuelle de l'espace public en déplaçant les **antennes** paraboliques des façades à front de rue vers les intérieurs d'îlots, en légiférant sur les **enseignes** commerciales pour diminuer la pollution visuelle et en rationalisant, en allégeant les **mobiliers** et équipements urbains, en partenariat avec l'Echevinat du Commerce.

Les projets urbanistiques doivent préserver les zones vertes en intérieurs d'îlots et la **verdurisation** des rues. Ceci a pour conséquence d'augmenter les surfaces perméables, qui dans certains quartiers permettront de limiter les inondations en cas de fortes pluies. Ce maillage vert peut être complété par l'encouragement à la construction de toitures vertes pour les projets de nouvelles constructions voire de rénovations.

La commune entend lutter contre la **densification** inadéquate des biens existants, elle veillera à un bon équilibre entre les différentes fonctions de la ville et à la viabilité des quartiers qui ne peuvent être surchargé de fonctions similaires en peu d'espaces. En outre, la commune étudiera les pistes qu'offre le partenariat public-privé pour la rénovation/construction.

La commune poursuivra l'effort dans la construction d'**infrastructures** collectives parallèlement à la création de logements (écoles, crèches, espaces verts, ...). La réalisation des plans particuliers d'affectation des sols (**PPAS**) sera poursuivie comme outil essentiel des politiques d'urbanisme, en concertation avec la population, afin d'adapter ceux-ci aux nouveaux défis auxquels la commune sera confrontée.

Dans la délivrance des permis d'urbanisme, la nouvelle majorité veillera à l'incorporation du projet dans son environnement urbanistique afin de préserver un bon aménagement des lieux.

Les **terrains** communaux disponibles feront l'objet d'une évaluation et la nouvelle majorité veillera à la densification de ceux-ci lors de l'étude des nouveaux projets de constructions dans le respect des règles en vigueur.

La nouvelle majorité veut interdire la **subdivision** inappropriée des logements (collaboration avec la cellule logement), veut combattre les constructions illégales (spécifiquement en intérieur d'îlot) et veut le respect des **affectations** légales.

3.2. Les grands défis urbanistiques

Certains grands projets d'affectation du sol méritent un effort lié à la concertation, à la participation et à l'information vers le citoyen et le riverain spécifiquement.

- Le **Canal** doit bénéficier d'une attention forte pour faire de cet axe fluvial un lieu incontournable à Bruxelles. L'axe du Canal devra réunir les activités économiques, résidentielles, de divertissements dans un tout cohérent et de qualité. Ecoles, crèches, parcs compléteront l'offre d'infrastructures collectives. La nouvelle passerelle (rue Sainte-Marie) est un pont de plus, une chance de plus que la nouvelle majorité saisira pour relier Molenbeek à Bruxelles-Ville ;
- La **Gare de l'Ouest** reste le dernier grand territoire (plus de 12 hectares) à aménager. Considérée aujourd'hui comme une coupure dans le tissu urbain, elle doit devenir une charnière entre deux parties de la commune. Sur base des qualités spécifiques du site, dont le fait d'être bientôt un pôle multimodal parmi

les plus développés de la Région, il faudra permettre, par le biais d'un schéma directeur, la mise en place de plusieurs fonctions s'équilibrant entre les secteurs économiques (centre commercial, PME qui dynamiseront l'emploi local), enseignement et formation, culturel, récréatif et logement (logements de qualité), déchetterie intégrée additionnée d'espaces permettant l'exploitation d'un site *d'urban mining* afin de réutiliser au maximum les ressources propres de la ville, espaces verts selon les réels besoins du quartier et de la commune. La caractéristique de mixité des quartiers voisins (habitat et entreprises) ainsi que le degré de densité moyenne de construction et d'occupation du sol seront notamment des critères déterminants dans les futurs aménagements. D'autre part, le concept devra être pensé dans une optique de mobilité – notamment en fonction du futur RER- mais également de service aux citoyens. Un parking public en connexion avec la gare et le métro devraient diminuer le trafic de transit. Ce lieu est stratégique pour la revitalisation du quartier et la connexion de deux quartiers de Molenbeek hermétiques l'un de l'autre actuellement ;

- La **Porte de Ninove** est devenue un enjeu majeur dans la refonte urbaine bruxelloise. La nouvelle majorité fera entendre sa voix pour que le projet soit respectueux des Molenbeekois et que la porte de Ninove soit une réelle ouverture vers les quartiers molenbeekois. Nous veillerons au respect de la mixité des fonctions et du bon aménagement des lieux avoisinants. Le projet en cours prévoit des logements sociaux, des logements privés et des équipements collectifs conséquents, le tout entouré d'un parc d'un hectare ;
- La **Place Saintelette** devrait accueillir à moyen terme un grand projet immobilier ; la nouvelle majorité sera attentive pour conférer à ce projet la mixité attendue ;
- Le commerce de voiture semble de moins en moins adapté au quartier **Heyvaert**. La mutation de ce quartier sera étudiée dans la perspective de la construction d'un hub destiné au commerce de voiture dans le Port de Bruxelles ;
- Bien que situé sur le territoire de Bruxelles-Ville, le site de **Tours et Taxis** connaîtra des développements qui auront une influence directe sur la vie du quartier Maritime. La commune, au travers de toutes les consultations organisées à l'occasion des procédures de permis, défendra les initiatives présentant le plus de garanties d'ouverture et d'accessibilité du site à nos quartiers ainsi qu'un deuxième pôle **de gestion de déchets** comme celui de la gare de l'Ouest.

4. LES VOIRIES ET GRANDS CHANTIERS SUR TOUT LE TERRITOIRE

Les travaux publics interviennent dans tous les domaines et à tous les niveaux dans la gestion communale. Remplissant un rôle clé ils doivent coordonner autant les projets subsidies, la mobilité et les ateliers de manière transversale. A cet effet une **task force** verra le jour. Il s'agit d'un coordinateur qui devra matérialiser la transversalité entre les services liés ou complémentaires ; le résultat devra être la bonne gouvernance dans la gestion et/ou la conception de projets de rénovation ou de construction de bâtiment, de voiries et d'espaces publics et le suivi et la surveillance des **chantiers**, la maintenance du patrimoine public et de l'ensemble du domaine public.

Il s'agira de valoriser le patrimoine architectural et artistique de la commune, sites et bâtiments classés, monuments tels que le cimetière.

Si au cours de cette nouvelle législature les opérations prévues dans plusieurs **Contrats de quartier** entreront dans leur phase de mise en œuvre pour certains ou seront totalement concrétisés pour les autres, les instances communales continueront de chercher à obtenir de nouveaux financements complémentaires afin de poursuivre cette revitalisation générale, que cela soit au sein des quartiers concernés ou sur d'autres périmètres prioritaires déterminés en collaboration avec les autorités régionales, fédérales ou européennes.

Le collège veillera à gérer les projets Beliris (Maison de la Nature, Parc Marie-José, Château du Karreveld et ses abords).

4.1. Voiries

En matière de **voiries**, nombreuses sont celles qui ont déjà fait l'objet de rénovation, souvent profondes. La commune continuera cependant cette politique de rénovation de manière importante. Tout usager doit pouvoir prendre sa place sur la voirie publique, en tant que personne à mobilité réduite, piéton, cycliste, transports en commun, automobiliste. La nouvelle majorité sera plus que jamais attentive à cette coexistence harmonieuse.

4.2. Eclairage

Le programme de modernisation de *l'éclairage* de l'ensemble de la commune sera poursuivi à travers les contrats de quartier, les plans triennaux financés par la Région et les travaux sur fonds propres. Une constante relative aux économies d'énergie sera également d'application dans les projets d'éclairage publics établis par SIBELGA.

4.3. Lieux publics

La commune s'engage à continuer à répondre à la demande de *lieux publics* chaque fois que cela sera possible avec l'aide des instances supérieures, tout en étudiant très sérieusement les possibilités de pérennisation grâce à une autonomisation des différents projets au terme des périodes de subsidiation.

4.4. Implication active des habitants dans les projets impliquant leurs quartiers

Cette politique d'amélioration du cadre de vie des Molenbeekois s'adresse aussi aux *habitants eux-mêmes* et leur permettra de continuer à renforcer les opérations d'envergure portées par le pouvoir public. La commune consultera et coopérera avec les comités de quartiers chaque fois que cela sera possible et les dossiers d'urbanisme feront l'objet de consultations avec les populations concernées. La commune veillera à l'application des règles urbanistiques dans l'ensemble de la commune et à leur bonne compréhension par les habitants. De même, la commune développera des outils de **participation active des habitants** dans l'élaboration des projets de réhabilitation et de revitalisation de leur quartier :

- un plan pluriannuel de rénovation et d'entretien des voiries, des espaces publics, des espaces verts, de l'éclairage et de l'ensemble des réalisations sera instauré sur base des données existantes qui seront constamment actualisées. Il sera présenté à la population avant d'être définitivement adopté ;
- les services communaux veilleront à prévenir, et au besoin à pallier les nuisances induites par les travaux publics à l'égard des riverains. A cette fin, améliorer le suivi des chantiers pour que les **entrepreneurs privés** respectent les conditions (état des lieux de la voirie avant et après, propreté autour du chantier,...) ;
- responsabiliser et motiver la **Région** à assumer concrètement que les voiries régionales soient mieux entretenues, et que les dégâts éventuels soient réparés ;

- afin de prévenir les risques d'inondations, la commune avancera dans la modernisation et l'entretien de son réseau d'égouttage, l'implantation de bassins d'orage avenue du Karreveld et dans le parc Marie-José.

5. UN LOGEMENT PLUS ACCESSIBLE ET PLUS DURABLE

La Constitution consacre le droit à un logement décent pour tous, en son article 23. Face au boom démographique, à la crise économique et à la crise du logement, Molenbeek s'attellera avec force à rendre ce droit effectif, entre 2012 et 2018.

Les chantiers seront multiples: augmenter le nombre de logements publics, rénover le parc existant, diversifier l'offre (y compris acquisitive pour les ménages moyens), développer les formes d'habitat solidaires, garantir une meilleure gouvernance et une meilleure durabilité, notamment par la création d'un guichet unique d'inscription, rouvrir les logements inoccupés, lutter contre l'insalubrité, ou encore combattre les marchands de sommeil.

5.1. Augmenter le nombre de logements publics

- Pour les publics ayant le plus de difficulté d'accès au logement, initier la production d'au moins 800 logements publics à finalité sociale supplémentaires.

S'appuyer sur les acteurs communaux, régionaux et fédéraux, ainsi que sur les propriétaires privés dans les proportions indicatives suivantes:

- 600 logements sociaux et moyens à soutenir dans le cadre du Plan régional de logement (454 logements régionaux en cours, notamment Lavoisier, Vandenboogaerde, Lemaire, Porte de Ninove, Requette et Schols; ainsi qu'une centaine de logements supplémentaire);
- 100 logements communaux;
- 100 logements privés en gestion publique via les agences immobilières sociales, dont la « MAIS », qui intégrera le dispositif communal en matière de logement.

Dans un contexte d'augmentation du nombre de logements privés, la production de ces logements publics permettra à tout le moins d'atteindre l'objectif régional de 15% de logements publics à finalité sociale. De manière générale, il importe d'améliorer également la mixité sociale sur l'ensemble de la commune, ainsi que dans chaque quartier. Un meilleur équilibre sera recherché entre tous les types de

logements, tant en ce qui concerne les différents niveaux de prix (social/moyen/...), que les initiateurs (publics/privés), que leurs occupations (locataires, propriétaires). Il s'agira également de viser l'amélioration de la qualité et la durabilité du parc de logements.

- Diversifier l'offre et développer les formes d'habitat collectives et solidaires, notamment pour:
 - les grandes familles: privilégier dans les nouveaux projets pour des logements de 3 chambres minimum et, dans le parc existant, favoriser les mutations des ménages vers des logements adaptés à leurs tailles ;
 - les personnes à mobilité réduite: dans tous les projets, adapter min. 20% des logements ;
 - les jeunes de 18 à 25 ans: créer des logements collectifs communautaires, sur base des projets des jeunes, pour favoriser le passage du logement familial au logement individuel, et participer à des projets spécifiques d'agences immobilières sociales ;
 - les personnes âgées: favoriser l'installation de logements intergénérationnels communautaires permettant le maintien à domicile les citoyens souhaitant se regrouper dans des projets d'habitats groupés acquisitifs, de « community land trust », de coopératives.
- Soutenir les projets de création de logements moyens acquisitifs de la SDRB ou conventionnés en général, permettant l'accès à la propriété.
- Étudier la mise en œuvre d'une régie foncière communale pour saisir efficacement les opportunités d'achats d'immeubles ou de terrains (droit de préemption dans un périmètre élargi) et permettre ainsi la production de logements, d'infrastructures collectives (crèches, locaux pour associations) et de commerces (en collaboration avec les services concernés).
- Accroître le nombre de logements d'urgence (hôtels sociaux) et de transit, pour permettre aux personnes de surmonter les épreuves de la vie (sinistres, violences familiales, sevrages etc.) et renforcer l'accompagnement social des locataires, en intensifiant les collaborations avec les associations spécialisées, le service communal d'aide aux victimes et le CPAS.

5.2. Garantir une meilleure gouvernance et une meilleure durabilité

- Créer un guichet unique d'inscription pour l'ensemble des logements publics: logements sociaux (Logement molenbeekois), Propriétés communales et logements gérés par l'agence immobilière sociale (« MAIS »). Ce guichet fournira également toutes les informations et un accompagnement pour obtenir les aides régionales et communales: garanties locatives, allocations de déménagement, crédits et prêts verts et sociaux, prêts du Fond du Logement, informations sur les loyers de référence.

- Garantir des décisions objectivées d'attribution de logements sociaux et communaux, en s'appuyant sur des commissions d'attributions respectant parfaitement l'ordonnance régionale. Limiter au maximum les dérogations (suivant les évaluations argumentées des assistants sociaux). Assurer un suivi administratif dépolitisé, de telle manière que les décisions prises soient mises en œuvre sans intervention partisane ni apparence de clientélisme. Moderniser en ce sens la communication vers les candidats locataires, en faisant œuvre de pédagogie.
- Rénover le parc de logements publics pour réduire le vide locatif: lancer le chantier de mise aux normes de toutes les habitations, notamment rue Potaerdegat, rue De Gunst, et la rénovation écologique de la Tour Brunfaut, en y associant les locataires.
- Entretenir régulièrement les logements publics et leurs alentours, assurer leur sécurisation, pour éviter leurs dégradations; intervenir plus rapidement lors des signalements;
- Renforcer le travail communautaire en améliorant la qualité et la fréquence de l'information et de la concertation entre les opérateurs de logement public (y compris le Logement molenbeekois) et les locataires, en s'appuyant sur le Conseil consultatif du logement (CoCoLo) et des structures similaires à créer (pour les propriétés communales et l' AIS).
- Avec le soutien du service environnement/énergie et en bonne collaboration avec le CPAS, mettre en pratique le développement durable dans tous les projets de logements: économies d'énergie (isolation maximale, basse consommation ou passif avec sensibilisation et accompagnement des locataires), économies en eau (réutilisation, collecteurs), équipements collectifs (chaudières à cogénération, panneaux photovoltaïques et thermiques, toitures vertes, potagers et composts collectifs), participation systématique des (futurs) habitants aux décisions qui les concernent.
- Renforcer le soutien aux associations spécialisées (ex: « Réseau Habitat », « La Rue », « Bonnevie » etc.) dans leur rôle complémentaire et critique de la politique du logement, de développement des programmes de cohésion sociale, dans la participation dans le logement (dont le conseil consultatif du logement) et de soutien aux citoyens dans leurs recherches de logements décents ou d'amélioration de leurs logements (prêts de matériel, formation à l'isolation etc.) ;
- Renforcer l'Observatoire communal du logement au sein de la Cellule Logement pour anticiper les évolutions ;

5.3. Lutter contre l'inoccupation des logements, l'insalubrité et l'exploitation de la misère

- **Renforcer la lutte contre l'insalubrité et les marchands de sommeil:**
 - Augmenter le nombre d'agents communaux qui repèrent les abus sur le terrain, en lien avec l'Inspection régionale du logement et aider systématiquement les locataires concernés à se reloger ;
 - Pour lutter contre l'insalubrité:
 - dissuader les propriétaires privés de laisser leurs logements dans un état d'insalubrité en augmentant le nombre d'agents de la Cellule logement, et en améliorant leur collaboration avec le CPAS, leur rappelant la législation, les aiguillant dans les travaux à réaliser (notamment les possibilités offertes par l'économie sociale) et, le cas échéant, les aidant à obtenir des primes à la rénovation ou à mettre en mise en location leurs biens via une agence immobilière sociale, qui coordonne les travaux.
 - augmenter la taxe à l'insalubrité pour la rendre plus dissuasive ;
 - dresser un plan de mise aux normes pour l'ensemble des logements publics et le mener à bien durant la mandature.
 - Pour lutter contre les marchands de sommeil, repérer en amont les situations d'exploitation (notamment subdivisions abusives): adopter un protocole de collaboration entre la Cellule logement, le service population et la zone de police. Travailler en étroite collaboration avec l'Inspection régionale.

- **Remettre sur le marché locatif les biens inoccupés ou abandonnés:**
 - Informer les propriétaires des primes à la rénovation ;
 - Lutter contre la spéculation immobilière: rendre dissuasive les amendes sur les bâtiments (logements et bureaux) et terrains inoccupés. Elles dépasseront la plus-value enregistrée à la revente. En confier la perception au service spécialisé de la Région. Envisager des actions en cessation plus systématiquement à l'encontre des propriétaires concernés ;
 - Utiliser le « droit de gestion publique », qui permet à la commune de réquisitionner les logements inoccupés depuis plus d'un an et de se substituer aux propriétaires défaillants en les remettant en location ;
 - Encourager les conventions d'occupations précaires plutôt que les squats ;
 - Accompagner les commerçants dans la transformation en logements des étages au-dessus des magasins.

6. LA MOBILITE DANS LE RESPECT DE L'AUTONOMIE DE CHACUN

La politique de mobilité vise à préserver et à améliorer la qualité de vie et d'habitat dans tous les quartiers, à tenir compte des fonctions régionales de certains grands axes et des pôles de développement situés à Molenbeek-Saint-Jean, à promouvoir de façon volontariste mais dans le respect de l'autonomie de chacun les modes de déplacements alternatifs à l'automobile (et donc à encourager les déplacements à vélo, à pied et en transports publics ou avec des véhicules partagés), et ce, dans une perspective de développement durable. Cette politique inclut la collaboration active avec les acteurs et associations de terrain pour améliorer la gestion de l'espace public (Fietzersbond, GRACQ, associations de personnes à mobilité réduite, et autres organisations d'utilisateurs de la voie publique, police, gardiens de la paix, stewards). Une collaboration active avec la Région et les communes voisines est également indispensable.

Un outil essentiel pour mener cette politique est le *Plan communal de Mobilité* (PCM). La Commune finalisera ainsi la mise en place des mesures prévues dans le 1^{er} PCM, en ce compris la signalisation directionnelle. L'étude de mise à jour de ce plan (PCM 2), entamée au cours de la législature précédente, sera achevée et fera l'objet d'une vaste consultation au premier semestre de 2013, notamment avec les acteurs et associations précitées. Ce nouveau plan sera ensuite traduit en mesures concrètes, précises, réalistes et évaluables.

La Commune poursuivra la mise en place des **zones 30** et prendra les mesures visant à renforcer leur visibilité et leur respect. Le matériel de mesure et de prévention (radars) sera agrandi afin de permettre à la Commune de déterminer avec objectivité les priorités d'intervention. La commune veillera également au confort et à une plus grande sécurité pour les personnes à mobilité réduite. Des aménagements concrets seront réalisés et l'accès aux trottoirs facilité, particulièrement dans les zones commerçantes.

La *sécurité* routière sera améliorée **aux abords des écoles**. Des pistes cyclables et des zones 30 seront aménagées et des collaborations avec le(s) réseau(x) de transports publics seront nouées. Chaque école sera encouragée à établir un plan de mobilité (pour ses élèves et leurs parents ainsi que les enseignants).

La commune renforcera au maximum le développement du **vélo**. La nouvelle Majorité poursuivra son intégration dans les projets d'aménagement des voiries. La Commune veillera à collaborer au mieux avec la Région pour la réalisation des Itinéraires cyclables régionaux. Elle mènera une politique poussée et coordonnée en matière de stationnement pour deux roues (arceaux, boxes vélo, emplacements dans les parkings hors voirie) et à équiper de places de stationnement vélo tout endroit d'intérêt commercial, culturel, administratif, ou autre fréquenté par le public.

La Commune poursuivra l'extension des **stations de voitures partagées**, dans le cadre du futur Arrêté régional fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés (Arrêté Car sharing).

En matière de **transports en commun**, la commune restera vigilante et à l'écoute des plans de restructuration des transports en commun. Elle suivra de près les développements des réseaux et leurs problématiques éventuelles, spécialement pour les grands projets tels que la gare de l'ouest et Tour et Taxis. De même, elle gardera un contact étroit avec les sociétés de transports en commun pour suggérer des améliorations et aménagements en faveur des Molenbeekois.

La commune continuera à mener **une politique de sensibilisation** favorisant les alternatives à la voiture par l'organisation d'événements (dimanche sans voiture, Cyclovia, semaine Dring Dring,...) et par des actions de formations et d'information à destination des enfants mais également à destination des adultes (programme de remise en selle), en collaboration avec les associations cyclistes (Gracq, Pro Vélo, Cyclo).

En matière de stationnement, la Commune veillera à privilégier dans chaque quartier le parking pour les riverains. D'une part, la gestion du stationnement devra s'étendre sur l'ensemble des voiries de la Commune. D'autre part, la politique de stationnement visera à accroître l'offre publique de stationnement hors voirie pour les riverains, en compensation de places de stationnement supprimées en voirie, comme ce sera bientôt le cas place Communale. La Commune explorera les différentes formules possibles (exploitation, par la commune de parkings existants mais sous utilisés, mise en place de partenariats publics/privés pour la mise à disposition d'emplacements de parkings privés à disposition des habitants et commerçants ou pour la création de parkings). Ces parkings hors voiries seront également dotés d'un gardiennage convenable et d'emplacements de qualité pour les vélos, motos et voitures et une signalisation appropriée sera mise en place afin d'améliorer leur visibilité et le nombre de places disponibles. En outre ils devront être convertibles en espaces publics permettant aux habitants de se réapproprier le lieu pour des activités sportives, événements culturels ou économiques tels qu'un marché couvert.

Dans le même esprit les parkings hors voiries privées non utilisés devraient être exploités au bénéfice des riverains. A cet effet une convention entre le propriétaire et la commune permettant une gestion par l'administration pourrait être proposée.

La Commune veillera également à ce que les livraisons des commerces et entreprises se déroulent dans de meilleures conditions. Les zones de livraison développées (**zones jaunes**), sur lesquelles peuvent intervenir aussi bien des agents communaux que la Police, seront généralisées.

Concernant la lutte contre les **incivilités**, un groupe de travail, piloté par la Police, réunira les différents services communaux afin de mettre en place une politique efficace, cohérente et recourant aux outils les plus performants (radars mobiles, logiciels informatiques, cameras etc.). S'attaquer à **l'impunité** : tout délit demande réparation,

tant pour le contrevenant que pour la victime. La qualité de vie en ville est importante et tout acte de vandalisme ou écart de conduite est une atteinte au caractère ouvert de notre commune. Nous étudierons la possibilité de demander pour la Commune **des travaux d'intérêt général** pour réparer les dégâts occasionnés par les incivilités sur la voie publique, exemple enlever des graffiti sur les façades, travailler au service des Plantations ou de la Propreté, etc.

Les **benefices financiers** générés par la mise en place du système de stationnement payant seront affectés prioritairement à une meilleure mobilité dans la commune de même qu'aux réaménagements de l'espace public urbain: réaménagement de rues, réaménagement des places publiques, constructions de parkings,...

Enfin, conformément à l'obligation régionale, la commune poursuivra son plan de **déplacements d'entreprise** (PDE), en incluant le personnel de tous les bâtiments communaux. Les actions menées auront toujours comme objectif l'utilisation rationnelle du parc de véhicules et l'encouragement des alternatives à la voiture au sein du personnel communal.

D'autre part, la commune poursuivra l'accompagnement des entreprises molenbeekoises dans la réalisation de leur plan de déplacements d'entreprises et mettra tout en œuvre pour remettre des avis sur ceux-ci à la demande de Bruxelles-Environnement.

7. ENVIRONNEMENT, ENERGIE VERS UN DEVELOPPEMENT DURABLE

7.1. Principes généraux

L'environnement et l'énergie seront des politiques transversales et ne seront pas limitées à une seule compétence. La collaboration avec d'autres politiques est une condition préalable pour faire de Molenbeek-St.-Jean un exemple en matière de développement durable. L'administration communale développera ses propres initiatives, continuera à mettre en place les projets communaux existants et à apprécier des projets d'organisations marchandes et non-marchandes en les plaçant dans un cadre élargi et en promouvant leur notoriété auprès du grand public. Nous élaborons une stratégie de communication susceptible d'atteindre tous les habitants de la commune, en tenant compte de la grande diversité existante.

Dans toutes les initiatives en matière d'environnement et d'énergie, l'administration communale visera la participation et l'engagement des habitants et d'autres acteurs clés, ainsi qu'une meilleure mixité des groupes-cibles.

Afin d'améliorer l'efficacité du service et de pouvoir développer une politique globale et transversale, un seul service 'développement durable et transition écologique' sera créé, réunissant les différents services existants (consultation environnement, espaces verts, équipe de verdurisation dans le cadre des projets subsidiés, Agenda 21, etc.).

Afin de garantir la transversalité de cette politique, nous étudions la plus-value d'avoir dans chaque service un 'fonctionnaire d'attention', capable de donner forme au développement durable au sein de sa politique. Ces fonctionnaires seront formés de manière adéquate.

La Maison de la Nature figurera parmi les acteurs du service 'Développement durable et transition écologique', pouvant jouer un rôle dans la communication et la consultation vers les habitants, les organisations et les entreprises.

- **Environnement et développement durable.** Compte tenu du support de la Région et de l'ordonnance future, Molenbeek-St.-Jean sera un précurseur en matière d'utilisation de clauses environnementales et sociales dans tous les adjudications publiques et achats durables.
- Molenbeek-St.-Jean continue à s'engager dans l'Agenda 21, en prêtant une attention particulière au rôle que le CPAS peut / doit jouer.
- **Alimentation durable :** par la collaboration de tous les échevins concernés, un cahier des charges pour des repas durables est développé. D'ici 2018, tous les repas servis dans les écoles communales, les crèches, les maisons de repos du CPAS, etc. seront durables. Cependant, l'intervention de la Région sera nécessaire pour garantir la faisabilité financière pour les usagers ainsi que pour l'administration communale. L'administration communale sensibilise d'autres initiatives privées (écoles et crèches d'autres réseaux, centre de services, etc.) pour suivre cet exemple.
- Chaque quartier aura son potager: les potagers collectifs contribuent non seulement à la prise de conscience de l'importance de l'alimentation et la consommation durables, mais sont des endroits qui se prêtent par excellence aux contacts sociaux et offrent en plus une alimentation saine et bon marché. L'administration s'occupe d'un inventaire des lieux adéquats, fait participer les habitants, comités de quartier et d'autres organisations et met à disposition un équipement minimal. Une attention particulière est prêtée aux écoles (primaires et secondaires) et aux organisations de jeunesse.

- Nouveaux espaces verts et un meilleur entretien des espaces déjà existants : outre les projets prévus dans le cadre des contrats de quartier, l'administration communale poursuivra les efforts visant à **verdurer les rues et les quartiers**. On mise sur la création de petits espaces verts et de récréation, de toits verts et l'administration communale s'inscrira dans le plan régional nature. Scheutbos: structuration du site classé selon le permis d'urbanisme
- Un **réseau bleu et vert** dans la commune : continuer la mise en place du projet existant de la « Promenade verte communale », en développant notamment des liaisons sécurisées et vertes pour encourager la promenade et le vélo. Profiter de la présence d'eau dans l'espace public pour préserver la biodiversité.
- Soutenir les initiatives promouvant la **mobilité douce** : p. ex. aller ensemble à l'école à pied, cours de vélo pour adultes, parc de vélo communal, etc. En outre, des zones à **faible émission** seront délimitées pour améliorer la qualité de l'air dans les quartiers.
- Une politique de déchets ambitieuse : moins de déchets, plus de recyclage. En collaboration avec le service de la propreté publique on développe un meilleur suivi et une pénalisation de tous les délits environnementaux.
- En collaboration avec le service de la propreté publique nous continuons à encourager le compostage collectif, nous sensibilisons les habitants et les petits commerçants, nous revabrisons les petits endroits « sensibles » de dépôts clandestins à travers des projets participatifs avec les enfants et les jeunes.
- L'administration communale **soutiendra toute initiative qui encourage le recyclage** : les magasins 'gratuits', les brocantes gratuites, etc. En même temps, des coopérations très ambitieuses sont développées entre les créateurs, stylistes et artistes d'une part, et les écoles et les organisations de jeunesse de l'autre, pour faire du recyclage de matériaux usagés, vêtements, etc. un secteur rentable, original et créatif et pour développer et faire valoir les compétences de nos jeunes. Dans le cadre de l'alliance régionale travail - environnement, des coopérations avec des entreprises d'économie sociale sont également développées (p. ex. des magasins de seconde main, des parcs de conteneurs de quartier, ...). Nous développerons et / ou soutiendrons également des initiatives visant à lutter contre le gaspillage de nourriture et nous étudions la possibilité de collecter et composter sélectivement des déchets de légumes et de fruits des marchés.

7.2. Energie

Rénovation et construction de bâtiments communaux tenant compte des économies d'énergie mais aussi de la biodiversité (petite faune urbaine cavernicole, façades et toitures végétalisées,...).

Molenbeek-Saint-Jean veut, conformément au pacte de climat local signé et aux engagements pris dans le cadre de la convention européenne des bourgmestres, réaliser dans les six années à venir le plan d'énergie communal le plus ambitieux de la Région bruxelloise. Les habitants, entreprises, services communaux, initiatives (écoles, CPAS, maison de repos, crèches, asbl communaux, etc.), la société immobilière sociale (voir la note de l'échevin de l'habitation) et les organisations non-marchandes sont soutenus par :

- la diminution du prix de l'électricité par kwh (p. ex. en cas d'achats groupés, de changement de fournisseur, etc.) et l'utilisation de courant vert ;
- l'application de petites interventions pour diminuer la consommation d'énergie (p. ex. le quick scan). Cela peut aboutir au développement de projets d'économie sociale au sein de la Mission Locale et / ou le CPAS ;
- la réalisation de travaux d'isolation ou d'autres adaptations plus importantes (p. ex. panneaux solaires, toits verts, citernes, ...) du bâtiment sans pour autant nuire à la biodiversité. Le financement peut s'effectuer entre autres par la création de coopératives. La coopération avec des entreprises d'économie sociale (voir le projet Isoprim) est encouragée. L'administration communale jouera ici un rôle d'appui et informatif. Le collège présentera un plan d'énergie détaillé auprès du Conseil communal dans les 6 mois consécutives à l'installation du nouveau collège.



**POUR LE BIEN-ETRE DE TOUS ET L'EPANOUISSEMENT
DES MOLENBEEKOIS : VIE ASSOCIATIVE,
ENSEIGNEMENT, PETITE ENFANCE, JEUNESSE, SPORT,
COHESION SOCIALE, ACTION SOCIALE, AINES, SANTE,
CULTURE, SOLIDARITE INTERNATIONALE.**

Dans notre commune, nombreuses sont les structures qui travaillent au bien-être de tous et à l'épanouissement de chacun. Outre ses écoles et écoles de devoirs, ses académies, sa Maison des Cultures et de la Cohésion Sociales, ses clubs sportifs, Molenbeek dispose d'un secteur associatif dynamique et diversifié tant dans les secteurs sportif et culturel que dans les secteurs de la jeunesse, de l'aide aux personnes et aux seniors. Il s'agit de soutenir cette vie associative de manière juste et transparente.

- **Travailler ensemble et transversalement pour répondre aux défis des Molenbeekois**

Pour répondre au mieux aux défis des Molenbeekois, il faut renforcer et développer les échanges et partenariats entre les différents services de la commune mais aussi entre les différents acteurs de première ligne qu'ils soient issus du secteur associatif indépendant ou du secteur public.

Le Collège souhaite œuvrer dans le sens du décloisonnement en encourageant le plus souvent possible les collaborations entre toutes ces structures publiques et associatives qui participent au dynamisme de Molenbeek. Des synergies plus nombreuses sont possibles. Elles augmenteront la portée des actions entreprises par chacun et favoriseront les rencontres et les échanges entre les associations et les usagers.

- **Garantir l'octroi équitable et transparent des subsides aux organismes**

Le collège actualisera le règlement d'octroi des subsides aux organismes et sera attentif à sa bonne diffusion pour permettre un octroi équitable et transparent aux associations molenbeekoises.

Par ailleurs, la commune veillera à bien diffuser l'information concernant les aides disponibles aux autres niveaux de pouvoir.

- **Améliorer l'accès aux infrastructures collectives communales**

Une attention particulière sera portée à une utilisation plus juste et plus efficace des infrastructures communales, en priorité au service des Molenbeekois et du bien commun. La Collège souhaite notamment mettre disposition plus systématiquement des infrastructures scolaires (en dehors des heures de cours) aux associations culturelles, sociales ou sportives ainsi qu'aux académies.

- **Promouvoir le volontariat**

Sans le concours des travailleurs et travailleuses bénévoles, de nombreuses associations ne pourraient pas fonctionner et nombreux seraient les Molenbeekois privés du service des écoles de devoirs, des associations sociales et culturels ou des clubs sportifs. Afin de renforcer l'offre d'activités des associations, la commune mettra en place une coordination du volontariat au service des associations et des personnes qui souhaitent s'y engager aux côtés des travailleurs salariés, avec une attention particulière à la dimension intergénérationnelle et interculturelle.

8. L'ENSEIGNEMENT

Molenbeek-Saint-Jean dispose d'une population particulièrement jeune. Cette jeunesse incarne un formidable potentiel de dynamisme et de créativité pour notre commune. Transformer ce potentiel en réalité suppose de mener les bonnes politiques au premier rang desquelles figurent des politiques qui favorisent la réussite et le bien-être de tous et l'émancipation de chacun.

8.1. Enseignement maternel et primaire

Dans les prochaines années, le Collège s'attellera prioritairement à relever deux grands défis en matière d'enseignement maternel et primaire, à savoir :

- celui du boom démographique d'ici 2015, dont la première vague impactera nos crèches et nos écoles fondamentales ;
- celui de la réussite scolaire de chaque enfant.

8.1.1. Boom démographique

Molenbeek fait face depuis quelques années à une augmentation substantielle de sa population. Ce boom démographique impose des efforts importants pour garantir à tous les enfants l'accès à des infrastructures scolaires de qualité.

Dès lors, le Collège s'engage à poursuivre les objectifs suivants :

- Poursuivre les efforts de rénovation et d'agrandissement des écoles existantes (école 11, Paloke, école 13 et école Windekind) ;
- Créer de nouvelles écoles (quai du Charbonnage, rue de la Semence,...);
- Etudier la possibilité de créer une nouvelle école secondaire à Molenbeek-Saint-Jean.
- Evaluer les systèmes d'inscription au sein des écoles de la commune et à réaliser un cadastre de l'offre de places disponibles dans les écoles francophones ainsi qu'une projection des demandes de places pour les années à venir en fonction du nombre de naissances annuelles dans la commune. Mettre en place une procédure claire et unifiée d'inscription dans les crèches et écoles communales. Par ailleurs un centre de « monitoring » des places disponibles sera chargé de compiler l'information et d'orienter efficacement les parents dans la recherche d'une école pour leur(s) enfant(s).

8.1.2. Réussite scolaire

L'école doit être le lieu de l'égalité des chances. Pour offrir à chaque enfant les conditions de la réussite, la commune fera de la maîtrise de la langue de l'enseignement une grande priorité. Plus précisément, le Collège s'engage à :

- Promouvoir un enseignement de qualité accessible à tous via l'octroi de moyens financiers et humains aux écoles où le besoin se fait ressentir. Ces investissements d'avenir seront réalisés en partenariat avec les pouvoirs subsidiaires ;
- Mettre en œuvre un « Plan communal de réussite scolaire » dans l'ensemble des écoles communales. Ce plan consistera d'abord à favoriser la maîtrise de la langue d'enseignement. Des logopèdes, des éducateurs, des psychologues épauleront les enseignants et leur permettront dès lors de se concentrer sur leurs missions de base : apprendre aux enfants à lire, à calculer, à écrire et à réfléchir de manière critique. En outre, une équipe d'« enseignants volants » sera créée afin d'assurer au mieux la continuité de l'apprentissage des élèves et un soutien spécifique aux élèves les plus en difficultés en complément du dispositif d'accrochage scolaire déjà existant.

Par ailleurs, afin de favoriser la réussite scolaire et l'épanouissement de tous les enfants, le Collège souhaite également :

- Donner le goût de la lecture aux enfants en nouant des collaborations étroites avec les bibliothèques et les différentes institutions culturelles de la commune.
- Généraliser l'apprentissage de la seconde langue nationale dès le plus jeune âge. Des primes pour les enseignants¹ contribueront à étendre cet apprentissage. Ce travail sera mené en bonne intelligence entre l'enseignement francophone et l'enseignement néerlandophone. En outre, nous étudierons la possibilité d'organiser des classes d'immersion linguistique. Met de schepen van Franstalig onderwijs worden uitwisselingen tussen « native speakers » leerkrachten van de gemeentelijke scholen aangemoedigd en georganiseerd ;
- Encourager la formation continue des enseignants, des directions et du personnel d'encadrement ;
- Développer des alliances éducatives innovantes entre des écoles de quartiers et de réseaux différents ainsi que des collaborations entre les différents réseaux scolaires ;
- Mettre en œuvre des stratégies originales pour permettre à un maximum d'enfants de fréquenter régulièrement l'enseignement maternel au plus tard à 5 ans, si possible dès 3 ans.

La commune insiste sur la nécessité d'impliquer davantage les parents dans la scolarité de leur(s) enfant(s). En la matière, elle prévoit de :

- Renforcer la participation des parents à la vie de l'école et l'investissement de ceux-ci dans la scolarité de leurs enfants (notamment, afin de lutter contre le décrochage scolaire). Les conseils de participation seront renforcés et la création d'associations de parents, actives et représentatives, seront soutenues. Des moyens pédagogiques seront mis à la disposition des parents afin de leur permettre de se familiariser à l'utilisation de l'internet avec leurs enfants.

¹ Pour les enseignants brevetés en néerlandais dans l'enseignement francophone et les enseignants brevetés en français dans l'enseignement néerlandophone.

Enfin, de manière plus générale, le Collège s'attellera à :

- Développer la citoyenneté démocratique chez les plus jeunes, là où ils se trouvent : à l'école (via des cours d'éducation à la citoyenneté) ainsi que dans les associations, les clubs sportifs et les écoles de devoirs. Il s'agira également de sensibiliser les parents.

8.2. Enseignement de promotion sociale

Le nouveau Collège s'engage à soutenir et promouvoir l'enseignement de promotion sociale qui constitue un outil particulièrement souple et adapté à la création de formations destinées à des adultes et répondant aux besoins du marché du travail.

8.3. Académies

La nouvelle majorité s'engage à mettre les moyens nécessaires pour pouvoir répondre aux demandes d'inscriptions tant des enfants que des adultes. Un soutien sera apporté aux différentes académies de la commune en augmentant, si nécessaire, les plages horaires et les lieux d'implantation. Par ailleurs, une attention particulière sera portée sur la qualité du matériel pédagogique, en ce y compris des instruments, mis à la disposition des académies. En outre, les partenariats entre les académies, les pôles culturels et les associations seront encouragés.

9. CRECHES ET ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE

Pour faire face aux effets du boom démographique, offrir une solution de garde à l'ensemble des parents et mettre à la disposition des plus petits un accueil de qualité, la majorité poursuivra les objectifs suivants :

- Augmenter le nombre de places disponibles pour l'accueil des enfants de 0 à 3 ans. Le nombre de places existantes devra être au minimum doublé dans les crèches, existantes et à créer. Pour ce faire, il conviendra d'envisager avec les pouvoirs subsidiaires la possibilité de construire de nouvelles crèches ou de nouvelles structures d'accueil (coopératives de garde, crèches parentales,...) dans tout contrat de quartier et tout achat de bâtiment par la commune.
- Etudier et mettre en place un système de gardiennes encadrées et/ou de service d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s, si possible en partenariat avec l'ONE et Kind & Gezin.

- Etablir un 'cadastre' des places disponibles avec une liste d'attente pour l'ensemble des crèches communales.
- Procéder à l'évaluation du ou des systèmes actuels d'inscription afin de mettre en place, à terme, un guichet unique chargé de centraliser l'ensemble des inscriptions.
- Organiser des offres d'accueil ponctuel et des haltes garderies pour faire face aux situations particulières ou urgentes : horaires atypiques, reprise d'une formation ou d'un emploi en urgence, changement de rythme de travail d'un indépendant, maladie d'un enfant, prise en charge d'un proche, etc.

10. LA JEUNESSE

La nouvelle majorité souhaite favoriser le bien-être et l'émancipation de tous les jeunes en leur offrant les outils pour que chacun ait les moyens de trouver sa voie, le chemin de la réussite et retrouve le goût du futur.

10.1. Des Etats Généraux de la jeunesse

2013 sera l'année des Etats Généraux de la jeunesse. Cette grande consultation concernera l'ensemble des acteurs et des associations qui travaillent avec les jeunes de 12 à 25 ans et des jeunes eux-mêmes. L'objectif est d'affiner le diagnostic local sur les défis auxquels sont confrontés les jeunes à Molenbeek. Ces Etats Généraux de la jeunesse aboutiront à la mise sur pied d'un conseil consultatif des jeunes et devront également permettre l'élaboration d'un plan d'action pour la législature (avec axes prioritaires, politique de subsides aux associations, projets concrets,...).

10.2. Accueil extrascolaire

Le nouveau Collège souhaite améliorer l'accueil des enfants et des adolescents en dehors des heures scolaires. En matière d'accueil extrascolaire, la majorité compte :

- Augmenter le nombre de places dans les écoles de devoirs et en favoriser la création sur l'ensemble du territoire de la commune. Une attention particulière sera portée sur la transition entre le primaire et le secondaire et la réussite en secondaire. Il s'agira en outre de créer les conditions d'une collaboration optimale entre les équipes éducatives et les services de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse.
- Améliorer l'accueil en garderie dans les écoles.

- Améliorer l'accès des parents à l'information quant aux activités existantes et les sensibiliser aux avantages éducatifs dont bénéficient les enfants participant à ces activités.
- Veiller à ce que les filles comme les garçons puissent participer à l'ensemble des activités organisées.

10.3. Développer et diversifier l'offre (sportive, culturelle, accompagnement scolaire)

En la matière, le Collège poursuivra les objectifs suivants :

- développer une véritable politique d'accès à l'information pour les jeunes ;
- veiller à offrir aux jeunes de la commune une palette d'activités la plus large et la plus diversifiée possible et favoriser les activités extrascolaires émancipatrices au sein des associations et lieux émanant de la commune (Maisons de quartier, CLES-sport, Cornimont, Bergendael...). Il s'agira d'être particulièrement attentif à certains publics pour l'instant oubliés (selon les critères de genre, culturels, territoriaux, socio-économiques,...) lors du développement ou la diversification des activités. Par ailleurs, un inventaire des offres de stage sur la commune ainsi qu'une évaluation du dispositif « Eté Jeunes » devront être réalisés pour permettre d'agir au mieux pour en augmenter l'offre et la diversité ;
- Mettre sur pied un centre axé sur le développement et le bien-être du jeune en concertation avec les différents acteurs concernés (centre de santé mentale, AMO, PMS, ...). Ce centre offrira un suivi individuel aux jeunes (pour des questions de mal-être d'adolescent, d'échec scolaire, de conflit familial, de racket, de conflit culturel, de drogue...) mais aussi un soutien au développement de projets amenés par les jeunes et la mise en place d'activités collectives (groupes de parole,..). Ce lieu permettra également aux parents de venir chercher un soutien, un conseil et proposera également des outils aux autres acteurs de la jeunesse (éducateurs, animateurs, enseignants, ...);
- accompagner et former les jeunes demandeurs d'emploi en concrétisant des partenariats entre les services jeunesse et service emploi. Il s'agira en outre d'assurer une réelle concertation entre, d'une part, les différents acteurs de la politique de l'emploi (Maison de l'emploi, administration communale, Mission locale, CPAS,...) et, d'autre part, les acteurs en contact avec les jeunes pour améliorer au mieux l'aide à la recherche d'emploi, le développement de formations adaptées aux publics visés et au marché de l'emploi.

10.4. Prendre en compte les parents et les soutenir

De plus en plus de familles, notamment monoparentales, vivent isolées dans leur quartier et ont besoin d'aide pour faire face aux difficultés vécues avec leurs enfants. Il importe de multiplier et soutenir, quand ils existent, les lieux de rencontre et de parole, les espaces « parent » et les médiations familiales. En outre, ces espaces de rencontre doivent permettre aux enfants et aux parents qui ne maîtrisent ni le français ni le néerlandais, de se familiariser avec l'une des langues d'enseignement.

Il convient de surcroît d'informer les parents et les jeunes des droits et devoirs liés à la citoyenneté.

11. LE SPORT

Il est largement reconnu que l'activité physique est bénéfique pour la santé physique et mentale à tous âges. La commune a un rôle essentiel à jouer pour rendre la pratique sportive accessible au plus grand nombre de ses citoyens. Afin de favoriser et faciliter l'activité physique, véritable outil de socialisation, d'éducation et de santé publique, le Collège communal, en collaboration avec le secteur associatif poursuivra les objectifs suivants :

11.1. Développer la pratique sportive à l'école et dans le réseau associatif

L'école et son environnement extrascolaire sont un milieu idéal pour la pratique régulière de l'activité physique. Elle permet d'atteindre tous les jeunes. L'association entre la pratique d'une activité physique, la réussite éducative et la persévérance scolaire est en règle générale positive.

Afin de développer la pratique du sport en milieu scolaire, la commune encouragera notamment les partenariats entre les clubs sportifs et les institutions scolaires, y compris les associations d'accueil extrascolaire présentes sur son territoire. Il s'agira notamment d'organiser des journées de « découverte » sportive pour présenter différents sports.

Afin que la pratique sportive ne se fasse pas au détriment du parcours scolaire des jeunes, ces coopérations viseront également à permettre aux responsables sportifs d'être acteurs de la réussite scolaire de leurs adhérents. Elles devraient permettre par exemple de mettre à disposition du personnel et des locaux près des lieux de pratique sportive afin de superviser la réalisation des devoirs, etc.

11.2. Développer le sport comme outil éducatif contre les formes de violence

L'éducation sportive doit renforcer les valeurs du sport, permettre aux jeunes de communiquer, d'échanger et de se mesurer loyalement et sans discrimination. Elle doit aussi les sensibiliser aux dangers du dopage.

11.3. Promouvoir la pratique sportive et développer une politique sport/santé publique.

A l'heure des « nouvelles » maladies caractéristiques d'une société de plus en plus marquée par la sédentarité, l'inactivité physique est l'un des principaux facteurs de risque pour la santé. Afin de favoriser la pratique sportive, la commune, en collaboration avec les clubs sportifs, mettra en place des campagnes de sensibilisation quant à l'importance pour tous d'avoir une activité physique régulière. Ces campagnes viseront notamment certains groupes cibles (jeunes, personnes âgées, personnes handicapées, etc.).

Plus précisément, la commune poursuivra les objectifs suivants :

- entreprendre des actions spécifiques en faveur des publics pour lesquels l'accès au sport et clubs sportifs n'est pas aisé, notamment en facilitant l'accès aux infrastructures communales (écoles, etc...) pour les clubs et les groupes travaillant avec des populations plus fragilisées ;
- organiser des opérations « sport pour tous » pendant l'été pour permettre aux enfants et jeunes de se familiariser avec la pratique d'un sport qu'ils ne connaissent pas, en bénéficiant des services du club qui accepterait de s'ouvrir à ce public nouveau selon les modalités à définir ;
- favoriser l'accès au sport pour les femmes. Développer la pratique féminine demande une politique volontariste notamment par la promotion de la présence de femmes aux postes à responsabilité ;
- créer des aménagements raisonnables pour promouvoir la pratique sportive des personnes handicapées. Une attention particulière sera apportée afin de neutraliser, autant que possible, les effets négatifs d'un environnement inadapté sur la participation à une activité sportive d'une personne handicapée ou âgée (passages suffisamment larges, des rampes d'accès inclinées, sensibiliser les moniteurs sportifs, etc.). Dans le même ordre d'idée, il sera organisé des tournois de handisport mêlant personnes valides et non valides afin de donner une autre image du handicap et de sensibiliser les valides aux difficultés que rencontrent les personnes à mobilité réduite ;
- favoriser les loisirs actifs et sportifs des seniors. La commune veillera à diversifier l'offre de cours et étudiera l'opportunité d'aménager les horaires des centres sportifs pour permettre aux seniors de pratiquer régulièrement et en toute saison une activité physique.

11.4. Développer, de manière plus ambitieuse, les infrastructures de sport de rue (basket, skate, foot)

Le développement de ces infrastructures se fera en particulier dans les quartiers à forte densité de population ou ayant fait l'objet de construction importante de logements. A certaines périodes (en été par exemple), la commune pourrait soutenir des opérations « rues sportives » où la rue serait dédiée à la pratique d'un sport et serait fermée à la circulation automobile.

12. LA COHESION SOCIALE

12.1. Lutter contre l'exclusion sociale

Le premier enjeu de la cohésion sociale est bien sûr celui de la lutte contre l'exclusion sociale. A Molenbeek, à côté des nombreuses associations et du CPAS, l'asbl Lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek (LES) agit au quotidien avec les publics les plus fragilisés. Dans le contexte de crise sociale et économique que nous connaissons, la LES asbl est indispensable et nécessite d'être renforcée. Voici quelques axes de travail prioritaires :

- Evaluer et réformer l'organisation et les publics-cibles des maisons de quartier et du centre de vacances Cornimont afin de permettre de mieux atteindre les objectifs d'émancipation et d'ouverture à l'autre nécessaires à la lutte contre l'exclusion sociale ;
- Redéfinir le travail de rue avec les différentes équipes concernées. D'un côté, le travail de prévention sociale, mené par les éducateurs de rue, les médiateurs et autres travailleurs sociaux, sera mieux défini afin de répondre le plus adéquatement possible aux objectifs de lutte contre l'exclusion sociale, contre le décrochage scolaire, mais aussi contre les assuétudes et la délinquance. De l'autre, l'évaluation de la présence et l'animation sociale sur l'espace public permettra de redéfinir ses missions, ses objectifs, son périmètre, ses limites et ses contraintes. Le cas échéant, sur la base de cette évaluation, l'organisation pratique des services concernés sera redéfinie ;
- Il s'agit également d'avancer sur la professionnalisation de l'institution : évaluer et faire évoluer la politique de formation individuelle et collective et la mise en place d'un coaching pédagogique, mettre en place une politique d'évaluation et de mobilité interne permettant à chaque travailleur d'être reconnu et valorisé dans ses compétences et de répondre au mieux aux missions et aux objectifs d'accompagnement et d'émancipation des publics-cibles ;
- en lien avec les autres acteurs concernés, il s'agira de faire de la lutte contre la drogue un axe prioritaire de la lutte contre l'exclusion sociale.

12.2. Vivre ensemble

Il n'est pas toujours facile de vivre ensemble dans une commune multiculturelle. Il importe de construire au quotidien un dialogue interculturel et intergénérationnel afin de favoriser la compréhension mutuelle et permettre l'inclusion de tous :

12.2.1. Outiller

Il est essentiel de donner à tous les outils nécessaires à la compréhension et à l'autonomie dans la vie quotidienne :

- à partir du service « Population », mettre en place un réel kit d'accueil pour chaque nouvel habitant de la commune. Pour les primo-arrivants et pour chaque nouveau citoyen belge, outre un kit d'accueil spécifique, il faut renforcer et valoriser le parcours d'accueil et informer sur les droits et devoirs de tout citoyen en Belgique ;
- mettre en place un plan volontariste d'apprentissage d'une des langues officielles : sans maîtrise de la langue, un enfant ne peut apprendre efficacement, un parent ne peut suivre attentivement le parcours de son enfant, un citoyen peine à trouver sa place dans la société. Il s'agit donc de faire de ce défi majeur à Molenbeek une priorité. Il importe également de renforcer les cours d'alphabétisation ;
- proposer des cycles de formation à l'interculturalité aux acteurs de première ligne (enseignants, fonctionnaires, animateurs, policiers,...).

12.2.2. Valoriser

Voir les différences non pas comme des causes de conflits mais plutôt comme un atout dont chacun peut être fier. La reconnaissance des minorités, des cultures d'origines, des identités spécifiques permettront à chacun de s'impliquer comme citoyen à part entière et d'être associé à la vie de la commune :

- valoriser l'image de la commune : il faut créer une cellule « image de Molenbeek » pour mieux identifier la commune et valoriser ses quartiers ;
- valoriser les richesses culturelles des habitants de Molenbeek : en complément de ce que développe la Maison des Cultures et de la Cohésion sociale, la commune peut soutenir, voire développer de nombreuses initiatives, en partenariat avec les associations présentes à Molenbeek qui permettront de promouvoir les savoirs et savoir-faire des communautés présentes sur le territoire : parcours touristiques et ou gastronomiques, diversité culturelle dans l'offre de livres, soutien aux associations culturelles réunissant des personnes

d'origine étrangère et travaillant dans une perspective d'émancipation et d'inclusion,...

- valoriser le potentiel de chacun : outre les missions de valorisation que la LES asbl peut entreprendre ainsi que la valorisation du volontariat, la commune prendra d'autres initiatives permettant de valoriser le potentiel de chacun. Elle encouragera et soutiendra par ailleurs d'autres initiatives de solidarité telles que les SELS et autres initiatives de quartier.

12.2.3. Décloisonner

Il importe de soutenir la création de liens sociaux réels entre personnes vivant sur un même territoire et partageant un espace commun. C'est sur le terrain communal que ce brassage trouve essentiellement et naturellement à se développer :

- mettre à la disposition des habitants et des associations de tous les quartiers des espaces communautaires : salle polyvalente, jardin public, classes pour des écoles de devoirs... Il s'agira dans un premier temps de dresser l'inventaire d'occupation des espaces existants et d'évaluer les développements potentiels ;
- multiplier les initiatives permettant de faire sauter les barrières physiques et mentales qui ont tendance aujourd'hui à diviser la commune en quartiers cloisonnés: via l'aménagement du territoire, via la mise en contact autour de projets communs entre les écoles, via des projets de quartier qui se rencontrent, via les activités culturelles et sportives.... Il s'agira en tout cas d'intégrer cet enjeu dans le projet Métropole Culture 2014 ;
- favoriser les rencontres intergénérationnelles et interculturelles (ex : initiatives conjointes entre crèches, écoles ou maisons de repos ...);
- encourager et soutenir les initiatives de rencontres de quartiers : fêtes de rue, brocantes, ... et encourager les entreprises du quartier à également investir dans la vie du quartier.

13. LE CPAS

Le CPAS est un acteur essentiel de l'action sociale de la commune.

La nouvelle majorité soutiendra l'action du CPAS au profit des habitants les plus démunis de la commune. Dans les mois à venir, le CPAS devra relever des défis importants tant dans le domaine des politiques d'activation des aides octroyées à ses usagers que dans le domaine de l'aide aux personnes qui connaîtront d'éventuelles difficultés liées aux modifications dans les critères d'octroi des allocations de chômage. L'objectif final tant de la commune que du CPAS étant de permettre à un maximum de personnes et de familles de sortir de leur précarité et de retrouver une place dans notre société.

Pour y parvenir, commune et CPAS mèneront des actions communes et concertées dans des domaines aussi divers et variés que le logement, l'alphabétisation et l'apprentissage du français ou du néerlandais, les économies d'énergie, la formation et la recherche d'emploi, l'économie sociale, la santé, le soutien aux 3^e et 4^e âges. Toutes les coordinations nécessaires entre les services de la commune, du CPAS et leurs nombreux partenaires associatifs et privés seront dynamisées ou créées pour optimiser les résultats de leurs actions.

14. LES AINES

Les seniors à Molenbeek sont nombreux. La commune ne manquera pas de les soutenir notamment par le biais des associations qui leur sont consacrées. Elle sera à leur écoute, attentifs à leurs besoins et à leurs attentes.

La nouvelle majorité cherchera à :

- Favoriser le bien-être au quotidien et à lutter contre les facteurs qui engendrent la solitude et l'exclusion ;
- Maintenir les activités de rencontres (voyages, dîners, thé dansant) ;
- Favoriser les loisirs actifs et sportifs adaptés aux seniors, cours de gymnastique, danse,... en lien avec la promotion de la santé ;
- Promouvoir les programmes d'éducation permanente ;
- Réfléchir à la création d'un centre de jour dans les nouveaux quartiers de la commune en partenariat avec le CPAS et les différents acteurs concernés ;
- Soutenir/favoriser/contribuer aux initiatives facilitant le maintien à domicile et/ou dans les logements adaptés par le biais des soins à domicile, repas à domicile, continuing care,... ;

- Promouvoir la bonne information quant aux mesures d'aides destinées aux seniors (aides associatives diverses, chèques-taxi, téléassistance).

15. L'EGALITE DES CHANCES

- La nouvelle majorité sera attentive à renforcer l'égalité des hommes et des femmes en intégrant la dimension de genre, notamment dans la politique de recrutement.
- De même, une attention particulière sera portée sur la lutte contre la violence entre partenaires et toutes formes de violence intrafamiliale en général. Les mariages forcés, les violences justifiées par l'honneur et les mutilations féminines seront également au centre des préoccupations.
- Nous serons attentifs à lutter contre les violences homophobes et veillerons à ce que nos partenaires (police, dispositifs de prévention, écoles, associations,...) soient sensibilisés à la problématique de l'homophobie.
- De manière plus générale, une de nos exigences sera le respect de la diversité sous toutes ses formes. Pour ce faire, nous veillerons à maintenir la qualité de l'accueil des étrangers et des primo-arrivants au sein de notre administration communale, nous développerons les dispositifs nécessaires à l'aide à l'apprentissage de nos langues nationales pour tous les publics qui le souhaitent.
- Nous veillerons à faciliter l'accès aux bâtiments et à l'information publics aux personnes handicapées.
- En matière de CULTES et LAICITE, l'administration réaffirme sa neutralité. Le financement et le soutien aux mouvements philosophiques et religieux reconnus sera maintenu.

16. LES RELATIONS INTERNATIONALES

La commune de Molenbeek-Saint-Jean se situe dans une vision de coopération win-win et d'égal à égal dans ses relations Nord-Sud. Elle souhaite se distancer de toute idée d'exportation de notre modèle et s'inscrit dans la volonté politique de développer des projets privilégiant une approche globale durable et multi-culturelle.

La commune continuera de s'inscrire dans une réelle politique de solidarité internationale en soutenant modestement un partage d'expériences et de bonnes pratiques avec d'autres pouvoirs locaux du Sud notamment en termes de bonne gouvernance, d'éducation, de participation citoyenne, de culture, d'environnement ou de santé. Ces échanges doivent s'inscrire dans une logique d'ouverture au monde à travers notamment l'implication des pouvoirs publics locaux qui seront les garants d'un développement durable, sur le long-terme.

Le service des relations internationales aura pour mission de centraliser et coordonner les différents appels à projet, les recherches de subsides, les contacts avec les différents partenaires. Le service est dès lors le référant pour tous les partenaires, à savoir les pouvoirs subsidiaires, les partenaires du Sud (élus locaux, différentes associations, etc.), les services communaux, les associations et tout autre acteur molenbeekois ayant des projets ou suggestions relatifs au domaine des relations internationales au sens large du terme.

Pour atteindre les objectifs fixés, il sera nécessaire de :

- Soutenir les associations locales qui œuvrent en faveur des droits humains et de la solidarité internationale.
- Développer les échanges avec d'autres villes (entre écoles, hôpitaux, fonctionnaires, projets humanitaires, etc.).
- Poursuivre les activités de sensibilisation au commerce équitable en prenant les dispositions nécessaires afin que, dans les écoles, les administrations et les établissements publics dépendant de l'autorité de la commune, les responsables achètent des produits issus du commerce équitable.
- Favoriser les partenariats avec les écoles et le monde associatif afin de sensibiliser la jeunesse molenbeekoise à la solidarité internationale et à l'interdépendance des régions du monde et de la réalité économique, sociale, culturelle, environnementale des pays dits « en voie de développement ».
- Favoriser la coopération entre le service des relations internationales et des partenaires œuvrant dans le domaine des économies solidaires.

17. LA SANTE PAR L'INFORMATION ET LA PREVENTION

La précarité est souvent à l'origine d'inégalités sur le plan de la santé. L'accès aux soins, aux traitements médicaux et à l'information sont alors plus difficiles.

Des causes multiples peuvent avoir un impact négatif sur la santé : les conditions de vie difficiles en lien avec la mauvaise ou la sous-alimentation, la surpopulation dans les logements, les mauvais équipements sanitaires, la problématique des sans-papiers et des sans-abris, groupes à risques spécifiques pour certaines maladies telle que la tuberculose, le suivi des soins de santé spécifiques aux femmes, bien souvent absent ou peu fréquent tel que les dépistages des cancers du sein et du col de l'utérus, les assuétudes diverses (tabac, alcool, drogues, jeux,).

Pour y remédier, le collège souhaite :

- mettre en place une politique de prévention et de promotion de la santé :
 - mener des campagnes de conscientisation diverses. En accord avec l'échevinat du Logement, informer le public concerné sur les effets de l'insalubrité, de l'exiguïté et de la mauvaise aération des logements. En accord avec l'échevinat de la Jeunesse, informer au sein des écoles de l'impact sur la santé en général et la santé mentale en particulier des addictions chez les jeunes (drogues, jeux, réseaux sociaux,...) ainsi que des dangers et risques d'une mauvaise alimentation (obésité, carences,...). Enfin, en accord avec l'échevinat des Sports, faire le lien entre le sport et la santé auprès des jeunes ;
 - mettre en place des parcours santé sur le territoire de la commune.
- favoriser l'accès à l'information et la mise en place de relais d'information notamment concernant les problèmes de santé publique et les maladies fréquentes : le diabète, Alzheimer, Parkinson, l'obésité qui touche de plus en plus de jeunes, l'hypertension et les risques d'accidents vasculaires cérébraux qui y sont liés, les addictions,...;
- faciliter l'accès aux soins de première ligne.

18. LA CULTURE

La Culture permet de surmonter ce qui divise et ce qui exclut. Elle est un facteur essentiel d'épanouissement et de socialisation. Culture, démocratie et liberté sont intimement liées.

Il faut dès lors tout mettre en œuvre pour garantir un véritable accès de tous à la culture via l'enseignement, les écoles mais aussi les pôles culturels de la commune – le Château du Karreveld, la Maison des cultures et de la cohésion sociale, le Centre communautaire maritime, le musée communal, les bibliothèques, etc.

En 2014, Molenbeek-Saint-Jean sera la Métropole culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Via les « Bo'zart » molenbeekois (théâtres, concerts, marchés, fête de la musique, expositions et conférences-reportages, etc.), les associations et artistes, la culture et les cultures de Molenbeek-Saint-Jean seront à l'honneur et seront un outil de rayonnement et de visibilité de la commune, évidemment à Bruxelles mais aussi en Flandre et en Wallonie. Avec l'échevin de l'enseignement francophone des échanges entre professeurs locuteurs natifs des écoles communales sont encouragés et organisés. Le plan de politique culturelle sera évalué en 2013 ; un nouveau plan entrera en vigueur à partir de 2014. Le service culturel néerlandophone jouera un rôle actif dans 'Molenbeek Métropole Culture 2014'.

Pour réussir le pari de Molenbeek Métropole culturelle en 2014 et par la suite, notre priorité sera de:

- Renforcer les synergies entre les acteurs culturels (Château du Karreveld, Maison des cultures et de la Cohésion sociale, Centre communautaire maritime, bibliothèques, musée, associations, etc.) et les services culturels francophones et néerlandophones ;
- Mettre en place une signalétique commune et une politique globale de valorisation du patrimoine historique et des lieux culturels dans la commune et aux alentours ;
- Réfléchir à la mobilité et à l'accès aux activités culturelles (navettes) ;
- Créer une newsletter commune aux différents pôles culturels ;
- Renforcer l'accès des activités culturelles aux personnes à mobilités réduite ou fragilisées (via le dispositif art.27) ;
- Réintroduire, dans le contexte scolaire, des activités consacrées à la pratique culturelle et/ou artistique ;
- Continuer à soutenir la vie associative culturelle ;
- Soutenir et développer des lieux de création et d'exposition (ateliers, cafés littéraires...);
- Continuer à favoriser l'installation d'œuvres d'art dans les lieux publics, sous forme d'expositions temporaires ou d'implantations définitives ;

- Développer les mêmes supports culturels pour les différentes manifestations et des systèmes de « passeport culturel » permettant de découvrir plusieurs lieux ou événements ;
- Mettre en place des activités intergénérationnelles qui font se rencontrer les enfants et les seniors : visite de musées, ateliers créatifs, etc. ;
- Favoriser le dialogue interculturel par des événements de rencontres et d'échanges ;
- Organiser un parcours d'artistes (sur le même modèle que les fêtes de la musique) de manière à permettre à des artistes locaux, toutes disciplines confondues, de montrer leurs créations sur les places publiques ;
- Poursuivre la participation aux différents programmes visant la promotion de la lecture : « Je lis dans ma commune », « La Fureur de Lire », « Boekenweek » ;
- Limiter l'impact écologique des festivités.

UNE COMMUNE DYNAMIQUE : ECONOMIE; EMPLOI, TOURISME

19. UNE ECONOMIE ATTRACTIVE ET CREATRICE D'EMPLOIS LOCAUX

La politique de développement de Molenbeek-Saint-Jean se doit d'être ambitieuse et cohérente. La commune doit à la fois encourager l'initiative personnelle, la création de nouveaux commerces, l'implantation de nouvelles entreprises et favoriser la viabilité des activités économiques déjà présentes sur son territoire.

La politique économique développée par la commune au cours de cette législature sera donc dictée par le souci de favoriser l'emploi local, de garantir la diversité commerciale au sein des quartiers et de renforcer l'attractivité économique de la commune et des commerces existants.

Afin d'atteindre ces objectifs, plusieurs projets seront initiés lors de cette législature:

19.1. Un plan d'action pour le développement économique.

La commune adoptera pour la législature à venir un plan d'action pour le développement économique qui définira les grands axes et priorités sur lesquels elle entend se développer. Celui-ci sera élaboré en collaboration avec tous les acteurs du développement économique de la commune et de la Région (Atrium, association des commerçants, Centre d'entreprises, etc...).

Dans cette optique, le plan d'action économique veillera notamment à identifier les mesures à adopter afin de garantir la pérennité des commerces, de mieux satisfaire les besoins des consommateurs et de favoriser une plus grande diversité commerciale au sein de la commune.

Dans ce cadre, le plan d'action identifiera les possibilités de développement économique de l'ensemble de la commune mais également les potentialités propres aux différents quartiers.

Le plan de développement économique fixera également la stratégie communale d'accueil des entreprises et de soutien à l'innovation et à la création d'emplois.

Une attention particulière sera donnée aux différents noyaux commerciaux de la commune, comme la Chaussée de Gand et la Chaussée de Ninove, en vue de favoriser leur développement économique en partenariat avec la Région bruxelloise.

19.2. Un service économie coordinateur de l'ensemble des politiques économiques et commerciales de la commune.

Le service actuel des classes moyennes sera revu, redynamisé, renforcé et aura pour priorité la coordination de toutes les politiques de développement économique et commercial de la commune. Ce service aura pour vocation de regrouper les différents partenaires publics et privés du monde économique (GELM, ATRIUM, centre d'entreprises, association des commerçants) afin de dynamiser la politique de développement économique de la commune.

19.3. Une économie sociale redynamisée.

La commune valorisera les initiatives locales en matière d'économie sociale afin de consolider sa volonté d'un développement économique et social durable.

Concrètement, il s'agit de :

- Soutenir financièrement les initiatives d'économie sociale au travers de projets nouveaux ou de projets ayant déjà fait leur preuve tels que ceux actifs dans le domaine de la rénovation des logements en relation avec les AIS ou avec des propriétaires privés désirant ouvrir leur logement à des habitants défavorisés de la commune.
- Etre exemplaire en matière de clauses sociales dans les marchés publics.
- Soutenir les initiatives locales en apportant du capital dans la création de coopératives.

19.4. Soutenir la création d'activités économiques locales

Il s'agit essentiellement de faciliter et orienter les porteurs de projets dans leurs différentes démarches. La multiplicité des acteurs et la complexité des démarches à entreprendre alourdissent considérablement la charge des entrepreneurs désirant initier de nouveaux projets. Cette réalité conduit parfois à remettre en cause certains investissements ou à hypothéquer la pérennité de certains commerces.

La commune a une responsabilité particulière en tant que pouvoir de proximité. L'autorité communale doit pouvoir répondre aux besoins des nouveaux entrepreneurs en facilitant leurs démarches et en les guidant vers les différents acteurs publics ou privés à même de les aider à porter leurs projets.

Pour ce faire, il sera nécessaire :

- D'améliorer la diffusion d'informations via internet.
- De créer un registre des entreprises locales afin de favoriser la diffusion de l'information notamment celle concernant les marchés publics initiés par la commune.

- De diffuser l'information à l'attention des entrepreneurs, indépendants et commerçants. Ce guide sera mis à jour et distribué de manière régulière.
- Réaliser un cadastre des commerces manquants par quartier.
- De consulter ou de lancer une enquête auprès des maraîchers et des citoyens fréquentant les marchés sur le territoire de la commune quant à la possibilité d'augmenter les heures d'ouverture des marchés du mardi, jeudi et dimanche.
- Étudier la possibilité qu'un troisième marché dans le quartier du Karreveld soit mis sur pied.

19.5. Miser sur l'accès à l'emploi et la formation

La formation sera une des priorités de la nouvelle majorité. Il faudra à cet effet mettre en adéquation les compétences des demandeurs d'emploi avec les besoins des entreprises et du marché de l'emploi en général. De nouveaux métiers ont vu le jour dans les secteurs de l'environnement, de la gestion des déchets, de la construction, de la sécurité et des services de proximité. Nous donnerons dès lors une importance particulière aux formations liées à ces filières d'avenir en continuité du travail déjà initié par la Maison de l'emploi de Molenbeek à travers l'organisation de formations liées à ces domaines.

Il s'agira également de continuer à travailler dans le cadre défini au niveau Régional notamment de l'alliance emploi-environnement.

En matière d'emploi, les mesures suivantes devront être réalisées :

19.5.1. Favoriser le maintien et la création d'emplois locaux

- Adopter un nouveau « Plan Emploi et formation » comprenant la stratégie de la commune comme initiateur de politiques d'emploi et de formation ainsi que les différentes mesures transversales à prendre au niveau local.
- Favoriser les synergies de collaboration entre acteurs de l'emploi et tenter de faire émerger des pistes de solutions - via l'organisation de plate-forme par exemple - en gardant à l'esprit que leur rôle doit être envisagé de manière complémentaire et non-concurrentielle. Cette cohérence devra s'élargir aux autres intervenants sociaux - en contact avec les jeunes - qui sont des acteurs de première ligne (maisons de quartiers, associations socio-culturelles, etc.).
- Tous devront pouvoir orienter les jeunes vers les services spécialisés – ceci implique une (in)formation aux problématiques liés à l'emploi et à la formation.
- Remettre en place la Commission Employeurs regroupant la Mission locale, le CPAS, la Commune, l'ALE, le Centre d'Entreprises, le Guichet d'Economie

locale, Actiris. Celle-ci offre un service d'accompagnement complet et gratuit aux potentiels employeurs.

- Organiser un partenariat avec le CPAS, le service du personnel de la commune et les para-communales pour établir un réseau rapide d'information et de planification des besoins en matière de personnel et de filières d'emploi et permettre l'offre de stages aux personnes fréquentant la Maison de l'Emploi et de la formation et toutes les associations d'insertion professionnelles de la commune.

19.5.2. Participer à l'effort de « matching » entre l'offre et la demande de travail.

- Organiser différents salons de l'emploi par secteur au niveau local.
- A l'instar des « *jobs days* », autrement dit des foires à l'emploi, nous organiserons chaque année des « *entreprises days* » au niveau local, lors desquels l'ensemble des acteurs se tiendront à disposition des (futurs) entrepreneurs.
- La nouvelle majorité apportera son soutien à l'étude et à la création de halte-garderie accessible aux parents en formation ou en recherche d'emploi.

19.5.3. Lutter contre les discriminations à l'embauche :

- Développer un plan de diversité au sein de la commune sachant qu'en matière de discrimination à l'embauche, la commune se doit d'être un exemple.
- Promouvoir le plan et le label de diversité auprès des employeurs présents sur le territoire communal.

20. LE TOURISME A LA DECOUVERTE DE MOLENBEEK

La commune de Molenbeek a un attrait touristique peu valorisé. Le collège veut envoyer un message clair aux Molenbeekols rappelant la richesse de la commune et de ses habitants. Il veut valoriser les spécificités des différents quartiers de Molenbeek et mettre en valeur ses potentialités humaines, touristiques, culturelles et culinaires. Pour ce faire, la nouvelle majorité veut relancer un service tourisme multilingue et de promotion du potentiel touristique important de la commune notamment via des collaborations avec Visit Brussels, l'auberge de Jeunesse ou encore la ville de Bruxelles.

20.1. Améliorer la publicité de notre potentiel touristique.

Nous voulons :

- Créer un site multilingue « *Molenbeek touristique* » répertoriant les restaurants, les cafés, les parcs, les monuments, les édifices publiques et religieux sur le territoire de la commune.
- Créer un support « *Une sortie à Molenbeek* » reprenant les informations développées sur le site en y ajoutant les différentes activités annuelles, fêtes et visites, qui se tiennent sur le territoire de la commune.

20.2. De nouveaux projets pour un nouveau souffle touristique.

- Créer une carte touristique reprenant différents circuits touristiques à Molenbeek tels qu'un « *parcours Industriel* » reprenant la zone du Canal, le quartier maritime, la découverte de l'architecture d'entre-deux guerres, un parcours culinaire, les parcs,...
- Valoriser le canal comme enjeu touristique via les projets tels que la péniche de Molenbeek Métropole culture 2014, le Festival Kanal,...
- Promouvoir, à l'image de « *Molenbeek ville culturelle 2014* », des événements festifs et organiser annuellement un « *week-end du Tourisme* » et un « *week-end Bienvenue* ».

**BONNE GOUVERNANCE : GOUVERNANCE, FINANCES,
PERSONNEL, DEMOCRATIE**

- **Une plus grande collégialité**

Afin d'assurer une meilleure collaboration et une plus grande cohérence dans la répartition des compétences échevinales et des moyens y afférant.

- **Plus de transparence et plus d'éthique :**

Garantir plus de transparence et plus d'éthique, pour la nouvelle majorité c'est :

- La juste représentation des groupes politiques démocratiques représentés au conseil communal dans les assemblées générales des différentes associations et structures paracommunales.
- Réformer le Règlement d'Ordre Intérieur du conseil communal.
- Une charte graphique à moderniser.
- Limiter les diffusions de photos ou vidéos des échevins dans les communications de promotion d'événements organisés par la commune. Interdire la mention des noms des échevins dans la période de prudence (3 mois avant toute élection).
- Une charte éthique des membres du Collège : l'ensemble des membres du Collège s'engage à diriger les citoyens vers l'administration pour toutes les demandes pour lesquelles elle est compétente. Ils s'engagent aussi à assurer un traitement égalitaire pour tous de même qu'à faire participer activement les associations dans l'accompagnement des citoyens qui en ont besoin dans les différentes démarches administratives. L'accent sera mis sur la recherche de solutions globales pour les problèmes évoqués par les citoyens. Ceci permettra de toucher un maximum de gens, et ainsi éviter que des cas similaires soient traités individuellement.

21. FINANCES, TAXES COMMUNALES ET ECONOMAT

Le budget communal représente un acte éminemment politique, puisqu'il traduit de manière chiffrée les priorités du Collège Communal dans les différentes matières qui relèvent de la gestion locale. Malgré la conjoncture économique actuelle, le budget communal devra concilier équilibre et renforcement des moyens d'action en faveur des matières qui préoccupent le plus les citoyens.

Pour ce faire, différentes mesures seront mises en place au courant de la législature 2012-2018, il s'agit notamment de :

- Mieux définir les règles budgétaires en uniformisant les procédures au sein de tous les services.
- Mettre en place des tableaux de bord afin d'assurer un suivi mensuel des dépenses et des recettes et pour prévenir tout écartement des prévisions budgétaires.
- Assurer une gestion efficace de la dette communale, en vue d'alléger les charges liées à celle-ci.
- Améliorer les procédures de recouvrement des différentes recettes de la commune pour recourir au minimum aux avances de trésorerie et ainsi diminuer les intérêts débiteurs à charge du budget.

Les taxes communales constituent des recettes fondamentales pour le financement des différentes politiques communales. Durant la nouvelle législature, la commune veillera aux éléments suivants :

- Maintenir un taux d'imposition des personnes physiques et du précompte immobilier dans la moyenne régionale.
- Etablir un cadastre de toutes les taxes communales.
- Mettre en place des mécanismes nouveaux, permettant une meilleure perception des différentes taxes.

Le rôle du service éconamat est d'être au service de l'ensemble des départements composant l'Administration Communale en assurant un approvisionnement rapide des besoins et au moindre coût, grâce à des procédures efficaces et préétablies.

Pour atteindre au mieux ces deux objectifs, de nouvelles procédures seront mises en place, elles veilleront spécifiquement à apporter un véritable soutien aux différents services en matière de marchés publics notamment. Aussi, la commune encouragera le développement de marchés publics groupés avec différents partenaires, tels que les structures para communales (zone de police, C.P.A.S, ...) mais aussi avec d'autres communes de la Région, ceci bien sûr dans l'objectif de réduire les coûts et ainsi réaliser des économies dans les postes dépenses du budget communal.

22. UNE VRAIE POLITIQUE DU PERSONNEL

En termes de gestion des ressources humaines, les procédures de sélection et de recrutement seront clarifiées et communiquées largement aux citoyens Molenbeekois. Ces derniers seront tenus au courant des engagements réalisés au sein de l'administration communale. Ces engagements seront effectués sur base de procédures réglementaires et de critères justes et impartiaux où les compétences, l'expérience et les délais d'attente de l'intéressé seront pris en compte. L'engagement des Molenbeekois sera privilégié à qualification et expérience égale.

En ce qui concerne les agents en place, la majorité veillera à promouvoir la mobilité en interne, la formation continue et le bien-être. A cet effet, il faudra :

- S'appuyer sur l'expérience et les compétences de l'ensemble du personnel communal et paracommunal existant.
- Développer le service GRH en garantissant une évaluation du travail et un recrutement objectivés des agents communaux et paracommunaux.
- Publier toutes les offres d'emploi, en ce compris les critères de sélection et les étapes de la procédure et s'appuyer le cas échéant sur une réserve de recrutement.
- Garantir la formation du personnel : développer une politique de formation en ayant une attention notamment sur le rôle des services publics.
- Une meilleure gestion des ressources humaines et financières.
- Décloisonner les services en permettant une plus grande mobilité interne, éviter des recrutements superflus ou des appels de service au secteur privé.
- Continuer la chasse au gaspillage : énergie, économat,...
- Promouvoir le bilinguisme du personnel communal.

23. ACCUEIL, INFORMATION ET PARTICIPATION DES CITOYENS

23.1. Un meilleur accueil au public

La maison communale, ses antennes et ses services annexes sont des lieux qui appartiennent à tous les Molenbeekois. Il est donc essentiel que ces visiteurs puissent y être accueillis et guidés de façon efficace. A cet égard, la signalisation, la gestion des files, le niveau de formation du personnel aux guichets mais aussi des huissiers seront évalués dans un souci de bons accueil et traitement de la population. La décentralisation de certains services administratifs sera étudiée. Ce processus sera mené par le collège en vue de rapprocher au maximum l'administration de la population.

L'antenne administrative rue Charles Malis apportera une facilité d'accès accrue aux services communaux. Cette antenne est une des pierres angulaires de la politique de proximité de la nouvelle majorité : ce bâtiment exemplaire apportera un confort indéniable aux citoyens dans leurs démarches administratives.

Par ailleurs, la commune veillera à élargir les heures d'ouverture des services de la Population et de l'Etat-Civil notamment en dehors des heures de bureau. La création d'un guichet unique et d'un numéro vert unique d'orientation générale pour toutes les demandes des citoyens seront étudiés.

23.2. Une meilleure information

Un effort de modernisation du site web de la commune, en partenariat avec la Région, sera poursuivi en vue, entre autres, d'offrir plus de services « on line » pour les habitants.

Par ailleurs :

- Développer la communication aux citoyens via une formule plus attractive du journal communal
- Améliorer le règlement et la procédure de location des salles appartenant à la commune pour un meilleur service et une plus grande équité.

23.3. Une participation accrue de l'ensemble des citoyens

La participation des citoyens à la vie de la commune est essentielle. Afin d'améliorer la communication et privilégier la participation citoyenne. Il s'agira d'entretenir un dialogue régulier avec les comités de quartier. Ces comités connaissent parfaitement les réalités de terrain. Il semble essentiel de les associer davantage aux grands (et petits) projets envisagés dans leur quartier. Le collège veillera à développer une réelle démarche participative qui associe ces relais de la société civile.

De même il veillera à sensibiliser les citoyens à l'exercice du droit d'interpellation au conseil communal et au conseil de police.

23.4. Une politique de subsidiation équilibrée et transparente

Pour objectiver les décisions et assurer un bon usage des deniers publics dans la réalisation de missions d'intérêt général :

- Publication du règlement d'octroi des subsides après actualisation et des procédures y afférentes ;
- Publication annuelle de tous les subsides octroyés, sur le site internet de la commune

Plan de gestion traduisant budgétairement la note d'orientation politique

RECAPITULATIF	Compte 2009	Compte 2010	Compte 2011	Budget modifié 2012	Budget 2013	Plan 2014	Plan 2015
RECETTES							
Prestations	4.441.072	4.495.726	5.079.602	5.403.000	5.996.000	6.235.000	6.550.000
Transferts	95.852.295	102.850.625	104.278.408	109.047.378	114.009.500	117.430.000	120.950.000
Dette	3.242.280	5.277.650	3.201.054	3.454.750	3.530.000	3.530.000	3.500.000
TOTAL *	103.535.647	112.624.001	112.559.062	117.905.128	123.535.500	127.195.000	131.000.000
Enseignement subventionné	17.984.000	18.278.000	19.615.000	19.960.000	20.200.000	20.900.000	21.400.000
TOTAL RECETTES	121.519.647	130.902.001	132.174.062	136.285.128	143.735.500	147.995.000	152.400.000
DEPENSES							
Personnel	48.133.497	50.366.926	50.016.895	50.237.996	51.452.000	53.000.000	54.600.000
Fonctionnement	9.875.078	10.135.667	10.181.037	11.869.282	11.454.480	11.560.000	11.675.000
Transferts	41.747.140	43.427.943	45.577.676	48.797.550	49.688.017	51.427.000	53.250.000
Dette	8.264.734	8.910.209	9.691.382	8.104.187	10.845.720	11.025.000	11.000.000
TOTAL*	108.020.449	112.840.745	115.666.990	118.008.995	123.440.217	127.012.000	130.525.000
Enseignement subventionné	17.984.000	18.278.000	19.615.000	19.960.000	20.200.000	20.900.000	21.400.000
TOTAL DEPENSES	126.004.449	131.118.745	135.281.990	136.968.995	143.640.217	147.912.000	151.925.000
RESULTAT EXERCICE PROPRE	- 4.484.802	- 216.744	- 3.107.928	- 103.217	95.283	163.000	- 475.000
RESULTAT DES EXERCICES ANTERIEURS	6.762.529	3.231.120	3.308.176	252.415	148.548	243.831	426.831
Prélèvements recettes			52.167				
Prélèvements dépenses	1.271.463						
RESULTAT GLOBAL	3.006.260	3.014.376	252.415	148.548	243.831	426.831	901.831
Interv. Rég. Amélioration situation budg	1.271.463	2.149.386	2.149.386	2.149.386	1.075.000	1.075.000	1.075.000
Résultat sans aide régionale à l'exercice propre	- 6.756.265	- 2.398.130	- 5.257.314	- 2.252.603	- 979.717	- 1.062.000	- 600.000

Plan de gestion – Evolution 2013 à 2015

Recettes

- Prestations : + 5%
(pourcentage d'évolution élevé grâce notamment au développement du parc immobilier et de l'extension du plan de stationnement)
- Transferts : + 3%
(pourcentage d'augmentation moyen des recettes concernées par cette rubrique)
- Dette : statu quo
(dividendes des intercommunales et intérêts créditeurs)

Dépenses

- Personnel : + 3%
- Fonctionnement : + 1%
- Transferts : + 3,5%
(l'augmentation de 4% pour le C.P.A.S. et la Zone de police est tempérée par le pourcentage d'augmentation des subsides alloués aux autres organismes et les diverses cotisations)
- Dette : inscription de la charge existante chez Belfius et BNP Paribas
+ charge nouveaux emprunts
+ intérêts débiteurs et rentes à payer

2. Betreft: Driejaarlijks plan 2013 - 2015 (artikel 242 bis NGW).

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 242bis van de Nieuwe gemeentewet dat bepaalt dat « twee maal per zittingsperiode, bij de neerlegging van de eerste en de vierde begroting, het college een driejaarlijks plan aan de gemeenteraad voorlegt;

Neemt kennis van het driejaarlijks plan opgemaakt door het college van burgemeester en schepenen ;

Met 26 JA, 18 NEEN, 1 onthouding, besluit :

Enig artikel

Het driejaarlijks plan 2013-2015 goed te keuren.

Onderhavig plan zal bekendgemaakt worden overeenkomstig de schikkingen van artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.



BESTUURSAKKOORD

2012-2018

GEMEENTE ST.-JANS-MOLENBEEK

SAMENVATTING

INLEIDING	1.
RESPECT EN GEZELLIGHEID IN EEN VEILIGE GEMEENTE : VEILIGHEID, NETHEID, STEDENBOUW, WEGENAANLEG, GROTE BOUWWERVEN, HUISVESTING EN MOBILITEIT	2.
1.VEILIGHEID DOOR EN VOOR ALLEN	2.
2.NETHEID VAN DE OPENBARE RUIMTE	4.
3.STEDENBOUW ALS ONTWIKKELINGSINSTRUMENT VAN DE GEMEENTE	7.
4.STRATEN EN WEGEN – GROTE WERKEN OVER HET GEHELE GRONDGEBIED	10.
5.EEN TOEGANKELIJKERE EN DUURZAMERE HUISVESTING	12.
6.MOBILITEIT MET RESPECT VOOR IEDERS AUTONOMIE	16.
7.LEEFMILIEU EN ENERGIE: NAAR EEN DUURZAME ONTWIKKELING	19
VOOR HET WELZIJN VAN ALLEN EN DE ZELFONTPLOOIING VAN DE MOLENBEKENAREN: VERENIGINGLEVEN, ONDERWIJS, KLEINE KINDEREN, JEUGD, SPORT, SOCIALE SAMENHANG, SOCIALE ACTIE, BEJAARDEN, GEZONDHEID, CULTUUR, INTERNATIONALE SOLIDARITEIT	22.
8.OPENBAAR ONDERWIJS	23.
9.CRECHES EN OPVANG VAN JONGE KINDEREN	26.
10.JEUGD	27.
11.SPORT	29.
12.SOCIALE COHESIE	31.
13.OCMW	34.
14.BEJAARDEN	34.
15.GELIJKE KANSEN	35.
16.INTERNATIONALE BETREKKINGEN	36.
17.GEZONDHEID VIA INFORMATIE EN PREVENTIE	37.
18.CULTUUR	38.
EEN DYNAMISCHE GEMEENTE	40.
19. EEN AANTREKKELIJKE ECONOMIE DIE LOKALE JOBS CREEERT	40.
20.TOERISTISCHE ONTDEKKINGSTOCHT IN MOLENBEEK	44.
GOED BESTUUR : BESTUUR, FINANCIEN, PERSONEELSBELEID, DEMOCRATIE	45.
21.FINANCIEN, GEMEENTETAKSEN EN ECONOMAAT	46.
22. EEN WAARACHTIG PERSONEELSBELEID	47.

23. ONTHAAL, INFORMEREN EN DEELNAME VAN BURGERS

49.

INLEIDING

Voor de toekomst van de gemeente en de Molenbekenaren verbindt de nieuwe meerderheid zich tot een ambitieus project dat een belangrijke overgang zal betekenen.

Een politiek van goed bestuur, met respect voor diversiteit, zal de basis vormen van het te verrichten werk.

De sociale, economische, culturele uitdagingen, alsook de uitdagingen inzake huisvesting en onderwijs, in het bijzonder in verband met de demografische boom, het met elkaar samenleven, de jongerenemancipatie, netheid, preventie en veiligheid in onze wijken, de ecologische belangen en de strijd tegen armoede zijn stuk voor stuk uitdagingen die aanvaard en ter harte genomen zullen moeten worden.

Bijzondere aandacht zal besteed worden aan de gelijkheid van de gebruikers inzake de toegankelijkheid tot de diensten. Hiertoe zullen transparantie in het functioneren van de gemeentelijke instellingen en diensten, transparantie in de toekenning en het goede beheer van woningen, de aanwervingspolitiek, het goede en gezonde financieel beheer van de gemeente, maar ook het OCMW en de paracommunales een prioriteit vormen.

De partners wensen een grote transversaliteit in de uitvoering van het beleid met het oog op efficiëntie. Dit zal in het bijzonder tot uiting komen in een egalitaire benadering van de grondgebieden zonder evenwel de specificiteiten van de wijken uit het oog te verliezen waarvoor revitalisatie en ontsluiting zullen verzekerd worden.

Bovendien zal de spreiding van de schepenbevoegdheden geschieden met het oog op coherentie en werken in een waarachtige geest van collegialiteit.

**RESPECT EN GEZELLIGHEID IN EEN VEILIGE
GEMEENTE: VEILIGHEID, NETHEID, STEDENBOUW,
WEGENAANLEG, GROTE BOUWWERVEN,
HUISVESTING EN MOBILITEIT**

1. VEILIGHEID DOOR EN VOOR ALLEN

Veiligheid is een belangrijke inzet voor onze gemeente. Het is van het grootste belang de openbare rust te garanderen op het geheel van het grondgebied op elk uur van de dag en de nacht. Dit is een fundamenteel recht. Wanneer dit niet gerespecteerd wordt, ondervindt elke burger hier nadeel van, in het bijzonder de allerkwetsbaarsten.

In deze permanente strijd tegen delinquentie en onveiligheid, moeten de door onze gemeente in te stellen maatregelen – in samenwerking met federale en regionale instanties – het juiste midden houden tussen preventie en repressie.

Preventie moet uitmonden in een vermindering van strafbare en incivieke feiten. Dit omvat alle maatregelen van zichtbare aanwezigheid op het gemeentelijk grondgebied (**gemeenschapswachters**,...), maar ook de ontwikkeling en modernisering van het **cameranetwerk**, maatregelen inzake **technopreventie**, in het bijzonder via het creëren van de functie van gemeentelijk "adviseur inzake diefstalpreventie", het informeren van de bevolking over de **gemeentelijke administratieve sancties**. De mogelijkheid om de bevolking te laten genieten van **premies** ten gevolge van beveiligingswerken aan hun woning zal bestudeerd worden, alsook het heropstarten van een geactualiseerd systeem van **telepolitie** ter beveiliging van winkeliers. In onze gemeente, en meer algemeen in onze politiezone, is het aantal diefstallen toegenomen. Deze toename is voornamelijk te wijten aan diefstallen met geweldpleging (losrukken van kettingen) en aan auto-inbraken. Er zal heel speciale aandacht besteed worden aan het bestrijden van deze fenomenen.

We beschikken over een aanzienlijk contingent gemeenschapswachten, parkeerstewards, agenten van de cel netheid / milieu, agenten van de cel Socio-economische coördinatie, Atriumstewards en agenten van de cel Huisvesting. Zij vormen zonder enige twijfel een aanzienlijke kracht, maar er zal een reeks hervormingen moeten doorgevoerd worden om een maximale efficiëntie inzake actie op het terrein te garanderen.

De gemeenschapswachters die over de mogelijkheid beschikken, zullen een opleiding volgen die hen zal toelaten plegers van onburgerlijk gedrag en inbreuken op de gemeentelijke reglementen te bestraffen door administratieve sancties uit te delen. Hiertoe zullen ze samenwerken met de politiemachten. De **zichtbare en geruststellende aanwezigheid** in de openbare ruimte, de **veiligheid in de**

omgeving van scholen en op de weg naar school, het bestrijden van onburgerlijk gedrag, ongepast gedrag in de openbare ruimte, inbraken en de ontwikkeling van technopreventie zijn allemaal domeinen die door onze agenten ter harte genomen zullen worden. De gemeenschapswachters die dagelijks present zijn, zullen het **publiek moeten sensibiliseren met het oog op veiligheid en preventie van delinquentie, burgers en automobilisten informeren, verbindingssassen** en gevoelige sites **beveiligen, openbare evenementen beveiligen**, zoveel mogelijk het **openbaar vervoer** gebruiken. Zo zullen we beschikken over een operationeel geheel van gemeenschapswachters en politieagenten die plegers van delicten kunnen bestraffen en in het oog houden. De samenwerking met de politie zal aan de burgerwachten een gevoel van ondersteuning geven wanneer zich problemen voordoen bij of na de interpellatie van een overtreder.

Om overal en voor iedereen de veiligheid te garanderen, zal dit onze prioriteit zijn :

- de strijd opvoeren tegen drughandel. De bestrijding van deze plaag zal een prioriteit vormen. Drughandel houdt namelijk een groot deel van de criminaliteit in stand en draagt bij tot het onveiligheidsgevoel in de wijken;
- de buurtpolitie versterken, in de onmiddellijke nabijheid van mensen en wijken ;
- het onthaal en het uitvoeren van administratieve taken door burgers in de commissariaten aanmoedigen ;
- de rol van de wijkagent waarderen en het wederzijds contact tussen de wijkagent en de burgers aanmoedigen ;
- het systeem van gemeentelijke administratieve sancties versterken voor specifieke delicten (o. a. beledigingen, lawaai, bevuiling, sluikstorten) via een gemengd samenwerkingsverband tussen politie, parket en gemeente, met de bedoeling om onruststokers beter te weren en de bemiddelingsprocedure voor minderjarigen binnen dit kader in werking te stellen ;
- een meerjarenplan inzake camera-uitrusting uitwerken met het oog op bewaking en preventie ;
- optreden tegen huisjesmelkers ;
- bestrijden van uitbating van winkels zonder toelating ;
- informatiecampagnes voeren met het oog op de preventie van onburgerlijk gedrag ;
- de verlichting verbeteren in bepaalde straten en op bepaalde plaatsen van de gemeente ;
- een transversaal beleid voeren waarbij politie, burgerwachten en bewonersverenigingen betrokken worden om de gezelligheid in de wijken te verbeteren ;
- strijden tegen verkeersdelinquentie en daden van onburgerlijk gedrag in verband met autogebruik (parkeren op voetgangersoversteekplaatsen, voetpaden, dubbelparkeren, etc.)

Overigens werd inzake juridische aangelegenheden de dienst geherstructureerd tijdens de vorige legislatuur. Er werden ook twee inspectiecellen gecreëerd inzake stedenbouwkundige en milieuvergunningen, belast met het uitwerken van een beleid betreffende controle, verificatie en opvolging van stedenbouwkundige dossiers. Deze cel verifieert alzo de conformiteit van bouwverfprojecten met de uitgereikte vergunningen en werkt mee aan de controle van onbewoonbare en verlaten gebouwen.

Ook inzake openbare netheid werd een cel "onburgerlijk gedrag in verband met milieu" opgericht, die door zowel preventief als repressief op te treden, bijdraagt tot de oplossing van een reeks problemen zoals sluikstorten, niet-conform uitzetten van huisvuil, etc. Naast deze cellen heeft de cel socio-economische coördinatie haar inspectietaak inzake hygiëne (salubriteit), stedenbouw (in onbruik geraakte uithangborden,...) en uitstalramen van winkels en ondernemingen verder gezet. Alzo garandeert deze cel een gecoördineerd beheer van alle ondernemingen op het handelsterritorium en let er tegelijkertijd op dat de overlast ten gevolge van economische activiteiten beperkt wordt zodat een gezelligere sfeer ontstaat in de handelswijken.

Om de coherentie te garanderen van de acties betreffende de opvolging van de diverse vormen van onburgerlijk gedrag op het vlak van stedenbouw, milieu, hygiëne en toepassing van het gemeentelijk reglement, is het raadzaam een hechte samenwerking tussen de inspectiediensten te overwegen. Een mogelijke piste kan hierin bestaan de diverse samenstellende 'inspecties' met elkaar te integreren. Doel hiervan is de werkmethode, de administratieve procedures, de controleoperaties te harmoniseren, een betere coördinatie te garanderen op het terrein en beter te beantwoorden aan de specifieke noden bij gerichte controles.

2. NETHEID VAN DE OPENBARE RUIMTE

De nieuwe meerderheid is extra bekommerd om openbare netheid omdat dit een essentieel gegeven is wil men het gevoel van welzijn, veiligheid en respect bij iedereen verhogen. Er zal opgetreden worden tegen sluikstorten, tegen de vervuiling die het gevolg is van de tweewekelijkse huisvuilophaling en tegen het niet of verkeerdelijk gebruiken van de openbare vuilnisbakken.

Binnen een participatief kader en per wijk zal een **enquête** gehouden worden over het thema 'netheid' onder de agenten voor openbare netheid, maar ook bij de bewoners, de verenigingen en de wijkcomités. Zo kan er lokaal een nauwkeuriger diagnose gesteld worden en kennis genomen worden van de voorstellen van bewoners om specifieke problemen inzake netheid eigen aan bepaalde wijken op te lossen. In algemene zin zullen we de nadruk leggen op de **participatie** van de bewoners en alle gemeentelijke actoren die van tel zijn zullen verzocht worden om netheidsproblemen op te lossen (het OCMW, le Logement molenbeekoï, de Atriums en de winkeliers, de wijkcomités, ...). Informatie over plichten en hulp in verband

met openbare netheid zal ontwikkeld worden via de bestaande **communicatiekanalen** (het groene nummer, de website, de gemeentekrant, etc.) en de kanalen die momenteel uitgewerkt worden (signalisatieborden op plaatsen waar herhaaldelijk gesluikstort wordt, informatieborden over openbare vuilnissbakken, informatie in de vorm van op de vloer geschilderde logo's, deur-aan-deurbezoek en elke andere vorm van directe mondelinge communicatie met de bewoners).

Het Schepenambt voor Netheid zal hand in hand samenwerken met het Schepenambt voor Milieu, met de Cel Preventie (burgerwachten) en met het Schepenambt voor Openbaar Onderwijs (sensibilisering van scholen), om maar de belangrijkste samenwerkingsverbanden te noemen. **Succesvolle werkmethodes** die in analoge gemeentes toegepast worden, zullen geanalyseerd worden en de samenwerking met grensgemeenten zal verder gezet worden inzake gemeenschappelijke netheidsproblemen en belangen met betrekking tot aanpalende wijken. Het lijkt ons van belang opnieuw te focussen op de relatie tussen de gemeente en het Agentschap Net Brussel (**ANB**) om alle pistes te bestuderen die een rationalisering van middelen op het terrein en een hechtere samenwerking mogelijk maken.

Ten slotte zal elke lopende en nieuwe actie jaarlijks geëvalueerd worden.

De huidige acties zullen als zodanig bewaard blijven, enkele zullen versterkt of aangepast worden. Nieuwe acties zullen uitgetest en behouden worden als ze vruchten afwerpen.

2.1. Huisvuil

Inzake **huisvuil** zullen, parallel met de sensibilisering die uitgevoerd wordt in samenwerking met het Schepenambt voor Milieu om de hoeveelheid huisvuil te verminderen, twee pistes uitgewerkt worden:

- het organiseren van pilootprojecten om alternatieve oplossingen uit te testen voor de ophaling van huisvuil (via containers), niet alleen in grote woonentiteiten, maar ook per straat voor woonhuizen en kleine gebouwen ;
- eisen dat het ANB het aantal ophaalbeurten van huisvuil vermeerdert om tegemoet te komen aan het ongemak dat families ervaren als ze vuilniszakken moeten opslaan in heel kleine appartementjes.

2.2. Sluikstorten

Inzake **sluikstorten** wil de gemeente dit ernstige netheidsprobleem als volgt oplossen :

- zich uitrusten met een snelle interventieploeg die grote voorwerpen afhaalt naast de gewone afhaling ;

- gedurende een beperkte periode een containerpark inrichten op haar gebied naast de gratis ophaling van grote voorwerpen ; een recyclagecentrum zal vlakbij de stortplaats gebouwd worden, in samenwerking met het Schepenambt voor Milieu ;
- naar de bewoners toe gaan om groot huisvuil in te zamelen, als aanvulling van het vastleggen van afspraken ; per wijk ter beschikking stellen van containers tijdens een korte periode (één dag) zodat de buurtbewoners (privépersonen) er hun groot huisvuil in kunnen droppen.

2.3. Straten vegen en openbare vuilnisbakken

Wat betreft het **vegen van de straten en openbare vuilnisbakken** zal de gemeente het aantal stevige openbare vuilnisbakken vermeerderen en de breekbare vuilnisbakken vervangen. De bedoeling is dat elke straat over minstens één vuilnisbak beschikt. Bepaalde dichtbewoonde of drukbezochte (commerciële) assen moeten uitgerust worden met meerdere openbare vuilnisbakken, die zich op een redelijk afstand van elkaar bevinden, en de gemeente zal van start gaan met het ter beschikking stellen, indien mogelijk, van selectieve openbare vuilnisbakken. De gemeente zal ook verdergaan met het aanleggen van ondergrondse **glascontainers**.

Wat betreft het schoonvegen van de straten zal de gemeente alle mogelijke pistes bestuderen om **degelijk** materiaal te verkrijgen met de bedoeling tegelijkertijd de efficiëntie en de snelheid van het schoonmaken te verhogen, maar ook de lastigheid ervan te beperken.

Op middellange termijn zal de gemeente zich richten op het invoeren van een gedeeltelijke ophaling van de vuilnisbakken en groot huisvuil via de **hippomobiel** (zoals in Schaarbeek).

2.4. Winkels en markten

Wat betreft **winkels en markten** zal het nodig zijn aandacht te hebben vooral voor de vervuiling van de commerciële en druk bezochte assen ; in samenwerking met het Schepenambt voor Handel en het Schepenambt voor Economie wil de gemeente de aanzienlijke vervuiling aanpakken die het gevolg is van de gemeentelijke markten via de medewerking van de ambulante handelaars en de consumenten. In algemene zin zullen de handelaars (al of niet ambulant) aangemoedigd worden om zich sterker te engageren (via een netheids**contract** met het ANB) tot een beperking van hun hoeveelheid afval ten gevolge van hun activiteit, in samenwerking met de Handel- en Milieudiensten. Naast het selecteren van afval wil de nieuwe meerderheid de verdeling van plasticzakken voor eenmalig gebruik zien verdwijnen in de komende jaren, zoals in grootwarenhuizen.

3. STEDENBOUW ALS ONTWIKKELINGSINTRUMENT VAN DE GEMEENTE

Stedenbouw is de materie die de stad zin geeft, ze niet alleen aangepast maakt aan het heden, maar ook de grote krachtlijnen uitstippelt die de stad zullen toelaten om een antwoord te bieden op haar toekomstige belangen, in het bijzonder inzake bevolkingsaan groei. Bovendien kan geen sprake zijn van hedendaagse stedenbouw zonder een sterke band tussen de doelstellingen ervan enerzijds en het nastreven van esthetiek en levenskunst anderzijds. Levenskunst is een fundamenteel begrip. De stedenbouw die de nieuwe meerderheid in leven wil roepen kent een centrale plaats toe aan de relatie van de bewoner met zijn omgeving.

Het is van primordiaal belang dat elk stedenbouwkundig project (weg, voetpad, woning, kantoren, collectieve infrastructuur, park, verfraaiing, etc.) zich richt tot een zo groot mogelijk aantal leden van onze gemeenschap. De projecten die de nieuwe meerderheid wil realiseren, in het bijzonder binnen het kader van het wijkcontract, zullen er verder naar streven een antwoord te bieden op de uitdagingen van een sterke bevolkingsaan groei. Onthaal bieden met een betere levenskwaliteit... Dat heet ook 'duurzame stadsontwikkeling'.

Stedenbouw moet rekening houden met de noden van bewoners inzake verplaatsing, huisvesting, onderwijs, werkgelegenheid, ontspanning, verenigingsleven, ... samenleven dus. De mixiteit van functies en de sociale mixiteit vormen een van de antwoorden op dit postulaat van samenleven dat de nieuwe meerderheid opwerpt als basisprincipe van haar stedenbouwkundige politiek.

3.1. Stedenbouwkundige politiek

Verlaten **terreinen** zullen het voorwerp uitmaken van bijzondere aandacht, evenals de terreinen die zich binnen de afgebakende zones van de wijkcontracten bevinden. Een stedenbouwkundige **visie** van projecten binnen een geheel zal nodig zijn om zich een zo goed mogelijk beeld te vormen van de toekomstige behoeften die de bevolkingstoename met zich zal meebrengen. De nieuwe meerderheid zal verder reflecteren over de verstedelijking van de gemeente gedurende het komende decennium, waarbij ze rekening zal houden met projecten van het Gewest en projecten uitgevoerd in de grensgemeentes. Zogenaamde **duurzame** bouwprojecten zullen aangemoedigd worden, ongeacht het type bouw of de bestemming. Maar desondanks zal bijzondere aandacht besteed worden aan de bescherming van het Molenbeekse **patrimonium** bij de toekenning van stedenbouwkundige vergunningen. Hierbij zal evenwel hedendaagse en kwalitatieve architecturale **durf** bevoorrecht zal worden wat betreft de bouw van openbare infrastructuren ; de nieuwe meerderheid zal ook privépromotoren sensibiliseren voor deze piste. De gemeente beoogt een betere visuele kwaliteit van de openbare ruimte, en wel op de volgende manier : verplaatsen van **parabolantennes** van de straatgevels naar de

binnenkoer van woonblokken, regels opleggen inzake **reclameborden** om de visuele pollutie te verminderen, rationaliseren en lichter maken van stadsmeubilair en stadsuitrusting, in samenwerking met het Schepenambt voor Handel.

Stedenbouwkundige projecten moeten niet alleen de groene zones aan de binnenzijde van woonblokken vrijwaren, maar ook de **groenvoorziening** in straten. Het gevolg hiervan is een toename van waterdoorlatende oppervlaktes, die in bepaalde wijken het risico op overstroming zullen beperken in geval van overvloedige regen. Naast dit groenmazige net kan men ook mensen aanmoedigen om groene daken te bouwen in geval van nieuwbouw- of zelfs renovatieprojecten.

De gemeente neemt zich voor de strijd aan te binden tegen de inadequate **densificatie** van bestaande eigendommen. Ze zal waken over het goede evenwicht tussen de verschillende stadsfuncties en de levensvatbaarheid van de wijken. Deze mogen niet overladen worden met gelijksoortige functies op een beperkt aantal ruimtes. Bovendien zal de gemeente de pistes bestuderen die ontstaan dankzij het partnerschap tussen overheid en privé voor renovatie of bouw.

De gemeente zal haar inspanningen verder zetten inzake de aanleg van collectieve **infrastructuren**, parallel met het creëren van huisvesting (scholen, kinderdagverblijven, groene ruimtes,...). De uitvoering van de bijzondere bodembestemmingsplannen (**BBP**) zal verder gezet worden als essentieel werkinstrument voor stedenbouwkundig beleid, in overleg met de bevolking, met de bedoeling deze plannen aan te passen aan de nieuwe uitdagingen waarmee de gemeente geconfronteerd zal worden.

Bij de uitreiking van stedenbouwkundige vergunningen zal de nieuwe meerderheid waken over de inpassing van een project binnen de stedenbouwkundige omgeving zodat een goede inrichting van de locatie gevrijwaard wordt.

De beschikbare gemeentelijke **terreinen** zullen aan evaluatie onderworpen worden en de nieuwe meerderheid zal waken over de densificatie ervan wanneer nieuwe bouwprojecten bestudeerd zullen worden met respect voor de geldende regels. De nieuwe meerderheid wil de ongeëigende **opdeling** van woningen (in samenwerking met de cel Huisvesting) verbieden, optreden tegen illegale bouwwerken (specifiek binnen woonblokken) en wil dat de wettelijke bestemmingen gerespecteerd worden.

3.2. De grote stedenbouwkundige uitdagingen

Bepaalde grote bodembestemmingsprojecten verdienen een inspanning inzake overleg, participatie en informatie naar de burger en specifiek de buurtbewoner toe.

- het **Kanaal** moet veel aandacht krijgen zodat deze wateras een plek wordt in Brussel waar je niet omheen kan. De Kanaalas moet economische, residentiële en ontspanningsactiviteiten verenigen binnen een groot

coherent en kwaliteitsvol geheel. Scholen, crèches en parken zullen het aanbod aan collectieve infrastructures vervolledigen. De nieuwe voetgangersbrug aan de St.-Mariastraat is een extra brug, een extra gelegenheid die de nieuwe meerderheid wil grijpen om Molenbeek met Brussel-Stad te verbinden ;

- het **Weststation** blijft het laatste grote terrein (meer dan 12 hectaren) dat nog ingericht moet worden. Hoewel beschouwd op heden als een breuk in het stadsweeffel, moet het een scharnier worden tussen twee delen van de gemeente. Op grond van de specifieke kwaliteiten van de site, o. a. het feit dat het weldra een van de meeste ontwikkelde multimodale polen van het Gewest zal zijn, zal men groen licht moeten geven, via een richtschema, voor de inplanting van verschillende functies die een evenwicht zullen vormen tussen de economische sectoren (inkoopcentrum, KMO die de lokale werkgelegenheid leven zullen inblazen), onderwijs en vorming, cultuur, recreatie en huisvesting (kwaliteitshuisvesting), een geïntegreerde stortplaats met toevoeging van ruimtes die de uitbating van een *urban mining*-site toelaten met de bedoeling maximaal de stadseigen bronnen opnieuw te gebruiken, en groene zones in functie van de wijk- en gemeentenoden. De kenmerkende mixiteit van de naburige wijken (woningen en ondernemingen), alsook de middelmatige dichtheitsgraad inzake bouw en grondbezetting zullen in het bijzonder bepalende criteria vormen in de toekomstige aanlegactiviteiten. Anderzijds zal het concept gedacht moeten worden in een mobiliteitsoptiek – specifiek in functie van de toekomstige RER –, maar evenzeer in een optiek van dienstverlening naar de burger toe. Een openbare parking verbonden met het station en de metro zou het doorgaand verkeer moeten verminderen. Dit is een strategische plaats voor revitalisatie van de wijk en voor de verbinding tussen twee wijken van Molenbeek die momenteel hermetisch van elkaar afgesloten zijn ;
- de **Ninoofse poort** is een belangrijke inzet geworden binnen de stadsheraanleg van Brussel. De nieuwe meerderheid zal haar stem laten weerklinken opdat het project rekening zou houden met de inwoners van Molenbeek en opdat de Ninoofse poort een reële toegang zou bieden tot de wijken van Molenbeek. Wij zullen erover waken dat de mixiteit van functies en de goede aanleg van de naburige locaties zullen gerespecteerd worden. Het lopende project voorziet sociale woningen, privéwoningen en hieruit voortvloeiende collectieve inrichtingen, dit alles omringd door een park van één hectare ;
- het **Sainteletteplein** zou op middellange termijn een groot immobiëlproject moeten herbergen ; de nieuwe meerderheid zal erop letten dat aan dit project de verwachte mixiteit gegeven wordt ;
- het ziet ernaar uit dat de autohandel minder en minder geschikt is voor de **Heyvaert**wijk. De overplaatsing van deze wijk zal bestudeerd worden

binnen het perspectief van de aanleg van een hub bestemd voor autohandel in de haven van Brussel ;

- hoewel gelegen op het grondgebied van Brussel-Stad zal de site **Tours en Taxis** een ontwikkeling kennen die van directe invloed zal zijn op het leven in de Maritiemwijk. De gemeente zal, via consultaties die georganiseerd zullen worden ter gelegenheid van vergunningsprocedures, die initiatieven verdedigen die de grootst mogelijke openheid en toegankelijkheid vanuit de site naar onze wijken garanderen, alsook een tweede **pool voor vuilnisophaling** zoals in het Weststation.

4. STRATEN EN WEGEN – GROTE WERKEN OVER HET GEHELE GRONDGEBIED

Openbare werken vindt men terug in alle domeinen en op alle niveaus van het gemeentebestuur. Ze vervullen een sleutelrol en moeten evenzeer gesubsidieerde projecten, mobiliteit en ateliers op transversale manier coördineren. Hiertoe zal een **task force** in leven geroepen worden. Het gaat om een coördinator met als taak de transversaliteit tussen de verbonden of complementaire diensten te materialiseren ; het resultaat zal bestaan uit een degelijk management inzake het beheer en / of de conceptie van renovatie- of bouwprojecten, van straten en openbare ruimtes en inzake de opvolging en de bewaking van **werven**, de instandhouding van het openbaar patrimonium en van het gehele publieke domein.

De bedoeling is het architecturaal en artistiek patrimonium van de gemeente, de geklasseerde sites, gebouwen en monumenten (zoals het kerkhof) te valoriseren.

Indien in de loop van deze nieuwe legislatuur de werkzaamheden voorzien in meerdere **wijkcontracten** in bepaalde gevallen in de uitvoeringsfase belanden of, in andere gevallen, helemaal geconcretiseerd worden, zullen de gemeentelijke instanties verder pogen nieuwe aanvullende financieringen te verkrijgen zodat deze algemene revitalisatie verder gezet kan worden, hetzij binnen de betrokken wijken, hetzij op andere prioritaire welbepaald afgebakende zones in samenwerking met de gewestelijke, federale of Europese overheden.

Het College zal erover waken de Beliris-projecten te beheren (Natuurhuis, Marie-Josépark, Karreveldkasteel en omgeving).

4.1. Straten en wegen

Inzake wegen **straten en wegen** werden reeds talrijke renovaties uitgevoerd, soms diepgaand. De gemeente zal dit renovatiebeleid nochtans in hoge mate verder zetten. Elke weggebruiker moet zijn plaats krijgen op de openbare weg, als persoon met beperkte mobiliteit, voetganger, fietser, gebruiker van het openbaar vervoer of automobilist. De nieuwe meerderheid zal meer dan ooit aandacht schenken aan de harmonieuze coëxistentie op dit vlak.

4.2. Verlichting

Het moderniseringsprogramma inzake **verlichting** van het geheel van de gemeente zal verder gezet worden via de wijkcontracten, de driejarenplannen gefinancierd door het Gewest en de werken op eigen middelen. Een constante betreffende energiebesparing zal eveneens van toepassing zijn in de openbare verlichtingsprojecten gevoerd door SIBELGA.

4.3. Openbare plaatsen

De gemeente verbindt zich ertoe verder te beantwoorden aan de vraag naar **openbare plaatsen**, telkens dit mogelijk is, met de hulp van hogere instanties, waarbij steeds uiterst grondig de mogelijkheden tot duurzaamheid zullen bestudeerd worden dankzij een autonomisatie van de verschillende projecten op het einde van de subsidiëringsperiodes.

4.4. Actieve betrokkenheid van de bewoners in projecten met betrekking tot hun wijk

Dit beleid van verbetering van het levenskader van de Molenbekenaren richt zich ook tot de *bewoners zelf* en zal hen toelaten grote werkzaamheden gedragen door de publieke overheid verder te versterken. De gemeente zal de wijkcomités telkens raadplegen en met hen samenwerken telkens dit mogelijk is, en de stedenbouwkundige dossiers zullen voorwerp uitmaken van overleg met de betrokken bevolkingsgroepen. De gemeente zal waken over de toepassing van de stedenbouwkundige regels in het geheel van de gemeente en over het goede begrip ervan door de bewoners. De gemeente zal eveneens instrumenten ontwikkelen van **actieve participatie vanwege de bewoners** in de uitwerking van vernieuwings- en revitalisatieprojecten van hun wijk:

- Een meerjarenplan inzake renovatie en onderhoud van straten en wegen, van openbare ruimtes, van groene ruimtes, van verlichting en van alle realisaties zal opgesteld worden op basis van de bestaande gegevens die voortdurend geactualiseerd zullen worden. Dit plan zal aan de bevolking voorgelegd worden vooraleer het definitief aanvaard wordt.
- De gemeentelijke diensten zullen alles doen om overlast voor buurtbewoners ten gevolge van openbare werken te voorkomen en indien

nodig te verzachten. In dat opzicht zal de opvolging van de werven verbeterd worden opdat de **privé-aannemers** de voorwaarden zouden respecteren (plaatselijke toestand van straten en wegen vóór en na, netheid rond de werf, ...).

- Het Gewest responsabiliseren en motiveren om concrete stappen te ondernemen om gewestelijke straten en wegen beter te onderhouden en eventuele schade te repareren.
- Ter preventie van het risico op overstroming zal de gemeente bij de modernisering en het onderhoud van haar riolennet de aanbreng van spaarbekkens bespoedigen op de Karreveldlaan en in het Marie-Josépark.

5. EEN TOEGANKELIJKERE EN DUURZAMERE HUISVESTING

De Grondwet bekrachtigt het recht op behoorlijke huisvesting voor allen in artikel 23. Ten overstaan van de demografische boom, de economische crisis en de huisvestingscrisis zal Molenbeek een krachtige inspanning leveren om dit recht daadwerkelijk toe te passen tussen 2012 et 2018.

Er zullen tal van actieterreinen zijn : het aantal openbare woningen vermeerderen, het bestaande woningenbestand renoveren (met inbegrip van het aantal koopwoningen voor modale gezinnen), het aanbod diversifiëren en vormen van solidair wonen ontwikkelen, een beter bestuur en een betere duurzaamheid garanderen, in het bijzonder door het instellen van één enkel inschrijvingsloket, onbewoonde woningen terug openstellen, onbewoonbaarheid bestrijden of ook optreden tegen huisjesmelkers.

5.1. Het aantal openbare woningen vermeerderen

- Voor de bevolkingsgroepen die het moeilijkst toegang krijgen tot huisvesting, de creatie van minstens 800 bijkomende woningen met sociaal oogmerk in gang zetten.

Steunen op de gemeentelijke, regionale en federale actoren, alsook op de privé-eigenaars in de volgende indicatieve proporties :

- 600 sociale en middelgrote woningen, te ondersteunen in het kader van het gewestelijk huisvestingsplan (454 gewestelijke woningen in uitvoering, nl. La Lavoisier, Vandenboogaerde, Lemaire, Ninoofse Poort, Requette en Schols; alsook een honderdtal bijkomende woningen) ;
- 100 gemeentelijke woningen ;
- 100 privaatwoningen in openbaar beheer via sociale immobiliënkantoren, waaronder het sociaal verhuurkantoor "La Molenbeekoise" (SVK), die de gemeentelijke voorziening inzake huisvesting zal integreren.

In de context van de toename van het aantal privaatwoningen zal de creatie van deze openbare woningen toelaten minstens de regionale doelstelling van 15 % openbare woningen met sociaal oogmerk te bereiken. In algemene zin is het van belang ook de sociale mixiteit te verbeteren over de gehele gemeente, alsook in elke wijk. Er zal gestreefd worden naar een beter evenwicht tussen alle types van huisvesting, zowel wat betreft de verschillende prijsniveaus (sociaal / midden / ...), als de initiatiefnemers (openbaar / privaat), als de bewoning (huurder, eigenaar). Er zal ook gestreefd moeten worden naar een verbetering van de kwaliteit en de duurzaamheid van het huisvestingsbestand.

- Het aanbod diversifiëren en vormen van collectief en solidair wonen ontwikkelen, in het bijzonder voor :
 - grote gezinnen : bij nieuwe projecten privilegiëren van woningen met minimum 3 kamers et, in het bestaande bestand, de verhuizing bevorderen van gezinnen naar woningen aangepast aan hun grootte ;
 - personen met beperkte mobiliteit : in alle projecten minstens 20 % van de woningen aanpassen ;
 - jongeren tussen 18 en 25 jaar : collectieve gemeenschapswoningen creëren op basis van jongerenprojecten om de overgang van gezinswonen naar individueel wonen te vergemakkelijken, en deelnemen aan specifieke projecten van sociale immobiliënkantoren ;
 - bejaarde personen : de installatie van intergeneratieke gemeenschapswoningen bevorderen zodat bejaarden thuis kunnen blijven wonen, en indien ze dit wensen, zich te verenigen in acquisitieve groepswoonprojecten (*community land trust*-projecten en coöperatieve projecten);
- Projecten ondersteunen die middelgrote acquisitieve woningen van de GOMB of algemeen geconventioneerde woningen creëren die het mogelijk maken eigenaar te worden.
- De oprichting bestuderen van een gemeentelijke grondregie om efficiënt gelegenheden te baat te nemen om gebouwen of terreinen aan te kopen (recht tot voorkoop in een uitgebreide perimeter) en zo de productie van woningen, collectieve infrastructures (crèches, verenigingslokalen) en handelszaken (in samenwerking met de betrokken diensten) mogelijk maken.
- het aantal noodwoningen (sociaal hotel) of transitwoningen verhogen om mensen toe te laten hun levensbeproevingen het hoofd te bieden (rampen, familiegeweld, afkicken, etc.) en de sociale begeleiding van huurders versterken via een intensere samenwerking met gespecialiseerde verenigingen, de gemeentelijke dienst voor hulp aan slachtoffers en het OCMW.

5.2. Een beter bestuur en een betere duurzaamheid garanderen

- Eén enkel inschrijvingsloket instellen voor alle openbare woningen : sociale woningen (Logement Molenbeekois), gemeentelijke eigendommen en woningen beheerd door het sociaal verhuurkantoor “La Molenbeekoise” (SVK). Dit loket zal eveneens alle inlichtingen en begeleiding verstrekken om gewestelijke en gemeentelijke hulp te verkrijgen: huurwaarborgen, verhuistoelages, groene en sociale kredieten en leningen, woningfondsleningen, informatie over referentiehuur.
- De geobjectiveerde toekenningsbeslissingen van sociale en gemeentelijke woningen garanderen door te steunen op toekenningscommissies die de gewestelijke ordonnantie volledig respecteren. Zoveel mogelijk afwijkingen beperken (op grond van evaluaties gestaafd door sociaal assistenten). Een gedepoliteerde administratieve opvolging verzekeren op zo'n manier dat de getroffen beslissingen in werking gesteld worden zonder partijdige tussenkomst of schijn van cliëntelisme. In die zin de communicatie naar de kandidaat-huurders moderniseren door blijk te geven van pedagogie.
- Het openbaar woningbestand renoveren om de leegstand terug te dringen : de werf lanceren waardoor alle woningen met de normen in overeenstemming gebracht worden, meer bepaald Potaerdegatstraat, de Gunststraat, en de ecologische renovatie van de Brunfautoren, door huurders erbij te betrekken.
- Regelmatig de openbare woningen en de omgeving ervan onderhouden, de veiligheid ervan verzekeren om verloedering te vermijden; sneller ingrijpen bij signalering ;
- Gemeenschapswerk versterken door de kwaliteit en de frequentie van informatieverstrekking en overleg tussen de operatoren van openbare huisvesting (met inbegrip van le Logement molenbeekois) en de huurders te verbeteren, hierbij steunend op de Adviesraad voor Huisvesting en gelijkaardige te creëren structuren (voor de gemeentelijke eigendommen en het sociaal verhuurkantoor la Molenbeekoise).
- Met de steun van de milieu- / energiedienst en in goede samenwerking met het OCMW in praktijk brengen van duurzame ontwikkeling in alle huisvestingsprojecten : energiebesparingen (maximale isolatie, laag verbruik of passief met sensibilisering en begeleiding van de huurders), waterbesparing (hergebruik, collectoren), collectieve uitrustingen (cogeneratieketels, fotovoltaïsche en thermische panelen, groene daken, moestuinen en collectieve compostering), systematische participatie van (toekomstige) bewoners aan hen betreffende beslissingen.
- Steun opdrijven aan gespecialiseerde verenigingen (bv. “Netwerk Wonen”, “La Rue”, “Bonnevie” etc.) in de complementaire en kritische rol die deze spelen bij het huisvestingsbeleid en de ontwikkeling van programma's van sociale cohesie, in de participatie aan huisvesting (waaronder de Adviesraad voor Huisvesting), en bij

de steun die ze verlenen aan burgers op zoek naar behoorlijke huisvesting of verbetering van hun woning (uitlenen van materiaal, opleiding inzake isolering, etc.);

- Versterken van het gemeentelijk observatorium voor huisvesting binnen de Cel Huisvesting om te anticiperen op evoluties ;

5.3. Woningleegstand, onbewoonbaarheid en uitbuiting van armoede bestrijden

- **De strijd opdrijven tegen onbewoonbaarheid en huisjesmelkers:**
 - Het aantal gemeentelijke agenten die misbruik op het terrein vaststellen opvoeren, in samenwerking met de gewestelijke huisvestingsinspectie en de betrokken huurders systematisch helpen om een nieuwe woning te vinden ;
 - Om onbewoonbaarheid te bestrijden :
 - privateigenaars ontraden hun woning in een toestand van onbewoonbaarheid te laten door het aantal agenten van de Cel Huisvesting op te drijven en door hun samenwerking met het OCMW te verbeteren. Dit is mogelijk door hen te herinneren aan de wetgeving, hen aan te sporen om de nodige werken uit te voeren (in het bijzonder de mogelijkheden geboden door sociale economie) en, desgevallend, hen te helpen bij het verkrijgen van renovatiepremies of bij het verhuren van hun eigendommen via een sociaal immobiliënkantoor die de werken coördineert ;
 - de onbewoonbaarheidstaks verhogen bij wijze van ontrading ;
 - een plan ter overeenstemming met de normen opstellen voor alle openbare woningen en dit succesvol uitvoeren tijdens de ambtsperiode.
 - Om op te treden tegen huisjesmelkers, proactief uitbuitingssituaties opsporen (in het bijzonder onrechtmatige opdelingen van woningen): een samenwerkingsprotocol invoeren tussen de Cel Huisvesting, de bevolkingsdienst en de politiezone. Nauw samenwerken met de Regionale Inspectie.

- **Onbewoonde of verlaten eigendommen terug op de huurmarkt brengen**
 - Eigenaars informeren over renovatiepremies ;
 - Optreden tegen immobiliënspeculatie : ontraden via boetes op ongebruikte gebouwen (woningen en kantoren) en terreinen. Deze zullen hoger zijn dan de meerwaarde verkregen bij herverkoop. De inning ervan toevertrouwen aan de gespecialiseerde dienst van het Gewest. Op meer systematische manier vorderingen tot staking overwegen ten overstaan van de betrokken eigenaars ;
 - Gebruikmaken van het "openbaar beheersrecht" dat de gemeente toelaat langer dan één jaar onbewoonde woningen op te vorderen en zich in de plaats te stellen van in gebreke blijvende eigenaars door deze woningen terug te verhuren ;
 - Aanmoedigen van overeenkomsten voor preciaire bewoning liever dan het kraken van panden ;
 - Winkeliers begeleiden bij het verbouwen tot woonverdiepingen boven winkels.

6. MOBILITEIT MET RESPECT VOOR IEDERS AUTONOMIE

Het doel van het mobiliteitsbeleid is de levens- en woonkwaliteit in alle wijken te vrijwaren en te verbeteren, rekening te houden met de gewestelijke functies van bepaalde grote assen en van de ontwikkelingspolen gelegen in St.-Jans-Molenbeek, op doortastende manier (maar met respect voor ieders autonomie) de alternatieve manieren van verplaatsing te promoten (en dus verplaatsing per fiets, te voet en met het openbaar vervoer of via carpooling aan te moedigen), en dit in een perspectief van duurzame ontwikkeling. Dit beleid omvat tevens de actieve samenwerking met actoren en verenigingen op het terrein om het beheer van de openbare ruimte te verbeteren (Fietzersbond, GRACQ, verenigingen van mensen met beperkte mobiliteit en andere organisaties van weggebruikers, politie, gemeenschapswachten, stewards). Actieve samenwerking met het Gewest en de buurgemeenten is eveneens onontbeerlijk.

Een essentieel instrument om deze politiek te voeren is het **Gemeentelijk Mobiliteitsplan (GMP)**. Zo zal de gemeente de activering van de maatregelen voorzien in het eerste GMP tot een goed einde brengen, met inbegrip van de richtingaanwijzende markeringen. De updatestudie van dit plan (GMP 2) werd aangevat in de loop van de vorige legislatuur, zal afgerond worden en voorwerp uitmaken van een grootschalig overleg in het eerste semester van 2013, in het bijzonder met de voorvermelde actoren en verenigingen. Dit nieuwe plan zal vervolgens omgezet worden in concrete, precieze, realistische en evalueerbare maatregelen.

De gemeente zal doorgaan met het creëren van **zones 30** en maatregelen nemen om de zichtbaarheid en de inachtneming ervan te verhogen. Het meet- en preventiemateriaal (radars) zal uitgebreid worden om de gemeente toe te laten objectief de interventieprioriteiten te bepalen. De gemeente zal ook waken over het comfort en de toegenomen veiligheid van mensen met een beperkte mobiliteit. Concrete aanpassingen zullen gedaan worden en de toegang tot voetpaden zal makkelijker worden, in het bijzonder in winkelzones.

De **wegveiligheid in de buurt van scholen** zal verbeterd worden. Fietspaden en zones 30 zullen gecreëerd worden, alsook samenwerkingsverbanden met het (de) openbare vervoersnet(ten). Elke school zal aangespoord worden om een mobiliteitsplan op te stellen (voor zowel leerlingen, ouders als leerkrachten).

De gemeente zal zo veel mogelijk de ontwikkeling van de **fiets** bevorderen. De nieuwe meerderheid zal de integratie van de fiets voortzetten in projecten waarbij straten en wegen heringericht worden. De gemeente zal erover waken zo goed mogelijk samen te werken met het Gewest met het oog op de aanleg van gewestelijke fietspaden. Ze zal een doorgedreven en gecoördineerde politiek voeren inzake parkeermogelijkheden voor tweewielers (fietsbogen, fietsboxen, stallingen in parkings buiten straten en wegen) en elke plaats die van commercieel, cultureel, administratief belang of drukbezocht is, voorzien van fietsparkeergelegenheid.

De gemeente zal verder de **carpoolstations** uitbreiden in het kader van het toekomstige gewestelijk arrest dat de gebruiksmodaliteiten zal vastleggen van de stationeringsplaatsen gereserveerd op straten en wegen voor gebruikers van motorvoertuigen die aan carpooling doen (arrest carsharing).

Inzake **openbaar vervoer** zal de gemeente waakzaam blijven en haar oor te luisteren leggen inzake de restructureringsplannen van het openbaar vervoer. Ze zal van nabij de ontwikkelingen van de netten en eventuele problemen in dit verband opvolgen, speciaal voor grote projecten als het Weststation en Tour en Taxis. Ze zal tevens nauw contact bewaren met de openbare vervoersmaatschappijen om verbeteringen en aanpassingen te suggereren ten voordele van de inwoners van Molenbeek.

De gemeente zal haar **politiek van sensibilisering** ten voordele van alternatieven voor de auto verder zetten via het organiseren van evenementen (autoloze zondag, Cyclovia, Dring dring week,...) en via opleidings- en informatieacties ten behoeve van kinderen, maar ook volwassenen (programma om hen terug in het zadel te krijgen), in samenwerking met fietsverenigingen (Gracq, Pro Vélo, Cyclo).

Inzake parking zal de gemeente erover waken dat in elke wijk de parkeerplaatsen voor buurtbewoners bevoorrecht worden. Enerzijds moet het beheer inzake parkeren zich uitstrekken over alle straten en wegen van de gemeente. Anderzijds zal het parkeerbeleid erop gericht zijn het openbare parkeeraanbod buiten straten en wegen voor buurtbewoners te vergroten, ter compensatie van de parkeerplaatsen afgeschafte op straten en wegen, zoals dat weldra het geval zal zijn

op het Gemeenteplein. De gemeente zal de verschillende mogelijke formules nagaan (uitbating door de gemeente van bestaande, maar onvoldoende gebruikte parkings, creëren van openbare / private samenwerkingsverbanden met het oog op het ter beschikking stellen van locaties voor privaatparkings ten behoeve van bewoners en winkeliers of voor de aanleg van parkings). Deze parkings buiten straten en wegen zullen eveneens voorzien zijn van passende bewaking en degelijke ruimtes voor fietsen, motoren en auto's en er zal een aangepaste signalisatie aangebracht worden om de zichtbaarheid ervan en het aantal beschikbare plaatsen te verbeteren. Bovendien zullen ze converteerbaar zijn in openbare ruimtes die de bewoners toelaten de locatie opnieuw te gebruiken voor sportactiviteiten, en culturele of economische evenementen zoals een overdekte markt.

In dezelfde geest zouden ongebruikte parkings buiten private straten en wegen moeten uitgebaat worden ten behoeve van de buurtbewoners. Hiertoe zou een overeenkomst tussen de eigenaar en de gemeente kunnen voorgesteld worden waardoor beheer via de administratie mogelijk wordt.

De gemeente zal er ook over waken dat leveringen aan winkels en ondernemingen onder de beste voorwaarden geschieden. De ontwikkelde leverzones (**gele zones**) waarop zowel gemeentelijke agenten als politie mogen optreden, zullen veralgemeend worden.

Wat betreft de strijd tegen **onburgerlijk gedrag** zal een door de politie gestuurde werkgroep de verschillende gemeentelijke diensten verenigen om een efficiënt en coherent beleid te voeren dat beroep doet op de meest efficiënte instrumenten (mobiele radars, computersoftware, camera's, etc.). Optreden tegen **straffeloosheid**: elk misdrijf vraagt om genoegdoening, zowel voor de overtreder als voor het slachtoffer. De levenskwaliteit in de stad is belangrijk en elke daad van vandalisme of elke uitschuiver is een inbreuk op het open karakter van onze gemeente. We zullen de mogelijkheid bestuderen om voor de gemeente **werken van algemeen nut** te vragen met de bedoeling de schade veroorzaakt door onburgerlijk gedrag op de openbare weg te vergoeden, bv. graffiti op gevels verwijderen, werken op de dienst aanplantingen of netheid, etc.

De **financiële voordelen** gegenereerd door het instellen van een betalend parkeersysteem zullen voornamelijk aangewend worden voor een betere mobiliteit in de gemeente, alsook voor de heraanleg van de stedelijke publieke ruimte: heraanleg van straten, van openbare ruimtes, bouw van parkings, ...

Ten slotte zal de gemeente, conform de gewestelijke verplichting, haar **bedrijfsvervoerplan** (BVP) verder te zetten, waarbij het personeel van alle gemeentelijke gebouwen betrokken zal worden. De gevoerde acties zullen steeds tot doel hebben het wagenpark op rationele manier te gebruiken en alternatieven voor de auto aan te moedigen onder het gemeentepersoneel.

Anderzijds zal de gemeente de begeleiding van Molenbeekse bedrijven verder zetten bij het realiseren van hun bedrijfsvervoerplan en alles in het werk stellen om hierover advies uit te brengen wanneer Leefmilieu Brussel hierom vraagt.

7. LEEFMILIEU, ENERGIE: NAAR EEN DUURZAME ONTWIKKELING

7.1. Algemene principes

Leefmilieu en energie worden transversale beleidsdomeinen en worden niet begrensd tot één bevoegdheid. De samenwerking met andere beleidsdomeinen is een randvoorwaarde om van Sint-Jans-Molenbeek een voorbeeld te maken inzake duurzame ontwikkeling.

Het gemeentebestuur zal eigen initiatieven ontwikkelen, doorgaan met de uitvoering van bestaande gemeentelijke projecten en projecten van profit- en non-profit organisaties waarderen door ze in breder kader te plaatsen en bekend te maken bij een breder publiek.

We werken een communicatiestrategie uit die alle inwoners van de gemeente kan bereiken, rekening houdend met de bestaande grote diversiteit.

In alle initiatieven inzake leefmilieu en energie zal het gemeentebestuur streven naar participatie en betrokkenheid van de inwoners en andere sleutelactoren en naar een betere mix van de doelgroepen.

Om de efficiëntie van de dienstverlening te verbeteren en een globaal en transversaal beleid te kunnen ontwikkelen, wordt één administratieve dienst "duurzame ontwikkeling en ecologische transitie" gecreëerd, die de verschillende bestaande diensten (milieu-advies, groene ruimtes, vergroening ploeg in het kader van de gesubsidieerde projecten, Agenda 21, enz.) in één dienst samenbrengt.

Om de transversaliteit van dit beleidsdomein te garanderen, bestuderen we de meerwaarde om in elke dienst een "aandachtsambtenaar" te hebben, die vorm kan geven aan de duurzame ontwikkeling binnen zijn/haar domein. Deze ambtenaren zullen adequaat opgeleid worden.

Het Natuurhuis wordt één van spelers van de dienst “duurzame ontwikkeling en ecologische transitie” die een rol kan spelen in de communicatie en het advies naar de inwoners, organisaties en bedrijven.

- **Leefmilieu en duurzame ontwikkeling:** Rekening houdend met de steun van het Gewest en de toekomstige ordonnantie, wordt Sint-Jans-Molenbeek een voorloper inzake het gebruik van de milieu- en sociale clausules in alle openbare aanbestedingen en duurzame aankopen.
- Sint-Jans-Molenbeek engageert zich verder in de **Agenda 21**, met bijzondere aandacht voor de rol die het OCMW kan/moet spelen.
- **Duurzame voeding:** door samenwerking van alle betrokken schepenen wordt gewerkt aan een lastenboek voor duurzame maaltijden. Tegen 2018 worden alle maaltijden, geserveerd in gemeentelijke scholen, crèches, OCMW rusthuizen, enz., duurzaam. De tussenkomst van het Gewest is wel noodzakelijk om de financiële haalbaarheid zowel voor de gebruikers alsook voor het gemeentebestuur te garanderen. Het gemeentebestuur sensibiliseert andere privé initiatieven (scholen en crèches van andere netten, dienstencentra, enz.) om dit voorbeeld te volgen.
- In elke wijk een moestuin: collectieve moestuinen dragen niet alleen bij tot het bewust worden van het belang van duurzaam eten en consumeren, maar zijn plaatsen bij uitstek voor sociale contacten en bieden ook goedkope en gezonde voeding. Het gemeentebestuur zorgt voor een inventaris van de geschikte plaatsen, betreft bewoners, buurtcomités en andere organisaties en stelt een minimumuitrusting ter beschikking. Bijzondere aandacht gaat naar (basis en middelbare) scholen en jeugdorganisaties.
- Nieuwe groene ruimtes en een beter onderhoud van degenen die reeds bestaan: naast de projecten voorzien in het kader van de wijkcontracten, zal het gemeentebestuur de inspanningen voor de vergroening van de straten en de wijken verder zetten. Er wordt ingezet op de creatie van kleine groene en speelruimtes, groene daken en het gemeentebestuur zal zich inschrijven in het gewestelijk natuurplan. Scheutbos : structureren van de geklasseerde site volgens de stedenbouwkundige vergunning.
- Een blauw en groen netwerk in de gemeente: de uitvoering van het bestaande “gemeentelijke Groene wandeling”-project verderzetten, door o.a. veilige en groene verbindingen ontwikkelen om wandelen en fietsen aan te moedigen. De aanwezigheid van het water in de publieke ruimte gebruiken om de biodiversiteit te bewaren.
- Initiatieven ondersteunen die de zachte mobiliteit promoten: bv. samen te voet naar school, fietslessen voor volwassenen, een gemeentelijk fietspark enz. Daarnaast worden ook lage-emissiezones afgebakend om de luchtkwaliteit in de wijken te verbeteren.
- Een ambitieus afvalbeleid: minder afval, meer hergebruik. I.s.m. de dienst van openbare netheid wordt gewerkt aan een betere opvolging en bestraffing van alle milieuovertredingen. De dienst van openbare netheid, moedigen we verder collectieve compostering aan, sensibiliseren we inwoners en kleine handelaars, herwaarderen we de “gevoelige” plekjes voor sluikestorten door

participatieve projecten met kinderen en jongeren. Het gemeentebestuur zal elk initiatief ondersteunen dat het hergebruik stimuleert: "weggeefwinkels", gratis brocantes, enz. Tegelijkertijd worden ambitieuze samenwerkingen ontwikkeld tussen designers, stylisten, kunstenaars aan de ene kant en scholen en jongerenorganisaties aan de andere, om van het hergebruik van afgedankte materialen, kleren, enz. een rendabele, originele en creatieve sector te maken en de competenties van onze jongeren te ontwikkelen en in de verf te zetten. In het kader van de gewestelijke Alliantie Werkgelegenheid-Leefmilieu worden ook samenwerkingen met sociale economie bedrijven ontwikkeld (bv. Kringloopwinkels, wijkcontainerparken, ...).

7.2. Energie

Renovatie en bouw van gemeentelijke gebouwen, rekening houdend met energiebesparing, maar ook met biodiversiteit (kleine in holen levende stadsfauna, groengevels en -daken).

Sint-Jans-Molenbeek wil in opvolging van het ondertekende lokaal klimaatpact en de engagementen genomen in het kader van de Europese conventie van de burgemeesters, in de volgende zes jaar het meest ambitieuze gemeentelijk energieplan realiseren van het Brussels Gewest. De inwoners, de bedrijven, de gemeentelijke diensten en initiatieven (scholen, OCMW, rusthuis, crèches, gemeentelijke vzw's, enz.), de sociale huisvestingsmaatschappij en de non-profit organisaties worden ondersteund in:

- het verminderen van de prijs van elektriciteit per kWh (door bv. gegroepeerde aankopen, verandering van leverancier, enz.) en het gebruiken van groene stroom;
- het toepassen van kleine ingrepen om het gebruik van energie te verminderen (via bv. de quick scan). Dit kan o.a. leiden tot de ontwikkeling van sociale economie projecten binnen de Mission Locale en/of het OCMW;
- het realiseren van isolatiewerken, of andere meer ingrijpende aanpassingen (bv. zonnepanelen, groene daken, regenwatertanken, ...) aan het gebouw zonder dat zulke werken de stedelijke biodiversiteit verminderen. De financiering daarvan kan o.a. gebeuren door de creatie van coöperatieven. De samenwerking met sociale economie ondernemingen (zie het project Isoprím) wordt gestimuleerd. Het gemeentebestuur zal hierin een ondersteunende en informatieve rol spelen. Het college zal een gedetailleerd energieplan indienen bij de gemeenteraad binnen de zes maanden volgend op de installatie van het nieuwe college.



**VOOR HET WELZIJN VAN ALLEN EN DE
ZELFONTPLOOIING VAN DE MOLENBEKENAREN:
VERENIGINGLEVEN, ONDERWIJS, KLEINE KINDEREN,
JEUGD, SPORT, SOCIALE SAMENHANG, SOCIALE ACTIE,
BEJAARDEN, GEZONDHEID, CULTUUR,
INTERNATIONALE SOLIDARITEIT**

In onze gemeente zijn er tal van structuren die werken aan het welzijn van allen en de zelfontplooiing van elk individu. Buiten zijn scholen, huiswerk scholen, academies, het Huis der Culturen en Sociale Cohesie en sportclubs, beschikt Molenbeek over een dynamische en gediversifieerde verenigingssector zowel in de sportieve en culturele sector als in de jeugd-, hulpverlenings- en seniorensector. Het gaat erom dit verenigingsleven op correcte en transparante manier te ondersteunen.

- **Transversaal samenwerken om een antwoord te bieden op de uitdagingen van de Molenbekenaren**

Om een zo adequaat mogelijk antwoord te bieden op de uitdagingen van de Molenbekenaren moeten we de uitwisselingen en samenwerkingsverbanden tussen de verschillende gemeentediensten, maar ook tussen de verschillende eerstelijnsactoren ontwikkelen, ongeacht of ze voortspuiten uit de privéverenigingssector dan wel uit de publieke sector.

Het college wenst een ontsluiting tot stand te brengen door de samenwerking tussen al deze openbare en verenigingsstructuren, die deelnemen aan de dynamiek van Molenbeek, zoveel mogelijk aan te moedigen. Nog talrijker samenwerkingsverbanden zijn mogelijk. Ze zullen de draagkracht van de acties die iedereen onderneemt verhogen en de ontmoeting en uitwisseling tussen verenigingen en gebruikers in de hand werken.

- **Een rechtvaardige en transparante toekenning van subsidies garanderen aan organisaties**

Het college zal het reglement inzake toekenning van subsidies aan organisaties actualiseren en letten op een goede verspreiding ervan zodat een rechtvaardige en transparante toekenning aan Molenbeekse verenigingen mogelijk wordt.

De gemeente zal er overigens op letten dat de informatie betreffende de beschikbare steun goed verspreid wordt evenzeer op andere overheidsniveaus.

- **De toegang tot de collectieve gemeentelijke infrastructuur verbeteren**

Er zal speciale aandacht besteed worden aan een correcter en efficiënter gebruik van de gemeentelijke infrastructuur, prioritair ten dienste van de Molenbekenaren en het gemeenschappelijk welzijn. Het college wenst in het bijzonder op meer systematische manier schoolinfrastructuur (buiten de lesuren) ter beschikking stellen van de culturele, sociale en sportverenigingen, alsook van de academies.

- **Vrijwilligerswerk promoten**

Zonder de medewerking van vrijwilligers en vrijwilligsters zouden tal van verenigingen niet kunnen functioneren en zouden er tal van Molenbekenaren zijn die verstoken blijven van de diensten aangeboden door de huiswerkscholen, sociale en culturele organisaties en sportclubs. Om het aanbod van de verenigingsactiviteiten te versterken zal de gemeente een coördinatie van het vrijwilligerswerk organiseren ten dienste van de verenigingen en mensen die zich hiertoe willen engageren aan de zijde van de bezoldigde medewerkers, met speciale aandacht voor de intergenerationele en interculturele dimensie.

8. OPENBAAR ONDERWIJS

St.-Jans-Molenbeek beschikt over een bijzonder jonge bevolking. Deze jeugd incarneert een ontzaglijk dynamisch en creatief potentieel voor onze gemeente. Dit potentieel in realiteit omzetten veronderstelt dat er een goed beleid gevoerd wordt. Hier wordt een eersterangsplaats ingenomen door die vormen van onderwijsbeleid die de gelijke kansen, het welzijn en de emancipatie van iedereen bevorderen.

8.1. Kleuter- en basisonderwijs

In de komende jaren zal het college prioritaire inspanningen leveren om twee grote uitdagingen aan te nemen inzake kleuter- en basisonderwijs, namelijk:

- de uitdaging van de demografische boom tegen 2015, waarvan de eerste golf een weerslag zal hebben op onze crèches en onze basisscholen ;
- de uitdaging van de gelijke kansen voor elk kind.

8.1.1. Demografische boom

Molenbeek wordt sinds enkele jaren geconfronteerd met een substantiële toename van zijn bevolking. Deze demografische boom noopt tot aanzienlijke inspanningen

om aan ieder kind de toegang te garanderen tot kwaliteitsvolle schoolinfrastructuren.

Het college verbindt zich er bijgevolg toe de volgende doelstellingen na te streven :

- Verdere inspanningen leveren om de bestaande scholen te renoveren en te vergroten (School 11, Paloke, School 13 en School Windekind) ;
- Nieuwe scholen creëren (Koolmijnenkaai, Zaadstraat...);
- De mogelijkheid bestuderen om een nieuwe Franstalige middelbare school op te richten in St.-Jans-Molenbeek ;
- De inschrijvingssystemen binnen de scholen van de gemeente evalueren en een kadaster van het aanbod van beschikbare plaatsen in de Franstalige scholen opmaken, alsook een raming maken van de plaatsaanvragen voor de komende jaren in functie van het aantal jaarlijkse geboortes in de gemeente. Een duidelijke en uniforme inschrijvingsprocedure invoeren in crèches en gemeentescholen. Bovendien zal een 'monitoring centre' inzake beschikbare plaatsen de opdracht krijgen informatie te vergaren en op efficiënte manier de ouders oriënteren in hun zoektocht naar een school voor hun kind(eren).

8.2.2. Gelijke kansen op school

De school moet een plaats van gelijke kansen zijn. Om aan elke kind de nodige slaagkansen te bieden, zal de gemeente van de beheersing van de onderwijstaal een topprioriteit maken. Concreet verbindt het college zich ertoe :

- Een kwaliteitsonderwijs te promoten dat voor iedereen toegankelijk is via het toekennen van financiële en menselijke middelen aan scholen waar de nood voelbaar is. Deze toekomstige investeringen zullen gerealiseerd worden in samenwerking met de subsidiërende overheid ;
- Een 'Gemeentelijk plan voor gelijke kansen op school' in alle gemeentescholen in werking stellen. Dit plan zal er in de eerste plaats in bestaan de beheersing van de onderwijstaal te begunstigen. Logopedisten, opvoeders en psychologen zullen leerkrachten bijstaan en hen bijgevolg toelaten zich te concentreren op hun basistaak: kinderen leren lezen, rekenen, schrijven en op kritische manier nadenken. Bovendien zal een ploeg 'vliegende leerkrachten' samengesteld worden om beter de continuïteit van het onderwijs te verzekeren, alsook een specifieke ondersteuning van de zwakste leerlingen, in aanvulling op het reeds bestaande systeem van leerlingenbegeleiding.

Overigens, om de gelijke kansen en de ontwikkeling van alle kinderen te begunstigen, wenst het college ook :

- Kinderen zin te doen krijgen in lezen door een nauwe samenwerking te creëren met bibliotheken en de verschillende culturele instellingen van de gemeente ;
- Het leren van de tweede nationale taal van kindsbeen af te veralgemenen. Premies voor leerkrachten¹ zullen ertoe bijdragen deze studie uit te breiden. Dit werk zal uitgevoerd worden in goede verstandhouding tussen het Franstalig en het Nederlandstalig onderwijs. Bovendien zullen we de mogelijkheid bestuderen om immersieonderwijs te organiseren. Met de Schepen van Franstalig onderwijs worden uitwisselingen tussen “native speaker –leerkrachten” van de gemeentelijke scholen aangemoedigd en georganiseerd ;
- Aan te sporen tot voortgezette opleiding van leerkrachten, directies en omkaderingspersoneel ;
- Vernieuwende educatieve allianties te ontwikkelen tussen wijkscholen en verschillende netten, alsook samenwerkingsverbanden tussen de verschillende schoolnetten ;
- Originele strategieën in leven te roepen om aan zoveel mogelijk kinderen de kans te geven regelmatig kleuteronderwijs te volgen vanaf ten laatste de leeftijd van 5 jaar, indien mogelijk vanaf 3 jaar.

De gemeente benadrukt de noodzaak om de ouders meer te betrekken bij de schoolloopbaan van hun kind(eren). In dit opzicht neemt ze zich voor :

- de deelname van ouders aan het schoolleven te versterken en hen doen investeren in de schoolopleiding van hun kinderen (in het bijzonder om schoolmoeheid tegen te gaan). Participatieraden zullen versterkt worden en de oprichting van actieve en representatieve ouderverenigingen zal ondersteund worden. Pedagogische middelen zullen ter beschikking van de ouders gesteld worden om hen toe te laten zich vertrouwd te maken met het gebruik van internet samen met hun kinderen.

Ten slotte zal het college in algemenere zin ervoor ijveren om :

- de democratische burgerzin te ontwikkelen bij de jongsten op de plaats waar ze zich bevinden : op school (via cursussen ‘opvoeding tot burgerzin’), maar ook in verenigingen, sportclubs en buitenschoolse activiteiten in het kader van de Brede School. Ook ouders moeten gesensibiliseerd worden.

¹ Voor leerkrachten met een Nederlandstalig diploma in het Franstalig onderwijs en leerkrachten met een Franstalig diploma in het Nederlandstalig onderwijs.

8.2. Onderwijs en sociale promotie

Het nieuwe College verbindt zich ertoe het Franstalig onderwijs voor sociale promotie te ondersteunen en te promoten. Het gaat hier om een instrument dat bijzonder soepel en geschikt is voor de creatie van volwassenenopleidingen en het beantwoordt aan de noden van de arbeidsmarkt.

8.3. Academies

De nieuwe meerderheid verbindt zich ertoe voor de nodige middelen te zorgen om te kunnen beantwoorden aan de inschrijvingsaanvragen zowel van kinderen als volwassenen. Er zal steun verleend worden aan de verschillende Franstalige academies van de gemeente door, indien nodig, de uren en inplantingslokaties te vermeerderen. Er zal ook speciale aandacht besteed worden aan de kwaliteit van het pedagogisch materiaal, met inbegrip van instrumenten die ter beschikking gesteld worden van de academies. Bovendien zullen ook samenwerkingsverbanden tussen academies, cultuurpolen en verenigingen aangespoord worden.

9. CRECHES EN OPVANG VAN JONGE KINDEREN

Om het hoofd te bieden aan de demografische boom moeten alle ouders over een kwaliteitsvolle opvang voor hun kleine kinderen kunnen beschikken. In dit kader zal de meerderheid de volgende doelstellingen nastreven :

- Het aantal beschikbare opvangplaatsen voor kinderen tussen 0 en 3 jaar verhogen. Het aantal beschikbare plaatsen zal ten minste verdubbeld moeten worden in de crèches, zowel bestaande als te creëren crèches. Hiertoe is het passend samen met de subsidiërende overheid de mogelijkheid te overwegen om nieuwe crèches of nieuwe opvangstructuren te bouwen (coöperatieve kinderopvang, oudercrèches, ...) bij elke wijkcontract en elke aankoop van gebouwen door de gemeente ;
- Een systeem van omkaderde onthaalouders en / of een geconventioneerde onthaaldienst voor kinderen, indien mogelijk in samenwerking met de ONE en Kind en Gezin ;
- Een 'kadaster' van beschikbare plaatsen opmaken met een wachtlijst voor het geheel van de gemeentelijke crèches ;
- Overgaan tot een evaluatie van het (de) inschrijvingsyste(e)m(en) om, op termijn één enkel loket in te stellen met als opdracht het geheel van de inschrijvingen te centraliseren ;
- Een aanbod van flexibele opvang om het hoofd te bieden aan bijzondere of dringende situaties : atypische uurroosters, dringend terug opnemen van

een opleiding of job, verandering van werkritme van een zelfstandige, ziekte van een kind, zorg om een naaste, etc.

10. JEUGD

De nieuwe meerderheid wenst het welzijn en de emancipatie van alle jongeren te bevorderen door hen instrumenten aan te reiken opdat iedereen de middelen in handen zou hebben om zijn pad te vinden, de weg van het welslagen zou bewandelen en opnieuw zin zou krijgen in de toekomst.

10.1. Staten-Generaal van de jeugd

2013 zal het jaar van de Staten Generaal van de jeugd zijn. In deze grote raadpleging zal het gaan om alle actoren en verenigingen die met jongeren van 12 tot 25 jaar werken en om de jongeren zelf. Het doel is de lokale diagnose te verfijnen inzake de uitdagingen waarmee de jongeren in Molenbeek geconfronteerd worden. Deze Staten Generaal van de jeugd zullen uitmonden in de oprichting van een jeugdraad en ze zullen toelaten een actieplan uit te werken voor de legislatuur (met prioriteitsassen, subsidiëeringspolitiek voor verenigingen, concrete projecten, ...).

10.2. Buitenschoolse opvang

Het nieuwe College wenst de opvang van kinderen en adolescenten buiten de schooluren te verbeteren. Inzake buitenschoolse opvang beoogt de meerderheid :

- het aantal plaatsen in buitenschoolse opvang (Brede School) te vermeerderen en de oprichting ervan op het geheel van het gemeentelijk grondgebied te bevorderen. Er zal speciale aandacht besteed worden aan de overgang van basis- naar secundair onderwijs en aan slaagkansen in het secundair onderwijs. Bovendien zal het de bedoeling zijn de voorwaarden te creëren voor een optimale samenwerking tussen de opvoedkundige ploegen en de jeugd- en jeugdhulpverleningsdiensten.
- de opvang in scholen te verbeteren.
- de toegang van ouders tot informatie te verbeteren inzake de bestaande activiteiten en hen te sensibiliseren voor de educatieve voordelen waar de kinderen van profiteren als ze aan die activiteiten deelnemen.
- erover te waken dat zowel meisjes als jongens kunnen deelnemen aan het geheel van de georganiseerde activiteiten.

10.3. Het aanbod (inzake sport, cultuur en schoolbegeleiding) ontwikkelen en diversifiëren

In deze materie zal het college de volgende doelstellingen nastreven :

- een waarachtige politiek van toegang tot informatie voor jongeren ontwikkelen ;
- erover waken dat aan de jongeren van de gemeente een zo breed en divers mogelijke waaier van activiteiten aangeboden wordt en buitenschoolse emanciperende activiteiten bevorderen binnen verenigingen en op plaatsen die van de gemeente afhangen (wijkhuizen, CLES-sport, Cornimont, Bergendael...). Men zal bijzondere aandacht moeten hebben voor bepaalde publieksgroepen die momenteel vergeten worden (op grond van geslacht, cultuur, grondgebied, sociaal-economisch,...) bij de ontwikkeling of diversificatie van de activiteiten. Bovendien zal een inventaris van de in de gemeente aangeboden stageplaatsen, alsook een evaluatie van de voorziening "Eté Jeunes" gemaakt moeten worden om zo goed mogelijk het aanbod en de diversiteit ervan te vermeerderen ;
- een centrum oprichten dat gericht is op de ontwikkeling en het welzijn van de jongeren in overleg met de verschillende betrokken actoren (centrum voor geestelijke gezondheid, AMO, PMS, ...). Dit centrum zal de jongeren individueel begeleiden (bij adolescentencrisis, zitten blijven, gezinsconflicten, diefstal met agressie, cultureel conflict, drugs...), maar ook steun bieden bij de ontwikkeling van jeugdprojecten en de organisatie van collectieve activiteiten (praatgroepen,...). Deze plek zal ook aan de ouders toelaten steun en raad te zoeken en zal ook instrumenten aanbieden aan andere jongerenactoren (opvoeders, animatoren, leerkrachten...) ;
- jonge werkzoekenden begeleiden en opleiden door samenwerkingsverbanden te creëren tussen jeugddiensten en het arbeidsbureau. Er zal bovendien ook een echt overleg moeten plaatsgrijpen tussen enerzijds de verschillende actoren van het tewerkstellingsbeleid (Huis van het werk, het gemeentebestuur, de lokale missie, OCMW,...) en anderzijds de actoren die in contact staan met de jongeren om zo goed mogelijk de hulp bij het zoeken naar werk te verbeteren, maar ook de ontwikkeling van opleidingen die aangepast zijn aan de doelgroepen en de arbeidsmarkt.

10.4. De ouders mee betrekken en hen ondersteunen

Steeds vaker leven gezinnen, in het bijzonder éénoudergezinnen, geïsoleerd in hun wijk. Ze hebben nood aan hulp om het hoofd te kunnen bieden aan de moeilijkheden die ze ondervinden met hun kinderen. Het is van belang het aantal ontmoetingsplaatsen waar men met elkaar kan praten, de "ouderruimtes" en de gezinsbemiddeling uit te breiden en te ondersteunen (voor zover dit al bestaat). Bovendien moeten deze ontmoetingsruimtes toelaten aan kinderen en ouders die noch het Nederlands, noch het Frans beheersen, zich vertrouwd te maken met een van die talen.

Het is ook aangewezen ouders en jongeren te informeren over hun rechten en plichten als burgers.

11. SPORT

Men beseft in brede kringen dat lichaamsbeweging de lichamelijke en geestelijke gezondheid ten goede komt op gelijk welke leeftijd. De gemeente heeft een essentiële rol te spelen bij het toegankelijk maken van sportbeoefening voor een zo groot mogelijk aantal burgers. Om lichaamsbeweging, als waarachtig instrument tot sociale contacten, opvoeding en openbare gezondheid, te bevorderen en te vergemakkelijken, zal het gemeentecollege, in samenwerking met de verenigingssector, de volgende doelstellingen nastreven :

11.1. Sportbeoefening ontwikkelen op school en in het verenigingsnet

De school en de buitenschoolse omgeving zijn een ideaal milieu om regelmatig aan lichaamsbeweging te doen. Via de school kunnen alle jongeren bereikt worden. Over het algemeen is het samengaan van de beoefening van een vorm van lichaamsbeweging, het succes in de opvoeding en volharding op school positief.

Met het oog op de ontwikkeling van sportbeoefening op school zal de gemeente in het bijzonder samenwerkingsverbanden tussen sportclubs en schoolinstellingen aanmoedigen, met inbegrip van verenigingen voor buitenschoolse opvang aanwezig op het grondgebied. In het bijzonder zullen sportieve 'ontdekkingsdagen' georganiseerd worden om diverse sporten voor te stellen.

Opdat sportbeoefening geen negatieve weerslag zou hebben op het schoolparcours van de jongeren, willen deze samenwerkingsverbanden aan sportverantwoordelijken toelaten actoren te zijn bij de schoolsuccessen van hun leden. Ze zouden bv. moeten toelaten personeel en lokalen ter beschikking te stellen in de nabijheid van de plaatsen waar aan sport gedaan wordt zodat men kan controleren of huiswerken gemaakt worden, etc.

11.2. Sport ontwikkelen als educatief werktuig tegen vormen van geweld

Sportopvoeding moet de sportieve waarden versterken, jongeren toelaten te communiceren, aan uitwisseling te doen en zich loyaal en zonder discriminatie met elkaar te meten. Ze moet hen ook sensibiliseren voor het gevaar van doping.

11.3. Sportbeoefening promoten en een beleid inzake sport en openbare gezondheid ontwikkelen

In een tijd van “nieuwe” ziektes die kenschetsend zijn voor een maatschappij die almaar meer sedentair wordt, is het gebrek aan lichaamsbeweging een van de belangrijkste risicofactoren voor de gezondheid. Om sportbeoefening te begunstigen zal de gemeente, in samenwerking met sportclubs, sensibiliseringscampagnes opzetten om te wijzen op het belang dat iedereen erbij heeft om regelmatig te bewegen. Deze campagnes zullen zich speciaal tot bepaalde groepen richten (jongeren, ouderen, gehandicapten, etc.).

De gemeente zal meer bepaald de volgende doelstellingen nastreven :

- specifieke actie ondernemen ten voordele van publieksgroepen die niet makkelijk toegang krijgen tot sport en sportclubs, in het bijzonder door de toegang tot gemeentelijke infrastructuren (scholen, etc.) te vergemakkelijken voor clubs en groepen die werken met kwetsbare bevolkingsgroepen ;
- ‘sport voor allen-activiteiten’ organiseren in de zomer om kinderen en jongeren toe te laten zich vertrouwd te maken met de beoefening van een sport die ze niet kennen, waarbij ze gebruik kunnen maken van de diensten van de club die zich dan kan openstellen voor dat nieuwe publiek volgens nog te bepalen modaliteiten ;
- de toegang tot sport voor vrouwen bevorderen. Sportbeoefening voor vrouwen ontwikkelen vereist een krachtdadig beleid, in het bijzonder door het promoten van vrouwelijke aanwezigheid in verantwoordelijkheidsfuncties ;
- redelijke aanpassingen doen om sportbeoefening voor gehandicapten te promoten. Er zal speciale aandacht besteed worden aan het neutraliseren, in de mate van het mogelijke, van de negatieve effecten van een onaangepaste omgeving op de sportbeoefening van een gehandicapte of bejaarde (voldoende brede doorgangen, hellende vlakken voor toegankelijkheid, sportmonitoren sensibiliseren, etc.). In die zin zullen ook gehandicaptenorndooien georganiseerd worden waaraan zowel validen als minder validen deelnemen. Alzo krijgt de handicap een ander imago en worden validen gesensibiliseerd voor de moeilijkheden waarmee mensen met beperkte mobiliteit geconfronteerd worden ;
- bevorderen van actieve en sportieve vrijetijdsbesteding van senioren. De gemeente zal waken over de diversiteit van het cursusaanbod en de mogelijkheid bestuderen om de uurroosters van sportcentra aan te passen zodat senioren de kans krijgen om regelmatig en in elk seizoen een lichaamsactiviteit kunnen beoefenen.

11.4. Ontwikkelen, op meer ambitieuze manier, van sportinfrastructuren op straat (basket, skateboard, voetbal)

De ontwikkeling van deze infrastructuren zal gebeuren in het bijzonder in dichtbevolkte wijken of wijken waar er aanzienlijk veel woningbouw plaatsgreep. In bepaalde periodes (bv. in de zomer) kan de gemeente eventueel ‘straatsport’-activiteiten ondersteunen. In zo’n geval is de straat voorbehouden voor sportbeoefening en wordt ze afgesloten voor autoverkeer.

12. SOCIALE COHESIE

12.1. Bestrijden van sociale uitsluiting

De belangrijkste inzet van sociale cohesie is uiteraard de strijd tegen sociale uitsluiting. In Molenbeek is, naast tal van verenigingen en het OCMW, de vzw Bestrijding van Sociale Uitsluiting (BSU) dagelijks bezig met de meest kwetsbare publieksgroepen. In de context van sociaal-economische crisis die we kennen, is de vzw CBSU onontbeerlijk en moet ze uitgebreid worden. Zie hier enkele taakprioriteiten :

- de organisatie en het doelpubliek van de buurthuizen en het vakantiecentrum Cornimont evalueren en hervormen zodat de doelstellingen van emancipatie en openstaan voor de anderen, nodig voor de bestrijding van sociale uitsluiting, beter gehaald kunnen worden ;
- straatwerk herdefiniëren met de verschillende betrokken ploegen. Enerzijds zal de sociale preventie uitgevoerd straathoekwerkers, bemiddelaars en andere sociaal werkers, beter gedefinieerd worden om zo adequaat mogelijk te beantwoorden aan de doelstellingen van de strijd tegen sociale uitsluiting, tegen schoolmoeheid, maar ook tegen verslaving en delinquentie. Anderzijds zal de evaluatie van de aanwezigheid en sociale animatie in de openbare ruimte toelaten haar opdrachten, doelstellingen, afbakening, beperkingen en verplichtingen te herdefiniëren. Desgevallend zal, op basis van deze evaluatie, de praktische organisatie van de betrokken diensten opnieuw gedefinieerd worden ;
- het gaat er ook om vooruitgang te boeken inzake de professionalisatie van de instelling : evalueren en doen evolueren van het beleid van individuele en collectieve opleiding en instellen van een pedagogische coaching, voeren van een beleid van evaluatie en interne mobiliteit die iedere werker moet toelaten erkend en gevaloriseerd te worden in zijn vaardigheden en zo goed mogelijk te beantwoorden aan de opdrachten en de doelstellingen van begeleiding en emancipatie van de doelgroepen ;
- in verbinding met de andere betrokken actoren zal van drugbestrijding een prioriteit moeten gemaakt worden binnen de strijd tegen sociale uitsluiting.

12.2. Samenleven

Het is niet altijd makkelijk samen te leven in een multiculturele gemeente. Het is van belang dagelijks een interculturele en intergenerationele dialoog te voeren om het wederzijdse begrip te bevorderen en toe te laten dat iedereen betrokken blijft :

12.2.1. Werkmiddelen verschaffen

Het is essentieel aan iedereen de nodige werkmiddelen te bezorgen voor begrip en autonomie in het dagelijks leven :

- vanuit de dienst 'Bevolking' een echte 'onthaalkit' creëren voor elke nieuwe bewoner van de gemeente. Voor nieuwkomers en voor elke nieuwe Belgische burger moet, naast een specifieke onthaalkit, het onthaalparcours versterkt en gevaloriseerd worden en informatie verschaft worden over de rechten en plichten van elke Belgische burger ;
- een krachtig leerplan creëren om één van de officiële talen te leren : zonder taalbeheersing kan een kind niet efficiënt leren, kan een ouder niet aandachtig het parcours van zijn kind volgen, heeft een burger moeite om zijn plaats te vinden in de maatschappij. Het komt er dus op aan om van deze belangrijke uitdaging in Molenbeek een prioriteit te maken. Het is tevens van belang de alfabetiseringscursussen te versterken ;
- opleidingscycli over interculturaliteit aanbieden aan eerstelijnsactoren (leerkrachten, ambtenaren, animatoren, politieagenten,...) ;

12.2.2. Valoriseren

Verschillen niet zien als oorzaken van conflicten, maar eerder als een troef waar iedereen trots mag op zijn. De erkenning van minderheden, culturen van herkomst, specifieke identiteiten zullen eenieder toelaten om als volwaardig burger betrokken te zijn en aan het leven in de gemeente deel te nemen :

- het imago van de gemeente valoriseren : er moet een cel 'imago van Molenbeek' gecreëerd worden om beter de identiteit van de gemeente te bepalen en haar wijken te valoriseren ;
- de culturele rijkdom van de bewoners van Molenbeek valoriseren : als aanvulling op wat het Huis der Culturen en Sociale Cohesie ontwikkelt, kan de gemeente tal van initiatieven ondersteunen of zelfs ontwikkelen, in samenwerking met de verenigingen in Molenbeek die zullen toelaten kennis en vaardigheden van de gemeenschappen aanwezig op het grondgebied te promoten : toeristisch en / of gastronomisch parcours, culturele diversiteit

in het boekenaanbod, steun aan culturele verenigingen die mensen van vreemde oorsprong verenigen en werken in een perspectief van emancipatie en betrokkenheid,... ;

- eenieders potentieel valoriseren : buiten de valorisatieopdrachten die de vzw CBSU kan ondernemen, alsook de valorisatie van vrijwilligerswerk, zal de gemeente andere initiatieven nemen die toelaten eenieders potentieel te valoriseren. Ze zal bovendien andere initiatieven van solidariteit aanmoedigen en ondersteunen zoals de LETS (lokale ruileconomie) en andere buurtinitiatieven ;

12.2.3. Ontsluiten

Het is van belang om de creatie te ondersteunen van reële sociale banden tussen mensen die op eenzelfde grondgebied wonen en eenzelfde openbare ruimte gebruiken.

Het is vooral op gemeentelijk vlak dat deze mengkroes de kans krijgt om zich op essentiële en natuurlijke manier te ontwikkelen :

- gemeenschapsruimtes ter beschikking stellen aan de bewoners en verenigingen van alle wijken : polyvalente zalen, openbare tuinen, klaslokalen voor huiswerkschool... Het gaat er in eerste instantie om een inventaris op te maken van de bezettingsgraad van de bestaande ruimtes en de potentiële ontwikkeling ervan te evalueren ;
- het aantal initiatieven vermeerderen die toelaten om lichamelijke en mentale barrières te overstijgen die op heden ertoe neigen de gemeente in afgescheiden wijken op te delen : via de inrichting van het grondgebied, via het creëren van contacten rondom gemeenschappelijke schoolprojecten, via wijkprojecten die elkaar ontmoeten, via cultuur- en sportactiviteiten... De bedoeling is in elk geval om deze inzet te integreren in het project 'Culturele Hoofdstad 2014' ;
- intergenerationale en interculturele ontmoetingen bevorderen (bv. : gemeenschappelijke initiatieven tussen crèches, scholen of rusthuizen ...) ;
- initiatieven die ontmoetingen in wijken mogelijk maken aanmoedigen en steunen : straatfeesten, antiekmarkten, ... en de bedrijven van de wijk aansporen om ook in het wijkleven te investeren.

13. OCMW

Het OCMW is een essentiële actor inzake sociale actie in de gemeente.

De nieuwe meerderheid zal de actie van het OCMW ten voordele van de meest behoeftige bewoners van de gemeente ondersteunen. In de komende maanden zal het OCMW belangrijke uitdagingen moeten aannemen zowel op het vlak van activeringsbeleid inzake hulp toegekend aan zijn gebruikers als op het vlak van hulp aan personen die eventuele moeilijkheden zullen ondervinden in verband met wijzigingen in de toekenningscriteria van de werkloosheidsuitkeringen. Het einddoel zowel van de gemeente als van het OCMW bestaat erin toe te laten aan een zo groot mogelijk aantal personen en gezinnen om uit de armoede te geraken en een plaats te heroveren in onze maatschappij.

Om dit te bereiken zullen de gemeente en het OCMW gemeenschappelijke en overlegde acties ondernemen in diverse en gevarieerde domeinen als huisvesting, alfabetisering, studie van het Nederlands of het Frans, energiebesparing, opleiding en zoeken naar werk, sociale economie, gezondheid, steun aan de 3^e en 4^e leeftijd. Al deze vormen van coördinatie die nodig zijn tussen de gemeentelijke diensten, het OCMW en hun talrijke partners uit de verenigings- en privésector zullen gedynamiseerd of gecreëerd worden om de resultaten van hun acties te optimaliseren.

14. BEJAARDEN

In Molenbeek wonen heel wat senioren. De gemeente zal niet nalaten hen te ondersteunen, in het bijzonder via verenigingen die zich over hen ontfermen. Ze zal naar hen luisteren, vol aandacht voor hun noden en verwachtingen.

De nieuwe meerderheid zal pogen :

- hun dagelijkse welzijn te bevorderen en factoren die eenzaamheid en uitsluiting in de hand werken in te dijken ;
- ontmoetingsactiviteiten in stand houden (reizen, maaltijden, dansgelegenheden) ;
- actieve en sportieve vrijetijdsbesteding op maat van senioren bevorderen, cursus turnen of dansen,... gekoppeld aan gezondheids promotie ;
- programma's voor permanente vorming promoten ;
- nadenken over de oprichting van een dagcentrum in de nieuwe wijken van de gemeente in samenwerking met het OCMW en de verschillende betrokken actoren ;

- ondersteunen / bevorderen van / bijdragen tot initiatieven die het mogelijk maken thuis te blijven wonen en / of in aangepaste woningen via thuiszorg, thuismaaltijden, continuing care, ... ;
- Zorgen voor goede informatie inzake hulpmaatregelen bestemd voor senioren (diverse vormen van verenigingshulp, taxicheques, telehulp).

15. GELIJKHEID VAN KANSEN

- De nieuwe meerderheid zal erop letten de gelijkheid tussen mannen en vrouwen te versterken via integratie van de dimensie 'geslacht', in het bijzonder in het aanwervingsbeleid.
- Er zal eveneens bijzondere aandacht besteed worden aan de strijd tegen partnergeweld en alle vormen van intrafamiliaal geweld in het algemeen. Gedwongen huwelijken, geweld omwille van eerwraak en vrouwenmutilatie zullen ook speciaal het voorwerp van onze bekommernis zijn.
- Wij zullen het nodige doen om op te treden tegen homofob geweld en erover waken dat onze partners (politie, preventiesystemen, scholen, verenigingen,...) gesensibiliseerd worden voor de problematiek van homofobie.
- In algemener opzicht zal een van onze eisen erin bestaan dat diversiteit in al haar vormen gerespecteerd wordt. Hiertoe zullen we erover waken dat de kwaliteit van de vreemdelingen- en nieuwkomersopvang binnen ons gemeentebestuur gevrijwaard wordt. We zullen de nodige middelen ontwikkelen die nodig zijn om alle publieksgroepen die het wensen bij te staan in de studie van onze nationale talen.
- Wij zullen erover waken dat de toegang tot openbare gebouwen en informatie voor gehandicapten vergemakkelijkt wordt.
- Inzake EREDIENSTEN en VRIJZINNIGHEID bevestigt het bestuur opnieuw zijn neutraliteit. De financiering en steun aan filosofische bewegingen en erkende godsdiensten zal behouden blijven.

16. INTERNATIONALE BETREKKINGEN

De gemeente St.-Jans-Molenbeek situeert zichzelf in een win-win-samenwerkingsvisie van gelijke tot gelijke in haar relaties met het Zuiden. Ze wenst zich te distantiëren van elk idee van exportatie van ons model en kadert zichzelf in de politieke wil om projecten te ontwikkelen die een globale duurzame en multiculturele benadering bevoorrecht.

De gemeente zal zichzelf verder kaderen in een reëel beleid van politieke solidariteit door op bescheiden manier haar steun te verlenen aan de uitwisseling van ervaringen en goede werkmethodes met andere lokale besturen in het Zuiden, in het bijzonder in termen van goed bestuur, onderwijs, burgerparticipatie, cultuur, milieu of gezondheid. Deze uitwisselingen moeten kaderen in een logica van openheid tegenover de wereld, in het bijzonder via de betrokkenheid van openbare lokale besturen die garant zullen staan voor duurzame ontwikkeling op lange termijn.

De opdracht van de dienst internationale betrekkingen zal erin bestaan de verschillende projectoproepen, subsidieaanvragen en contacten met de verschillende partners te centraliseren en coördineren. Bijgevolg is de dienst de referent voor alle partners, te weten de subsidiërende machten, partners uit het Zuiden (lokale verkozenen, verschillende verenigingen, etc.), de gemeentelijke diensten, verenigingen en elke andere Molenbeekse actor met projecten of suggesties inzake het domein van internationale relaties in de brede zin van het woord.

Om deze doelstellingen te halen zal het nodig zijn :

- de lokale verenigingen te ondersteunen die ijveren ten voordele van mensenrechten en internationale solidariteit.
- uitwisselingen te ontwikkelen met andere steden (tussen scholen, ziekenhuizen, ambtenaren, humanitaire projecten, etc.).
- verder te gaan met activiteiten die sensibiliseren voor eerlijke handel door de nodige maatregelen te nemen die ervoor zorgen dat in scholen, besturen en openbare instellingen afhankelijk van het gemeentelijk gezag, de verantwoordelijken producten aankopen die het resultaat zijn van eerlijke handel.
- samenwerkingsverbanden met scholen en verenigingen te bevorderen om de Molenbeekse jeugd te sensibiliseren voor internationale solidariteit en voor de wederzijdse afhankelijkheid van wereldregio's en van de economische, sociale, culturele en milieurealiteit van de zogenaamde 'ontwikkelingslanden'.
- de samenwerking bevorderen tussen de dienst internationale betrekkingen en de partners die actief zijn op het vlak van solidaire economie.

17. GEZONDHEID VIA INFORMATIE EN PREVENTIE

Armoede ligt vaak aan de basis van ongelijkheid op het vlak van gezondheid. Toegang tot zorg, medische behandeling en informatie worden dan moeilijker.

Tal van oorzaken kunnen een negatieve invloed hebben op de gezondheid : moeilijke levensomstandigheden in verband met slechte voeding of ondervoeding, overbevolkte woningen, slechte sanitaire installaties, de problematiek van illegaliteit en dakloosheid, specifieke risicogroepen voor bepaalde ziekten als tuberculose, opvolging van specifieke gezondheidszorg voor vrouwen (die vaak afwezig of ontoereikend is), zoals borstkanker- of baarmoederhalskankeronderzoek, allerlei verslavingen (tabak, alcohol, drugs, gokken,...).

Om hieraan te verhelpen wenst het college :

- een beleid te voeren gericht op preventie en bevordering van de gezondheid;
- diverse bewustwordingscampagnes te voeren. In overleg met het Schepenambt voor Huisvesting het betrokken publiek in te lichten over de gevolgen van onbewoonbaarheid, bekrompenheid en slechte verluchting van woningen. In overleg met het Schepenambt voor de Jeugd informatie te verstrekken in scholen over de impact op de gezondheid in het algemeen en op de geestelijke gezondheid in het bijzonder van verslavingen bij jongeren (drugs, spelletjes, sociale netwerken,...), alsook over de gevaren en risico's van slechte voeding (zwaarlijvigheid, tekorten,...). Ten slotte, in overleg met het Schepenambt voor Sport het verband duidelijk te maken tussen sport en gezondheid bij jongeren ;
- gezondheidsparcours te organiseren op het grondgebied van de gemeente ;
- de toegang tot informatie te bevorderen en informatiepunten creëren, in het bijzonder betreffende gezondheidsproblemen en vaak voorkomende ziektes zoals diabetes, alzheimer, parkinson, obesitas die meer en meer jongeren treft, hypertensie en risico's op cerebro-vasculaire accidenten die ermee verbonden zijn, verslavingen, ... ;
- de toegang te vergemakkelijken tot eerstelijnszorg.

18. CULTUUR

Cultuur laat toe datgene te overstijgen wat verdeelt en uitsluit. Ze is een essentiële factor van ontplooiing en socialisatie. Cultuur, democratie en vrijheid zijn nauw met elkaar verbonden.

Alles moet dus in het werk gesteld worden om aan allen een waarachtige toegang tot cultuur te garanderen via onderwijs en scholen, maar ook via de cultuurpolen van de gemeente: Kasteel Karreveld, Het Huis der Culturen en Sociale Cohesie, het Gemeenschapscentrum Maritiem, het gemeentelijk museum, de bibliotheken, etc.

In 2014 zal St.-Jans-Molenbeek culturele hoofdstad van de Federatie Wallonië-Brussel zijn. Via de Molenbeekse "Bo'zart" (theater, concerten, markten, muziekfeest, tentoonstellingen en conferenties-reportages, etc.) zullen verenigingen, kunstenaars, cultuur en de culturen van St.-Jans-Molenbeek in de bloemen gezet worden en een instrument van uitstraling en zichtbaarheid van de gemeente zijn, uiteraard in Brussel, maar ook in Vlaanderen en Wallonië. Het cultuurbeleidsplan wordt in 2013 geëvalueerd en in 2014 gaat een nieuw plan van kracht. De Nederlandstalige cultuurdienst zal een actieve rol spelen in Molenbeek Culturele Hoofdstad 2014..

Om de weddenschap van Molenbeek Culturele Hoofdstad in 2014 te winnen, zal onze prioriteit bestaan uit :

- De samenwerkingsverbanden tussen de culturele actoren (Kasteel Karreveld, Huis der Culturen en Sociale Cohesie, Gemeenschapscentrum Maritiem, bibliotheken, museum, verenigingen, etc.) en de Franstalige en Nederlandstalige culturele diensten te versterken ;
- Een gemeenschappelijke signaletiek creëren en een globale politiek van valorisatie van het historisch patrimonium en van de cultuurplaatsen in de gemeente en omgeving ;
- Nadenken over mobiliteit en toegang tot culturele activiteiten (pendelverkeer) ;
- Een gemeenschappelijke nieuwsbrief voor de verschillende cultuurpolen creëren ;
- De toegang tot culturele activiteiten versterken voor personen met beperkte mobiliteit of kwetsbare personen (via de maatregel art. 27) ;
- Herinvoeren in schoolverband van activiteiten gewijd aan cultuur- en / of kunstbeoefening ;
- Verder het culturele verenigingsleven ondersteunen ;
- Ondersteunen en ontwikkelen van plaatsen waar gecreëerd en tentoongesteld kan worden (ateliers, literaire cafés...);
- De installatie verder bevorderen van kunstwerken op openbare plaatsen in de vorm van tijdelijke tentoonstellingen of definitieve inplantingen ;

- Dezelfde culturele steun ontwikkelen voor de verschillende manifestaties en systemen van 'cultureel paspoort' die toelaten meerdere plaatsen of evenementen te bezoeken ;
- Intergenerationele activiteiten organiseren die ontmoetingen mogelijk maken tussen kinderen en senioren : bezoek aan musea, creatieve ateliers, etc. ;
- De interculturele dialoog bevorderen via ontmoetings- en uitwisselingsevenementen ;
- Een artiestenparcours organiseren (op het model van de muziekfeesten) en alzo aan lokale artiesten toelaten, ongeacht de discipline, hun creaties te laten zien op openbare plaatsen ;
- Verder zetten van de participatie aan verschillende programmes die tot lezen willen aanzetten : "Je lis dans ma commune", "La Fureur de Lire", "Boekenweek" ;
- De ecologische impact van de festiviteiten beperken.

EEN DYNAMISCHE GEMEENTE

19. EEN AANTREKKELIJKE ECONOMIE DIE LOKALE JOBS CREEERT

Het ontwikkelingsbeleid van St.-Jans-Molenbeek moet natuurlijk ambitieus en coherent zijn. De gemeente moet zowel het persoonlijk initiatief aanmoedigen, nieuwe handelszaken creëren, nieuwe bedrijven inplanten als de levensvatbaarheid van de economische activiteiten reeds aanwezig op het grondgebied bevorderen.

De economische politiek ontwikkeld door de gemeente tijdens deze legislatuur zal dus gedictieerd worden door de bekommernis om de lokale werkgelegenheid te bevorderen, de commerciële diversiteit binnen de wijken te garanderen en de economische aantrekkelijkheid van de gemeente en de reeds bestaande handelszaken te versterken.

Om deze doelstellingen te realiseren zullen meerdere projecten opgestart worden tijdens deze legislatuur :

19.1. Een actieplan voor economische ontwikkeling

De gemeente zal voor de komende legislatuur een actieplan voor economische ontwikkeling aanvaarden dat de grote krachtlijnen en prioriteiten zal bepalen waarop ze wil steunen voor haar ontwikkeling. Het plan zal uitgewerkt worden in samenwerking met alle actoren inzake economische ontwikkeling van de gemeente en het Gewest (Atrium, vereniging van handelaars, Ondernemerscentrum, etc. ...)

In deze optiek zal het actieplan voor economische ontwikkeling in het bijzonder nagaan welke maatregelen moeten genomen worden om de duurzaamheid van de handelszaken te garanderen, om beter tegemoet te komen aan de noden van de consumenten en om een grotere commerciële diversiteit te bevorderen binnen de gemeente.

In dit kader zal het actieplan de mogelijkheden tot economische ontwikkeling van het geheel van de gemeente bepalen, maar ook de potentialiteiten eigen aan de verschillende wijken.

Het actieplan voor economische ontwikkeling zal ook de gemeentelijke strategie vastleggen waarmee ze de bedrijven wil onthalen en de innovatie en creatie van jobs wil ondersteunen.

Er zal speciale aandacht besteed worden aan de verschillende handelskernen van de gemeente, zoals de Gentse en de Ninoofse Steenweg met de bedoeling de economische ontwikkeling ervan te bevorderen in samenwerking met het Brussels Gewest.

19.2. Een dienst economie die alle economische en commerciële beleidsdomeinen van de gemeente coördineert

De huidige dienst van de middenklassen zal herzien, opnieuw gedynamiseerd en versterkt worden en zal zich prioritair bezighouden met de coördinatie van alle beleidsdomeinen inzake economie en handel van de gemeente. De opdracht van deze dienst zal erin bestaan de verschillende openbare en private partners van de economische wereld (Plaatselijk Economieloket Molenbeek, ATRIUM, ondernemingscentrum, vereniging van handelaars) te hergroeperen om de politiek inzake economische ontwikkeling van de gemeente te dynamiseren.

19.3. De sociale economie nieuw leven inblazen

De gemeente zal lokale initiatieven inzake sociale economie valoriseren om haar verlangen naar een duurzame sociaal-economische ontwikkeling te consolideren.

Concreet wil ze :

- de initiatieven inzake sociale economie financieel steunen via nieuwe projecten of projecten die reeds hun degelijkheid bewezen hebben, zoals de lopende projecten op het vlak van woningrenovatie in verband met de sociale verhuurkantoren of met privaateigenaars die hun woning wensen open te stellen voor kansarme bewoners van de gemeente.
- een voorbeeld zijn inzake sociale clausules in overheidsopdrachten.
- lokale initiatieven ondersteunen door kapitaal in te brengen bij de creatie van coöperatieves.

19.4. De creatie van lokale economische activiteiten ondersteunen

Essentieel gaat het erom het werk van projectdragers te vergemakkelijken en hen te oriënteren in de verschillende stappen die ze moeten ondernemen. De veelheid aan actoren en de complexiteit van de te ondernemen stappen verzwaren aanzienlijk de last van ondernemers die nieuwe projecten willen opstarten. Deze realiteit leidt er soms toe dat men de haalbaarheid van bepaalde investeringen begint in vraag te stellen of dat de duurzaamheid van bepaalde handelszaken op de helling komt te staan.

De gemeente heeft een bijzondere verantwoordelijkheid als nabije overheid. Het gemeentelijk gezag moet kunnen beantwoorden aan de noden van nieuwe ondernemers door hun stappen te vergemakkelijken en door hen de weg te wijzen naar de verschillende openbare of private actoren die in staat zijn om hen te helpen bij het dragen van hun projecten.

Hiertoe zal het nodig zijn :

- de verspreiding van informatie via internet te verbeteren.

- een register van lokale ondernemingen te creëren om de verspreiding van informatie te bevorderen, in het bijzonder informatie betreffende de overheidsopdrachten opgestart door de gemeente.
- informatie te verspreiden bestemd voor ondernemers, zelfstandigen en handelaars. Deze gids zal regelmatig geüpdatet en verdeeld worden.
- een kadaster van ontbrekende handelszaken per wijk opmaken.
- een enquête raadplegen of afnemen bij groentekwekers en burgers die vaak de markten op het grondgebied van de gemeente bezoeken inzake de mogelijkheid om de openingsuren van markten op dinsdag, donderdag en zondag uit te breiden.
- de mogelijkheid bestuderen een derde markt te organiseren in de Karreveldwijk.

19.5. Inzetten op toegankelijkheid tot de arbeidsmarkt en opleiding

De opleidingen zullen een van de prioriteiten van de nieuwe meerderheid zijn. Hiertoe moeten de competenties van werkzoekenden afgestemd worden op de noden van de bedrijven en de arbeidsmarkt in het algemeen. Nieuwe beroepen zijn ontstaan in de sectoren van milieu, afvalverwerking, bouw, veiligheid en buurtdiensten. Wij zullen dus speciaal belang hechten aan opleidingen die in verband staan met deze toekomstsectoren, in aansluiting op het werk dat reeds ondernomen werd door het Huis van het Werk van Molenbeek via het organiseren van opleidingen in verband met deze domeinen.

We zullen ook verder moeten werken in het kader dat gedefinieerd werd op gewestelijk niveau, namelijk dat van de Alliantie Werkgelegenheid-Leefmilieu.

Inzake tewerkstelling zullen de volgende maatregelen genomen moeten worden :

19.5.1. Behoud en creatie van lokale jobs bevorderen

- Een nieuw "Tewerkstellings- en opleidingsplan" opstellen dat niet alleen de strategie van de gemeente bevat als initiator van tewerkstellings- en opleidingsbeleid, maar ook de verschillende transversale maatregelen die op lokaal niveau genomen moeten worden.
- De samenwerkingsverbanden tussen de tewerkstellingsactoren bevorderen en proberen hieruit oplossingspistes te laten voortvloeien - via het organiseren van een platform bijvoorbeeld -, zonder uit het oog te verliezen dat hun rol moet opgevat worden als aanvullend en niet-concurrentieel. Deze coherentie zal moeten uitgebreid worden naar de andere sociale medespelers - in contact met de jongeren, die de eerstelijnsactoren zijn (wijkhuizen, socio-culturele verenigingen etc.).

- Allen zullen ze jongeren moeten kunnen oriënteren naar gespecialiseerde diensten – dit impliceert opleiding (en informatie) in verband met de problematiek van tewerkstelling en opleiding.
- Opnieuw invoeren van de Werkgeverscommissie die de Lokale Missie, het OCMW, de gemeente, het PWA (Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap), het Ondernemerscentrum, het Plaatselijk Economieloket, Actiris zal groeperen. Deze commissie biedt een complete en gratis begeleidingsdienst aan potentiële werkgevers.
- Een partnerschap organiseren met het OCMW, de personeelsdienst van de gemeente en de paracommunales om een snel functionerend net voor informatie en behoeftenplanning te creëren inzake personeel en jobsectoren en om een stageaanbod mogelijk te maken voor mensen die het Huis van het Werk en de Opleiding en alle organisaties van de gemeente inzake integratie op de arbeidsmarkt frequenteren.

19.5.2. Een bijdrage leveren tot de inspanning om het aanbod van en de vraag naar tewerkstelling op elkaar af te stemmen

- Verschillende tewerkstellingssalons organiseren per sector op lokaal niveau.
- Zoals bij de 'jobs days' (tewerkstellingsbeurs), zullen we elk jaar 'enterprise days' organiseren, waarbij alle actoren beschikbaar zullen zijn voor de (toekomstige) ondernemers.
- De nieuwe meerderheid zal haar steun verlenen aan het bestuderen en de creatie van tijdelijke crèches, toegankelijk voor ouders die een opleiding volgen of werkzoekende zijn.

19.5.3. Discriminatie bij aanwerving bestrijden :

- Een diversiteitsplan ontwikkelen binnen de gemeente in het besef dat de gemeente inzake discriminatie bij aanwerving verplicht is een voorbeeldfunctie uit te oefenen.
- Het diversiteitsplan en -label promoten bij werkgevers die zich op het grondgebied van de gemeente bevinden.

20. TOERISTISCHE ONTDEKKINGSTOCHT IN MOLENBEEK

De gemeente Molenbeek heeft een toeristische charme die niet echt gevaloriseerd wordt. Het college wil een duidelijke boodschap sturen naar de Molenbekenaren waarin herinnerd wordt aan de rijkdom van de gemeente en haar bewoners. Het wil de specificiteiten van de verschillende wijken van Molenbeek valoriseren en gebruik maken van het menselijk, toeristisch, cultureel en culinair potentieel. Hiertoe willen we een meertalige toeristische dienst opstarten om het aanzienlijke toeristische potentieel van de gemeente te promoten, in het bijzonder via samenwerkingsverbanden met Visit Brussels, de jeugdherberg of ook Stad Brussel.

20.1. De publiciteit voor ons toeristisch potentieel verbeteren.

Wij willen :

- Een meertalige site "Toerisme Molenbeek" creëren waarop restaurants, cafés, parken, monumenten, openbare en religieuze gebouwen op het grondgebied van de gemeente gerepertorieerd worden.
- Als ondersteuning hiervan een brochure "Uitgaan in Molenbeek" creëren waar de informatie van de site hernomen wordt met toevoeging van de verschillende jaarlijkse activiteiten, feesten en bezoeken die plaatsgrijpen op het grondgebied van de gemeente.

20.2. Nieuwe projecten voor een toeristische revival.

- Een toeristische kaart maken met de verschillende toeristische circuits in Molenbeek, bv. een 'industriële parcours' dat de Kanaalzone, de Maritiemwijk, de ontdekking van de interbellumarchitectuur, een culinair parcours, parken,... omvat.
- Het kanaal valoriseren als toeristische troef via projecten als de rivierboot voor Molenbeek Culturele Hoofdstad 2014, het Festival Kanal,...
- Feestelijke evenementen (te vergelijken met Molenbeek Culturele Hoofdstad 2014) promoten en jaarlijks een 'Toeristisch weekend' en een 'Welkomstweekend' organiseren.

21. GOED BESTUUR : BESTUUR, FINANCIEN, PERSONEELSBELEID, DEMOCRATIE

21.1. Meer collegialiteit :

Voor een betere samenwerking en een grotere coherentie in de verdeling van de beleidsdomeinen van de schepenen en de erbij horende middelen.

21.2. Meer transparantie en meer ethiek :

Meer transparantie en meer ethiek garanderen betekent voor de nieuwe meerderheid :

- Een correcte vertegenwoordiging van de in de gemeenteraad zetelende democratische politieke groepen in de algemene vergaderingen van de verschillende verenigingen en paracommunale structuren.
- Het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad hervormen.
- Moderniseren van een grafisch charter.
- De verspreiding van foto's of video's van schepenen beperken in de promotie van evenementen georganiseerd door de gemeente. De vermelding van namen van schepenen verbieden in de "sperperiode" (drie maanden vóór elke verkiezing).
- Een ethisch charter voor de leden van het college : alle leden verbinden zich ertoe de burgers te verwijzen naar de administratie voor alle vragen waarvoor ze bevoegd is. Ze verbinden zich er ook toe aan iedereen een gelijke behandeling te verzekeren, alsook verenigingen actief te laten deelnemen in de begeleiding van burgers die hier behoefte aan hebben bij hun verschillende administratieve stappen. De nadruk zal vallen op het zoeken naar globale oplossingen voor problemen die burgers te berde brengen. Dit zal toelaten zo veel mogelijk mensen te bereiken en alzo te vermijden dat gelijkaardige gevallen individueel behandeld worden.

22. FINANCIEN, GEMEENTETAKSEN EN ECONOMAAT

De gemeentebegroting vertegenwoordigt een bij uitstek politieke daad, daar het een becijferde vertaling is van de prioriteiten van het Gemeentecollege in de verschillende materies van lokaal bestuur. Ondanks de huidige economische conjunctuur zal de gemeentebegroting een verzoening moeten bewerkstelligen tussen evenwicht en versterking van de actiemiddelen ten voordele van de materies die de burgers meest zorgen baren.

In dat opzicht zullen verschillende maatregelen genomen worden in de loop van de legislatuur 2012-2018. Het gaat in het bijzonder om :

- Beter de budgettaire regels definiëren door de procedures binnen alle diensten te uniformiseren.
- Signalisatie-instrumenten installeren om de maandelijkse opvolging te verzekeren van uitgaven en inkomsten en om elke afwijking van de begrotingsramingen te voorkomen.
- Een efficiënt beheer verzekeren van de gemeentelijke schuld met het oog op de verlichting van de hiermee verbonden lasten.
- De inningsprocedures voor de verschillende gemeentelijke inkomsten verbeteren om zo weinig mogelijk beroep te moeten doen op thesaurievoorschotten en alzo de debetrente ten laste van de begroting te verminderen.

De gemeentetaksen vormen de basisinkomsten voor de financiering van de verschillende gemeentelijke beleidsdomeinen. Tijdens de nieuwe legislatuur zal de gemeente op de volgende elementen letten :

- vasthouden aan een tarief van personenbelasting en onroerende voorheffing.
- Een kadaster opmaken van alle gemeentetaksen.
- Nieuwe mechanismes instellen die een betere inning van de verschillende taksen toelaten.

De rol van de dienst economaat bestaat erin ten dienste te staan van het geheel van departementen die de gemeentelijke administratie samenstellen. Hierbij verzekert hij een snelle toevoer van de noden en met zo min mogelijk kosten, dankzij efficiënte en vooraf bepaalde procedures.

Om zo goed mogelijk deze twee doelstellingen te realiseren zullen nieuwe procedures ingesteld worden. Ze zullen er speciaal over waken een waarachtige ondersteuning te bieden aan de verschillende diensten, in het bijzonder inzake overheidsopdrachten. De gemeente zal ook de ontwikkeling aanmoedigen van gegroepeerde overheidsopdrachten met verschillende partners, zoals de paracommunale structuren (politiezone, OCMW, ...), maar ook met andere

gemeenten van het Gewest, en dit uiteraard met de bedoeling de kosten te beperken en also besparingen te doen in de uitgavenposten van de gemeentebegroting.

23. EEN WAARACHTIG PERSONEELSBELEID

Inzake human resources management zullen de selectie- en aanwervingsprocedures verhelderd en op brede schaal meegedeeld worden aan de burgers van Molenbeek. Dezen zullen op de hoogte gehouden worden van de gedane aanwervingen binnen de gemeentelijke administratie. Deze aanwervingen zullen geschieden op basis van reglementaire procedures en juiste en onpartijdige criteria waarbij rekening zal gehouden worden met de competentie, ervaring en wachttermijnen van de geïnteresseerde. De aanwerving van Molenbekenaren zal bevoorrecht worden bij gelijke kwalificatie en ervaring.

Wat betreft de agenten in functie zal de meerderheid erover waken interne mobiliteit, voortgezette opleiding en welzijn te bevorderen. Hiertoe zullen de volgende punten noodzakelijk zijn :

- Steunen op ervaring en competentie van het geheel van het bestaande gemeentelijk en parageemeentelijk personeel.
- De dienst HRM (Human Resources Management) ontwikkelen door een geobjectiverde werkevaluatie en aanwerving te garanderen van gemeentelijke en parageemeentelijke agenten.
- Alle werkaanbiedingen publiceren, met inbegrip van de selectiecriteria en etappes van de procedure ; eventueel steunen op een wervingsreserve.
- De opleiding van het personeel garanderen : een opleidingspolitiek ontwikkelen met speciale aandacht voor de rol van de openbare diensten.
- Een beter management van de human en financial resources.
- De diensten ontsluiten door een grotere interne mobiliteit toe te laten, overbodige aanwervingen of beroep doen op de privésector vermijden.
- Verder gaan met het opsporen van verspilling : energie, economaat, ...
- De tweetaligheid van het personeel bevorderen.

24. ONTHAAL, INFORMEREN EN DEELNAME VAN BURGERS

24.1. Een betere onthaal van het publiek

Het gemeentehuis, de antennes en bijbehorende diensten zijn plaatsen die aan alle Molenbekenaren toebehoren. Het is dus essentieel dat deze bezoekers hier op efficiënte manier ontvangen en doorverwezen kunnen worden. In dit opzicht zullen signalisatie, filebeheer, opleidingsniveau van het personeel aan de loketten, maar ook deurwaarders geëvalueerd worden met het oog op een goed onthaal en een goede behandeling van de bevolking. De decentralisatie van bepaalde administratieve diensten zal bestudeerd worden. Dit proces zal uitgevoerd worden door het college met de bedoeling zo veel mogelijk de bevolkingsadministratie samen te brengen.

De administratieve antenne in de Charles Malisstraat zal beter toegankelijk worden voor de gemeentelijke diensten. Deze antenne is een hoeksteen in het nabijheidsbeleid van de nieuwe meerderheid : dit voorbeeldige gebouw zal de burgers onmiskenbaar comfort verschaffen in hun administratieve stappen.

De gemeente zal er bovendien op letten de openingsuren van de dienst bevolking en burgerlijke stand uit te breiden, in het bijzonder buiten de kantooruren. De creatie van één enkel loket en één enkel algemeen oriënteringsnummer voor alle vragen van burgers zal bestudeerd worden.

24.2. Betere informatie:

Er zal verdere inspanning geleverd worden om de website van de gemeente te moderniseren, in samenwerking met het Gewest, met de bedoeling om, onder meer, meer onlinediensten aan de bewoners aan te bieden.

Bovendien:

- De communicatie met de burger ontwikkelen via een aantrekkelijker formule van de gemeentekrant.
- Het reglement en de huurprocedure voor zalen die eigendom van de gemeente zijn, verbeteren met het oog op een betere service en een grotere rechtvaardigheid.

24.3. Een grotere participatie van alle burgers

De deelname van de burgers aan het leven in de gemeente is essentieel om de communicatie te verbeteren en de burgerdeelname te bevoorrechten. Er zal een regelmatige dialoog moeten gevoerd worden met de wijkcomités. Deze comités kennen

perfect de realiteit op het terrein. Het lijkt essentieel ze in grotere mate te betrekken bij de grote (en kleine) projecten die in hun wijk overwogen worden. Het college zal erover waken dat waarachtige stappen tot participatie gezet worden waardoor deze tussenschakels van de burgermaatschappij met elkaar verbonden worden.

Het zal er ook over waken de burgers te sensibiliseren voor de uitoefening van het recht op interpellatie in de gemeenteraad en de politieraad.

24.4. Een evenwichtige en transparante subsidiëringpolitiek

Om de beslissingen te objectiveren en een goed gebruik te verzekeren van de overheids gelden in de realisatie van opdrachten van algemeen nut:

- publicatie van het toekenningsreglement inzake subsidies na verwezenlijking en van de bijbehorende procedures ;
- jaarlijkse publicatie van alle toegekende subsidies op de website van de gemeente.
- Begraafplaats
- Het nieuwe college wil investeren zowel in het beheer als in het erfgoed van de begraafplaats. Wij overwegen een beheer dat beter beantwoordt aan de eisen van de burgers (gemeenschappelijk register, uitwisseling van informatie aangevuld met de burgerlijke staat, etc.), alsook een valorisatie van het architecturale en artistieke erfgoed (renovatiewerken van de begrafenisgalerij, kennismaking met monumenten en sites met het oog op klassering van het Christusbeeld en bepaalde opmerkelijke graven, etc.).

Beheersplan waarin vanuit een begrotingstechnisch oogpunt de politieke orientatienota wordt weergegeven

SAMENVATTING	Rekening 2009	Rekening 2010	Rekening 2011	Gewijzigde begroting 2012	Begroting 2013	Plan 2014	Plan 2015
ONTVANGSTEN							
Dienstverrichtingen	4.441.072	4.495.726	5.079.602	5.403.000	5.966.000	6.235.000	6.560.000
Overdrachten	95.852.295	102.850.625	104.278.408	109.047.378	114.009.500	117.430.000	120.950.000
Schuld	3.242.280	5.277.650	3.201.054	3.454.750	3.530.000	3.530.000	3.500.000
TOTAAL *	103.535.647	112.624.001	112.559.062	117.905.128	123.535.500	127.195.000	131.000.000
Gesubsidieerd onderwijs	17.984.000	18.278.000	19.615.000	18.360.000	20.200.000	20.800.000	21.400.000
TOTAAL ONTVANGSTEN	121.519.647	130.902.001	132.174.062	136.265.128	143.735.500	147.995.000	152.400.000
UITGAVEN							
Personeel	48.133.497	50.366.926	50.016.895	50.237.998	51.452.000	53.000.000	54.800.000
Werking	9.875.078	10.135.667	10.181.037	11.869.262	11.454.480	11.560.000	11.675.000
Overdrachten	41.747.140	43.427.943	45.577.676	48.797.550	49.688.017	51.427.000	53.250.000
Schuld	8.264.734	8.910.209	9.891.382	9.104.187	10.845.720	11.025.000	11.000.000
TOTAAL *	108.020.448	112.840.745	115.666.990	118.006.995	123.440.217	127.012.000	130.525.000
Gesubsidieerd onderwijs	17.984.000	18.278.000	19.615.000	18.360.000	20.200.000	20.800.000	21.400.000
TOTAAL UITGAVEN	126.004.448	131.118.745	135.281.990	136.366.995	143.640.217	147.812.000	151.925.000
RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR	- 4.484.802	- 216.744	- 3.107.928	- 103.217	95.283	183.000	475.000
RESULTAAT VORIGE DIENSTJAREN	6.762.525	3.231.120	3.308.176	252.415	148.548	243.831	426.831
Vooruitnemingen ontvangsten			52.167				
Vooruitnemingen uitgaven	1.271.463						
GBAAL RESULTAAT	3.006.280	3.014.376	252.415	148.548	243.831	426.831	901.831
Reg. Tuksenk. Verbetering begrotingsloestand	1.271.463	2.149.386	2.149.386	2.149.386	1.075.000	1.075.000	1.075.000
Resultaat zonder gewestelijke steun aan het eigen dienstjaar	- 6.756.265	- 2.396.130	- 6.257.314	- 2.252.803	- 979.717	- 1.062.000	- 800.000

Beheersplan – Evolutie 2013 tot 2015

Ontvangsten

- Dienstverrichtingen : + 5%
(hoog evolutiepercentage, met name dankzij de ontwikkeling van het gebouwenbestand en de uitbreiding van het parkeerplan)
- Overdrachten : + 3%
(gemiddeld verhogingspercentage van de ontvangsten binnen deze rubriek)
- Schuld : status-quo
(dividenden van de intercommunales en interesten bij schuldeisers)

Uitgaven

- Personeel : + 3%
- Werking : + 1%
- Overdrachten : + 3,5%
(de verhoging van 4% voor het O.C.M.W. en de Politiezone wordt getemperd door het verhogingspercentage van de subsidies toegekend aan andere organismen en diverse bijdragen)
- Schuld : inschrijving van de bestaande lasten bij Belfius en BNP Paribas
+ nieuwe lasten leningen
+ interesten schuldenaars en te betalen renten

3. Objet : Secrétariat communal - Dépôt du rapport annuel 2011-2012.

Le Conseil communal,

Vu l'article 96 de la Nouvelle Loi communale ;

Prend acte des termes du rapport annuel sur l'Administration et la situation des affaires de la Commune pendant l'exercice 2011-2012.

3. Betreft : Gemeentelijk Secretariaat - Indiening van het jaarverslag 2011-2012.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 96 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Neemt akte van de termen van het jaarverslag over het bestuur en de toestand der Gemeentezaken gedurende het dienstjaar 2011-2012.

**Madame Dubocage quitte la séance.
Mevrouw Dubocage verlaat de zitting.**

4. #Objet : Finances - Budget communal de l'exercice 2013.#

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Collège échevinal en date du 06/02/2013;

Par 25 OUI, 19 NON, décide :

Article 1

Arrêter les prévisions des recettes et des dépenses des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2013.

Article 2

Le budget communal de l'exercice 2013, ainsi que les annexes obligatoires, sera transmis en cinq exemplaires aux services de la tutelle de la Région de Bruxelles-Capitale, après publication de celui-ci pendant le délai légal de 10 jours.

4. Betreft: Financiën - Gemeentebegroting voor het dienstjaar 2013.

De Gemeenteraad,

Gezien de beraadslaging van het Schepencollege in datum van 06/02/2013 ;

Met 25 JA, 19 NEEN, besluit :

Artikel 1

Stelt de ramingen van ontvangsten en uitgaven van de gewone en buitengewone diensten voor het dienstjaar 2013.

Artikel 2

De gemeentebegroting van het dienstjaar 2013, alsook de verplichte bijlagen, zal in vijf exemplaren worden opgestuurd aan de diensten Toezicht van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, na publicatie gedurende de wettelijke termijn van 10 dagen.

Le point 5, relatif à: Secrétariat communal - Interpellation introduite par Monsieur Berckmans, Conseiller communal, concernant l'asbl Ecole de Formation des Jeunes de Molenbeek, est reporté à la séance du 25/02/2013.

Punt 5 betreffende: Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, betreffende de vzw Jeugdvoetbalschool FC Brussels (Ecole de Formation des Jeunes de Molenbeek asbl), wordt naar de zitting van 25/02/2013 overgebracht.

6. Betreft: Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, Gemeenteraadslid, betreffende de vacature van financieel directeur bij de vzw CBSU en de algemene werking van de vzw / Secrétariat communal - Interpellation introduite par Monsieur Berckmans, Conseiller communal, concernant l'offre d'emploi de directeur financier à l'asbl CLES et concernant le fonctionnement général de l'asbl.

De Gemeenteraad,

Hoort Mijnheer Berckmans in de voordracht van zijn interpellatie, waarvan de inhoud volgt:

Ik vernam heel toevallig dat er een vacature is voor de functie van financieel directeur bij de vzw Cel ter Bestrijding van de Sociale Uitsluiting (CBSU). Die vacature is, voor zover ik kon achterhalen, uitsluitend in het Frans gepubliceerd op de website <http://pro.guidesocial.be> van "Le Guide social".

Eerlijk gezegd was ik om twee redenen een beetje verbaasd toen ik de gepubliceerde vacature las : vooreerst blijkt de vacature dus enkel in het Frans en alleen op een Franstalige website te zijn gepubliceerd; vervolgens is er in de functiebeschrijving niet vermeld dat de kandidaten tweetalig - Frans-Nederlands - moeten zijn.

Ik had uit eerdere en informele signalen vanwege het College van Burgemeester en Schepenen begrepen dat de nieuwe meerderheid de regels, o.a. op het gebied van tweetaligheid, wenst te respecteren en dat hiervan werk zal worden gemaakt. Ik waardeer dit en ik begrijp ook dat alles niet op een dag of zelfs niet op twee maanden kan worden gerealiseerd. Niettemin vind ik het een gemiste kans dat de vzw CBSU voor een belangrijke functie zoals die van financieel directeur de gelegenheid niet te baat heeft genomen om :

- de functie van financieel directeur zowel in het Nederlands als in het Frans bekend te maken;*
- in de functiebeschrijving, benevens andere vaardigheden en competenties, toe te voegen dat de toekomstige financieel directeur ook tweetalig moet zijn.*

Tijdens de voorbije verkiezingscampagne luidde mijn persoonlijke slogan : "In Molenbeek, gelijke rechten voor iedereen !". Ik heb de gewoonte achter de teksten te staan die ik onderschrijf. Wanneer ik in dit verband "iedereen" schrijf, bedoel ik dus ook iedereen, ongeacht de politieke, religieuze, filosofische of andere overtuigingen, ongeacht de oorsprong of de huidskleur, ongeacht of men Franstalig dan wel Nederlandstalig is, ongeacht het geslacht, enz. "Iedereen" betekent hier dus : alle inwoners van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek.

In die zin komt het mij ironisch voor dat een gemeentelijke vzw die actief is in het kader van de bestrijding van de sociale uitsluiting niet helemaal open lijkt te staan voor sommige groepen van de bevolking. Ik wil niet zover gaan in de zin dat ik zou stellen dat de vzw sommige groepen uitsluit.

Ik heb op dinsdag 5 februari jl. mevrouw Sylvie Lahy, afgevaardigd bestuurder van de vzw CBSU, via elektronische weg aangeschreven en haar de volgende twee vragen voorgelegd :

- Kan u mij informeren of deze vacaturen ook in het Nederlands werd gepubliceerd ? Zo ja, kan u mij meedelen waar dit werd gepubliceerd ? Zo nee, kan u mij meedelen waarom dit niet is gebeurd ?*

- Ik stel vast dat in de functiebeschrijving niet is vermeld dat de financieel directeur tweetalig Frans-Nederlands moet zijn. Kan u mij meedelen waarom de tweetaligheidvereiste niet is opgenomen in de functiebeschrijving ?*

Ik heb tot op heden (redactie interpellatie op 13 februari 2013) nog geen antwoord gekregen vanwege de vzw CBSU. De kandidaturen moeten worden gesteld vóór 23 februari a.s., d.w.z. vóór overmorgen.

Mede bij ontstentenis van een antwoord vanwege de vzw CBSU, wens ik de volgende vragen te stellen :

1° Welke houding neemt het College van Burgemeester en Schepenen aan ten opzichte van deze situatie ?

2° Deelt het College mijn mening dat in Molenbeek niemand mag worden uitgesloten ? Wat de vzw CBSU betreft bedoel ik dan niet alleen de gemiste kans in verband met de vacature voor financieel directeur maar heb ik het nog meer over de algemene werking van de vzw. Het betreft hier een zeer grote gemeentelijke vzw en ik ben ervan overtuigd dat een organisatie zoals de vzw CBSU in onze gemeente nuttig en zinvol is maar het lijkt me niet kunnen dat een publiekrechtelijke organisatie niet open zou staan voor iedereen, laat staan dat ze personen zou uitsluiten.

3° Heeft het College al concrete plannen opgesteld en/of maatregelen genomen teneinde te verzekeren dat de gemeentelijke vzw CBSU, wat haar werking betreft, open staat voor iedereen, ongeacht de politieke, religieuze, filosofische of andere overtuigingen van de personen in kwestie, ongeacht of men Franstalig dan wel Nederlandstalig is, ongeacht de oorsprong of de huidskleur, enz.

Ik dank u.

Hoort het College in zijn antwoord.

Le point 7, relatif à: Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Berckmans concernant la soirée du 25 janvier 2013: les mérites sportifs 2012, est reporté à la séance du 25/02/2013.

Punt 7 betreffende: Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende de overhandigingsavond van 25 januari 2013, sportverdienste 2012 naar de zitting van 25/02/2013 overgebracht.

Le point 8 relatif à: Secrétariat communal - Interpellation introduite par Monsieur Berckmans concernant le site internet communal et la possibilité pour les citoyens de contacter les services communaux par email, est reporté à la séance du 25/02/2013.

Punt 8 betreffende: Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende de gemeentelijke website en de mogelijkheid van de burgers om de gemeentediensten via e-mail te contacteren, naar de zitting van 25/02/2013 overgebracht.

Le point 9, relatif à: Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Piquard concernant les locations de salles communales par le monde associatif, est reporté à la séance du 25/02/2013.

Punt 9 betreffende: Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Piquard betreffende de huur van gemeentelijke zalen door verenigingen, naar de zitting van 25/02/2013 overgebracht.

Le point 10, relatif à: Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Piquard concernant les déjections canines, est reporté à la séance du 25/02/2013.
Punt 10, betreffende: Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Piquard betreffende hondenpoep, wordt naar de zitting van 25/02/2013 overgebracht.

La séance est clôturée à 03 heures 30.
De zitting is om 03 uur 30 opgeheven.

Ainsi fait et délibéré en séance,
Aldus gedaan en beraadslaagd in zitting,

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Jacques DE WINNE.

Michel EYLENBOSCH.